



L'Actualité
P 7 à 15
Autrement **Vue**

SANTÉ: LES RÉSIDENTS ONT MARCHÉ À ORAN P 2

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Réformes : un prêche dans le vide ?

MOHAMMED BEGHDAJ



Le train de la réforme

ABED CHAREF



La société civile face à son avenir

ABDOU B.



Par ici la sortie

MOHAMMED ABBOU



Humeur et gestion

YAZID DIB



Après Chérif Messaadia, «Kaïd Ahmed, homme d'Etat»

FAROUK ZAHI



LES ÉCHECS FOOTBALLISTIQUES À L'ALGÉRIENNE

M. BOUKHERISSA KHEIRELINE



CORRUPTION ET BALLON ROND

GIUSEPPE SANTOLIVIDO



Décevante Union européenne

PIERRE MORVILLE

Israël, le pluriel d'une œuvre cruelle

REMMAS BAGHDAD

Nous, les Arabes, et les autres...

YUCEF BENZATAT

Le Printemps arabe, les dictateurs et l'Occident

AKRAM BELKAÏD

Santé Les résidents ont marché à Oran



Ph.: B. H. Karim

Salah C.

Ils étaient près de 2.000 médecins résidents (selon les organisateurs) venus d'une dizaine de CHU de l'ensemble du territoire national à avoir réussi hier à forcer le dispositif de sécurité mis en place au niveau de toutes les issues du CHU d'Oran, après avoir tenu un sit-in à l'intérieur de l'établissement. Il était midi lorsque les résidents se sont dirigés vers la sortie donnant sur la rue des Frères Bouchakour et entreprendre leur marche en direction de la wilaya, l'institution qui représente le gouvernement.

Alors que le plus gros des effectifs des policiers ont été installés en face de l'entrée principale du CHU afin d'éviter que les protestataires n'investissent la rue, ces derniers ont préféré entreprendre un coup de force vers l'entrée secondaire et les quelques agents installés à ce niveau ont été pris de court et les médecins résidents ont réussi à ouvrir le portail pour laisser la voie libre à leurs camarades de sortir. Malgré toutes les interventions, en vérité peu musclées des forces de l'ordre, la marche a commencé en véritable course par les premiers résidents pour ne pas donner l'occasion aux policiers de les contenir. Sur tout le trajet menant à la wilaya et d'une distance de trois kilomètres environ, les protestataires ont scandé des slogans sur la légitimité de leurs revendications et demandant même à l'actuel Premier ministre de démissionner. Arrivés à hauteur de la wilaya, les protestataires se sont massés devant la grille en présence d'un dispositif sécuritaire qui a été dépassé par la foule de plus en plus grandissante et les premières violences ont eu lieu après l'arrivée d'importants renforts qui ont voulu dégager la voie publique pour ne pas perturber la circulation.

Selon certains marcheurs, les interventions des forces de l'ordre n'ont pas été aussi violentes que celles de la précédente marche tenue à Alger, mercredi dernier. On estime dans les rangs des résidents que le fait de faire sortir la protesta dans la rue est une véritable victoire qui exprime également toute leur détermination à aller jusqu'au bout de leur combat. Pour les délégués du collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA) et à leur tête

le Dr Merouane, l'organisation de cette action de dimension nationale à Oran a été décidée pour prouver encore une fois les capacités du collectif à mobiliser les résidents au niveau de chaque région du pays et démentir le caractère purement régional de cette protesta qu'on a voulu limiter au centre du pays. « Notre combat, au-delà de la dignité de la corporation, est également dans l'intérêt du citoyen algérien qui devra bénéficier d'une meilleure prise en charge médicale. Nous ne revendiquons nullement des avantages financiers, mais nous voulons instaurer un véritable système national de santé performant », ont tenu à souligner tous les délégués présents au sit-in. Concernant la revendication centrale du CAMRA, à savoir l'abrogation du service civil, le Dr Messaoudène, un des délégués, estime que le maintien de ce service public, dans sa forme actuelle, n'est pas une condition pour asseoir un système de santé performant, mais il s'agit d'instaurer des mesures incitatives et surtout par l'amélioration des conditions de travail et les résidents sont prêts à répondre favorablement pour aller dans les coins les plus reculés du pays. De ce fait, l'idée avancée par le président de l'APN pour un moratoire sur cette question constitue une solution, entre autres, pour débloquer la situation.

Sur un autre plan, la rencontre nationale des doyens de facultés de médecine tenue mardi à Alger consacrée aux réformes pédagogiques, le Dr Remini, en tant que l'un des représentants du CAMRA, a estimé que l'option d'organiser les examens des résidents durant les mois de juin et juillet pour éviter une année blanche avec toutes les répercussions que cela suppose, demeure tributaire de la promulgation du statut du médecin résident qui reste inexplicablement bloqué.

A noter également que des associations de malades ont exprimé leur soutien aux médecins résidents dans leur démarche revendicative du fait qu'elle est indissociable des intérêts du malade. Du côté de la direction du CHU d'Oran, le secrétaire général M. Lahissi a précisé que la grève des résidents n'a pas eu d'incidences dans la prise en charge des malades du fait que les services d'urgences et de garde sont assurés normalement.

Les salaires des gardes communaux augmentés

Salim L.

Trois mois après leur vaste mouvement de protestation, les gardes communaux viennent de bénéficier d'une augmentation de salaire à la faveur de la valorisation de leurs primes et indemnités avec un effet rétroactif à compter du 1er janvier 2008. Les gardes communaux voient leurs primes et indemnités mensuelles liées au rendement, au risque et à l'astreinte augmentées. Le salaire de base n'a toutefois pas bénéficié d'une quelconque augmentation. Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a promulgué, le 19 mai dernier, un décret instituant un nouveau régime indemnitaire pour les personnels de la garde communale.

Ce décret, qui vient d'être publié dans le journal officiel, modifie et complète l'ancien décret exécutif n° 96-266 datant d'août 1996. La prime de rendement est

calculée au taux variable de 0 à 30% du traitement. Le service de la prime de rendement est soumis à une notation selon des critères et modalités fixés par arrêté du ministre de l'Intérieur. L'indemnité de risque et d'astreinte varie de 35% à 45% du traitement, selon le grade. L'agent de la garde communale aura une prime de 45%, les chefs d'équipe et de groupe, 40%, le chef de détachement et son adjoint bénéficieront d'une prime de 35%, selon le décret.

«Le bénéfice de l'indemnité de risque et d'astreinte est exclusif de toute autre indemnité rémunérant les heures supplémentaires et le travail posté», précise le décret.

Toutes ces primes et indemnités sont soumises aux cotisations de sécurité sociale et de retraite. Créée en 1994 pour appuyer les différents corps de sécurité dans la lutte contre le terrorisme, le

corps des gardes communaux, qui compte 94.000 agents, a à plusieurs reprises mené des actions de protestation. Les agents de ce corps avaient notamment campé durant cinq jours sur la place des Martyrs, à Alger. Les gardes communaux revendiquaient une augmentation des salaires et un statut particulier. Ils réclamaient également un départ à la retraite après 15 ans de service et la réintégration de 38.000 gardes communaux radiés. En avril dernier, les gardes communaux avaient été reçus par le directeur général de la Sûreté nationale, au terme d'un large mouvement de protestation. Un mois après, le corps de la garde communale, qui dépendait jusque-là du ministère de l'Intérieur, a été placé sous la tutelle du ministère de la Défense nationale, après la promulgation d'un décret présidentiel publié le 26 mai dernier dans le journal officiel.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Aussitôt annoncé par Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères, le projet de Paris d'organiser dans l'Hexagone une conférence internationale en vue de remettre sur les rails le processus en panne des négociations de paix au Proche-Orient, est mort et enterré.

Sa mise à mort n'est pas le fait des Palestiniens, qui pourtant attendaient autre chose de la France, mais de Barack Obama et de sa secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, qui ont opposé une fin de non-recevoir brutale à l'initiative française. Alain Juppé a pourtant plaidé que le projet de conférence internationale a pour but de faire renoncer Mahmoud Abbas et la direction palestinienne à leur intention de saisir l'Assemblée générale des Nations unies à l'effet de la reconnaissance internationale de l'Etat palestinien sur la base des frontières de 1967. Option dont ne veulent entendre ni le gouvernement d'Israël ni Washington.

Les Américains n'apprécient manifestement pas que la France veuille s'ingérer dans le dossier palestinien-israélien, même avec l'intention d'éviter la saisine des Nations unies à laquelle ils s'opposent. C'est peu dire que Barack Obama a en l'occurrence infligé un humiliant désaveu au président français, qui veut à tout prix donner l'impression que la diplomatie française a son mot à dire sur les grands problèmes internationaux et celui du conflit du Proche-Orient principalement. Cette même diplomatie dont son chef, Alain Juppé, a dit qu'elle est prête à affronter le « veto » de la Russie sur le projet qu'elle a introduit avec d'autres puissances occidentales auprès du Conseil de sécurité en vue de faire condamner le régime syrien à cause des violences de sa répression des manifestations populaires en cours dans le pays.

Va-t-elle faire preuve de la même détermination à l'égard du « no » catégorique opposé par

Un projet avorté aussitôt annoncé

Washington à son projet de conférence internationale ? Va-t-elle surtout afficher son « indépendance » vis-à-vis de la politique américaine en se ralliant à l'intention de la direction palestinienne de porter la question de l'Etat palestinien devant l'Assemblée générale de l'ONU ?

En tout cas, Hillary Clinton a clairement fait comprendre aux Palestiniens et à la France que l'Amérique entend rester seule maîtresse du jeu dans le conflit du Proche-Orient et que toute démarche impliquant un autre processus que le tête-à-tête palestinien-israélien sous « médiation » américaine est nulle et non avenue.

Benyamin Netanyahu, qui n'a même pas daigné commenter l'annonce du projet français, doit jubiler au camouflet que la secrétaire d'Etat a infligé à ses promoteurs, qui à ses yeux ne sont pas des alliés sûrs d'Israël pour la raison qu'ils prennent, même timidement, quelque distance avec la politique israélienne de rejet intransigeant des demandes palestiniennes.

Quant à Mahmoud Abbas, qui fonde de trop grands espoirs sur le rôle de la France dans le conflit palestinien-israélien, il lui faut réviser ses calculs et ne compter que sur les capacités de son peuple à déjouer la stratégie d'enfermement que les Etats-Unis et Israël veulent leur imposer. Mahmoud Abbas doit désormais démontrer au monde qu'il s'exprime et agit au nom de tout le peuple palestinien et, pour ce faire, resserrer et consolider l'unité nationale de celui-ci en accentuant le processus de réconciliation dans lequel se sont engagés les différents courants politiques palestiniens.

Sarkozy n'avait d'intention dans ses rapports avec l'Autorité palestinienne que de donner l'illusion à l'opinion française d'être le seul chef d'Etat occidental ayant l'écoute des parties dans le conflit au Proche-Orient. Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, il s'alignera sur Washington et Tel-Aviv, ainsi qu'il vient de lui être fermement intimé.

Aïn Benian Sortie de promotion d'inspectrices de police

S. E. K.

L'école de police d'Aïn Benian a abrité hier la cérémonie de sortie d'une promotion d'inspectrices de police. Cette 7^{ème} promotion de 149 inspectrices, a été baptisée du nom de l'agent d'ordre public Nadia Bouchouk, assassinée en 1994 à l'Arba, dans la wilaya de Blida par un groupe terroriste. Etaient présents à cet-

te cérémonie qui s'est déroulée à la place d'armes de cette école, les familles des sortantes ainsi qu'un nombre important de cadres de la police. Dahou Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abdelghani El Hamel, DG de la Sûreté nationale, le ministre de l'Habitat Nouredine Moussa, Nouara Djaâfer, ministre déléguée chargée de la Famille et Mustapha

Lahbiri, patron de la Protection civile, ont eu l'honneur de décorer les 7 lauréates de cette promotion. Il est à rappeler que le nombre de femmes policières a vu une sensible augmentation dans le corps de police durant les dernières années et atteint aujourd'hui, selon les chiffres de la DGSN, 9.300 dans différents grades et occupent différents postes dans les services de la police.

Tirage du N°5023
133.522exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68**Fax Pub:** 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06**Imp.: Oran:** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: SIMPRAL
Constantine: S.I.E.
Ouargla: S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021.74.96.39 - Fax: 021.74.71.57**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.64.19.81 - Fax: 031.64.19.80**Diffusion:** **Quest:** SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

Consultations

Les représentants des zaouïas reçus par la commission Bensalah

Les représentants des zaouïas et les hommes de culte plaident unanimement en faveur de réformes constitutionnelles «sur la base des valeurs spirituelles et nationalistes».

Ghania Oukazi

Ils sont venus hier, à six pour exprimer leurs avis et formuler des propositions sur les réformes décidées par le président de la République. Ils l'ont fait parce qu'ont-ils dit tous, «nous avons estimé qu'il y était du devoir religieux qui est de porter le bon conseil à celui qui le demande.» Ils ont tous fait valoir le principe de base de l'Islam que Dieu a consacré dans le Coran à savoir : «Amrouhoum choura bainahoum (ndlr ils doivent gérer leurs affaires par la consultation).» Trois d'entre eux étaient drapés de l'habit blanc de la pure tradition des cheikhs de zaouïas. Parmi eux, on comptait la présence du Pr Mohamed Benradhouane et Dr Saïd Chibane, tous deux hommes de culte et anciens ministres des Affaires religieuses.

La consultation des cheikhs par la commission Bensalah a duré deux bonnes heures. «C'est la plus longue séance de consultation que la commission ait menée à ce jour,» ont-ils fait remarquer à leur sortie. «Que Dieu nous pardonne si nous avons fauté,» a prié le Pr Mohamed Benradhouane qui a été le premier à prendre la parole face à la presse. «Nous avons répondu à l'invitation de la commission parce que nous estimons que c'est un droit et un devoir, du point de vue de la religion de le faire puisque le prophète Mohamed (QLSSL) a résumé l'Islam en un mot : Enassih (le bon conseil),» a-t-il déclaré d'emblée. «Nous avons formulé notre conception de l'Etat algérien dans les différentes constitutions et lois,» a-t-il précisé laissant la place à cheikh Mohamed El Kacemi de la confrérie El Hamel de M'Sila. «Une conception de l'Etat algérien dont les contours des droits et de l'égalité ont été tracés dans la lettre de Novembre,» enchaîne le cheikh. Il a affirmé qu'ils ont tous plaidé en faveur de la lutte contre la débauche, contre la corruption et contre tous les maux sociaux. Ils ont été unanimes, selon lui, à faire remarquer que «les insuffisances et les lacunes ne sont pas dans les lois mais dans leur application quotidienne.» Ils estiment ainsi que «la faute n'est pas dans les lois.» Ils espèrent avoir exprimé «ce qui permettrait de réaliser la réconciliation avec soi et celle du peuple et de construire un Etat sur la base des valeurs spirituelles et nationalistes.» Cheikh Mohamed Cherif Kahar, professeur à l'université d'Alger, à la Cour suprême et membre du Haut Conseil islamique (HCI) rappelle qu'il y a tout un verset dans le Coran sur echoura (la consultation). L'Islam doit être la première charte et la référence authentique de l'Etat algérien et l'arabe qui est la langue du Coran est celle qui nous unit, unit notre peuple et notre pays.»

«LA CONSULTATION EST UN PRINCIPE DE BASE DE L'ISLAM»

Il a tenu en outre, à noter que «la justice doit être la plus grande armée pour une nation et la paix, la meilleure vie qui lui doit lui être réservée.» Il appelle avec insistance à «un retour aux sources et aux valeurs de la nation.» Cheikh Abdelhamid Abou El Kacim, représentant des 6 cités de l'Oued M'Zab El Ibadhi sera en propos, le plus proluxe d'entre tous. «Le discours que le président de la République a adressé à la Nation, le 15 février dernier, constitue un tournant décisif pour le pays,» a-t-il souligné en premier. «Il promet un avenir radieux à la Nation algérienne, pour son développement, sa stabilité et son épanouissement,» ajoute-il. L'initiative du président d'engager des consultations politiques sur des réformes qu'il a décidées, constitue, a-t-il relevé «un principe de base de l'Islam et une prise en considération des valeurs authentiques du peuple.» Le plus important pour lui est «de toujours renforcer l'unité nationale et préserver la mémoire de la Nation, en référence aux préceptes de l'Islam,

c'est ainsi qu'on peut semer la confiance et l'espoir dans l'avenir et dans les générations futures.» Le cheikh ibadhit fera un long plaidoyer en faveur de la langue arabe. «L'arabe est la langue officielle consacrée, il n'est pas question de revenir sur ça, et celui qui veut comprendre le Coran et la charte de l'Islam doit comprendre l'arabe,» a-t-il affirmé. Et avec un sourire plein d'affection, il lancera «notre langue du M'Zab, on la parle chez nous et avec nos enfants pour qu'elle ne meurt pas entre nos mains. Mais l'arabe restera la langue nationale et officielle.» Dr Saïd Chibane, professeur en ophtalmologie à l'université d'Alger, homme de culte et ancien ministre des Affaires religieuses espère que «les réformes soient efficaces pour le peuple et pour le pays.» Il dira que la délégation a formulé des propositions sur l'enseignement, la formation, la santé publique ainsi que sur des questions économiques et sociales.

«C'EST LA VICTIME QUI DOIT PARDONNER OU PAS»

Les collectivités locales ont aussi été des discussions tout autant, comme précisé par le Pr Chibane «les pouvoirs qui doivent leur être donnés.» L'ancien ministre juge que la révision de la constitution doit être soumise à l'appréciation du peuple. «Il faut qu'il soit consulté au moins pendant trois mois pour qu'il puisse donner son avis, en toute liberté, sur cette révision,» a-t-il dit en aparté à des journalistes. «Et s'il s'agit d'une assemblée constituante, il faut, explique-t-il, que le peuple sache qui sont les personnes qui vont y siéger, quelles sont leurs compétences et leurs capacités intellectuelles, c'est indispensable que le peuple soit à même de le faire.» Sa référence pour cela est le «Contrat social» (Jean-Jacques Rousseau, 1762) qui codifie les relations entre les gouvernants et les gouvernés et entre les membres de la société. «Celui qui ne l'a pas lu ou ne l'a pas compris, ne peut pas comprendre ce dont a besoin la société,» pense-t-il. Le professeur propose, par ailleurs, la création d'un conseil de la Santé, un conseil de l'Education, un autre de la Culture et aussi une Académie des Sciences. Il demande en outre, que le HCI ait des attributions d'une Académie des Sciences islamiques pour entre autres, assurer la création scientifique, son édition et sa distribution.

Le cheikh Ali Benarbi El Khalifa El aâm de la confrérie Tidjania (Ain Madhi). «Nous représentons à cette consultation la Tidjania à l'échelle nationale et internationale,» a-t-il noté. Il a imploré Dieu pour «taâfil el kolob oua sotr el ouyoub (ndlr Qu'il unisse les cœurs et dissimule les défauts).» Venu avec la délégation, Laïd Tidjani de la confrérie de Timacine de Ouargla n'a pas pris la parole.

Interrogé en aparté sur la révision de la Constitution, Cheikh Abou El Kacim El Ibadhi affirme que «nous sommes contre toute révision allant vers une confrontation avec l'Islam,» a-t-il répondu non sans ajouter «nous avons un grand espoir dans ces consultations.» Il estime, par ailleurs, qu'une amnistie générale relève des seules prérogatives de l'Etat. Cependant, à l'égard de tout repent, a-t-il fait savoir, «Dieu nous a ordonné le pardon. » A condition précise-t-il que «ce repent n'ait pas commis de crime parce que Dieu ne pardonne pas le crime.» Dr Saïd Chibane pense qu'en cas d'amnistie générale «il faut que les victimes l'acceptent, c'est à la victime de pardonner ou pas, avant tout le monde.»

La commission Bensalah reçoit aujourd'hui le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem. Samedi, elle consultera Cheik Bouamrane, président du HCI ainsi que six organisations féminines. Son porte-parole, Mohamed Ali Boughazi tiendra aussi son point de presse hebdomadaire.



Raina
Raïkoum

Moncef Wafi

Match perdu

Quitte à enfoncer encore le doigt, l'orteil en l'occurrence, dans la plaie et rappeler le 4 à 0 de Marrakech pour s'entendre dire de nouveau que le niveau de l'ensemble des joueurs, hormis Beloulmi et Madjer, est tout juste égal à celui d'une deuxième division française ou du premier palier turc et de confirmer toute l'étendue du désastre technique de l'entraîneur national, incapable d'imaginer un plan de jeu salvateur, la question qui doit avoir le mérite d'être posée est l'origine de cet enchaînement qui a conduit le football algérien des cimes d'Oum Dourman au ras des pâquerettes de Marrakech. Si Benchikha s'est fait démissionner, si tous les joueurs ont balbutié des semblants d'excuses purement techniques, n'est-il pas plus judicieux pour l'avenir de nos crampons et plus honnête pour l'éthique sportive que de demander des comptes aux tenants de cette catastrophe nationale ? L'entraîneur et les joueurs mis sur la touche, qui reste-t-il comme responsable de cette déroute ? D'abord l'intouchable membre exécutif de la FIFA et accessoirement président de la Fédé de foot. Ensuite, venant un peu plus haut dans la pyramide décisionnelle, le ministre du foot et accessoirement de la jeunesse et des autres sports. Et l'on pourrait aller même plus haut dans la pyramide. L'organigramme de la défaite ainsi établi, quels fusibles devront sauter pour la bonne marche de l'avenir ? Le président de la FAF, se prévalant du droit international, seul atout dans sa poche, n'a d'autre

bilan à présenter que des défaites, plus humiliantes les unes que les

autres, quelques résultats nuls, tout aussi décevants et une ou deux victoires contre le cours du jeu. Des victoires tellement maigres dans le classement mondial qu'il est très difficile de s'en souvenir. Et puis, outre son bilan négatif, il y a le choix de ses hommes. En virant Saâdane, une deuxième fois, quoique la décision a été applaudie, à l'époque, par tout un peuple, il a décidé de ramener un technicien à sa mesure en ignorant le chèque du ministère de tutelle qui voulait un Gerets ou un Lippi, pourquoi pas, pour l'Algérie. Mais un entraîneur étranger de renom c'est aussi un caractère à gérer et c'est difficile pour une fédé, avec en sus l'argent des autres.

Les choix de la FAF étant dictés par une vision étriquée d'un pouvoir centralisé, il était difficile pour l'Algérie de prétendre à un entraîneur confirmé qui aurait son mot à dire. Et c'est connu, nos responsables, à quelques niveaux de décisions qu'ils soient ont, en sainte horreur, une compétence subalterne. Voilà pour la FAF, reste le MJS. Que peut-on reprocher à ce dernier ? Rien, si ce n'est la polyvalence de son ministre, à l'image de tous ses collègues ministres qui peuvent jouer derrière n'importe quel bureau qu'on leur impose. Du moment qu'ils jouent. Et le bras de fer qui oppose le ministre au président de la FAF, engagé sur la base d'une querelle pour «son pays», eh ben on est, nous pauvres supporters impuissants, en train d'en encaisser les premiers coups.

Bactérie Eceh: vigilance en Algérie

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Rachid Benaïssa a indiqué mercredi que les services de contrôle phytosanitaires algériens suivaient «de très près» l'évolution de l'épidémie mortelle en Europe provoquée par la bactérie Eceh, apparue fin mai dans des produits agricoles frais, notamment en Allemagne où il y a eu le plus grand nombre de décès. «Nous suivons de très près ce qui se passe (en Europe). Vous savez que jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas encore trouvé l'origine de cette bactérie», a déclaré le ministre lors d'un point de presse animé en marge de la réunion de la Commission nationale de protection des forêts.

Selon lui, «aucun problème n'a été signalé pour le moment» (en Algérie), mais «nous restons vigilants», a-

t-il dit. Il a fait savoir, dans ce sens, qu'il existe des celules qui suivent (la situation) de très près». Le ministre a rappelé également qu'aucun produit alimentaire importé ne peut entrer sur le marché algérien sans qu'il soit muni d'une dérogation sanitaire nécessaire, et subir un contrôle phytosanitaire adéquat.

Selon lui, l'Algérie n'importe «presque pas de légumes et pas du tout de concombres». Le seul produit suspecté de véhiculer cette bactérie en Europe est le concombre, et les premiers soupçons se sont portés sur l'Espagne, après que des concombres produits par deux entreprises d'Andalousie ont été identifiés comme une des sources de la contamination.

Le bilan actuel est de 25 décès imputés à cette bac-

térie, dont 24 en Allemagne, après que l'Etat de Basse-Saxe (nord de l'Allemagne) eu signalé mercredi un nouveau décès.

Les recherches se poursuivent pour identifier l'origine de la contamination par une souche rare et très virulente de la bactérie E.coli entérohémorragique (Eceh) qui se traduit par des diarrhées sanglantes et peut déboucher sur des troubles rénaux parfois mortels (syndrome appelé SHU).

La consommation de concombres, tomates et salades crûs ainsi que de graines germées restait déconseillée en Allemagne et dans plusieurs pays européens, même si, selon le ministre de la Santé allemand Daniel Bahr, «dans la plupart des cas d'Eceh, dans 80% des cas, la source d'infection n'est jamais identifiée».



www.kialgerie.com

Apprêtez vous à l'accueillir !? ...



Rejoignez Kia Motors Algerie sur facebook

The Power to Surprise™

Encore **+** d'avantages
chez Nissan

SHIFT_the way you move



Bénéficiez de
150.000 DA

+

1an tous risques
d'assurance offerte

+

Lecteur
CD MP3
SONY



Offre valable sur les 100 premières
Sunny vendues jusqu'au 30 juin 2011.

Voir conditions avec votre agent agréé Nissan Algérie.

Photo non contractuelle

Nissan Algérie - Direction Générale et Showroom | Tél.: 021 21 98 03 à 06 | Fax : 021 21 91 60 | Adresse : Pins Maritimes, Safex - Alger
Centre Après Vente et Showroom Rouiba | Tél./Fax : 021 85 59 40 | Tél.: 021 81 78 94/98/99 | Adresse : Route de Aïn Taya, Rouiba - Alger
Showroom Amirouche | Tél.: 021 63 58 38 à 41 | Fax : 021 63 58 42 | Adresse : 06, Bd Amirouche - Alger
Centre Après Vente et Showroom Blida | Tél.: 025 43 37 80 | Fax : 025 43 00 66 | Adresse : Zone Industrielle N° 11, Ouled Yaïch - Blida
Succursale Oran | Tél. : 041 49 91 49 à 53 | Fax : 041 49 91 49 | Service commercial : 041 49 91 49 | SAV : 041 49 91 54 | Adresse : Zone industrielle, Es-Senia - Oran

www.nissan.dz

Zones d'ombre sur l'accession de l'Algérie à l'OMC

Yazid Alilat

La question est devenue récurrente: l'Algérie a-t-elle vraiment envie d'aller vers une accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou ne fait-elle que semblant de négocier une adhésion qui devient de plus en plus ardue ? C'est un peu le gros des discussions qui ont eu pour cadre la grande salle de l'Assemblée populaire nationale (APN) hier avec une intervention très suivie du directeur général adjoint de l'organisation, M. Alejandro Jara. "L'Algérie ne devrait pas rester en marge du système multilatéral mondial, mais plutôt assumer son rôle à la table des négociations de l'OMC", a-t-il lancé à un parterre de hauts responsables, de ministres et de députés. «L'Algérie devrait redoubler d'efforts et mener dès que possible à leur terme les pourparlers pour son accession à l'OMC», a estimé M. Jara lors d'une journée parlementaire organisée sur le processus de cette accession.

Le responsable de cette organisation multilatérale a souligné que de son avis "une telle démarche profitera à l'ensemble des membres de l'OMC mais surtout à l'Algérie". Mais, il a prévenu que "tout retard additionnel dans l'accession exposerait l'Algérie, vu l'accroissement du nombre des membres de l'OMC, à des négociations plus complexes". En fait, plus l'Algérie retarde son accession, plus ses négociations seront difficiles, avec le nombre croissant d'admissions au sein de l'organisation, a-t-il ainsi prévenu. Le processus d'adhésion à l'OMC est en lui-même complexe: pour qu'un nouveau membre soit accepté, il faut qu'il entame dans une première phase des discussions avec l'OMC sur son système commercial, douanier, ses tarifs, ses services, ses produits, etc. et dans une seconde phase avec les membres de l'organisation séparément sous forme de questions posées par chaque pays membre. Ce qui donne une idée de ce processus d'adhésion assez complexe, très lent et qui nécessite des rencontres très fréquentes entre experts des deux parties.

C'est en 1987, en pléines négociations sur le cycle de l'Uruguay Round que l'Algérie avait présenté sa demande d'accession. A cette époque, Européens et Américains s'étrépaient sur le volet agricole, et la bataille mettait aux prises le groupe de cairns (principaux producteurs de céréales, dont les Etats-Unis, le Cana-

da et l'Argentine) et les Européens, qui défendaient leur politique agricole commune (PAC) sur le front de la fin des subventions agricoles. L'accord a été conclu en 1993, une année avant la fin de la date butoir de ce cycle, et en 1994 à Marrakech est née l'OMC, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1995. Mais, depuis, l'Algérie traîne les pieds. C'était en fait M. Mourad Medelci, actuel chef de la diplomatie algérienne, qui avait assisté en tant que ministre du Commerce à la fin de l'Uruguay Round à Marrakech, l'Algérie ayant alors un statut de membre observateur. A Partir de 1998, l'Algérie entre dans le cycle des discussions pour son accession à l'OMC, et les véritables négociations multilatérales et bilatérales reprenaient dès 2002. Depuis, elle a répondu à plus de 1.600 questions et participé à 10 rounds de négociations dont le dernier remonte à janvier 2008.

Pour autant, et érudant la question de la longueur de ces discussions dans le cas de l'Algérie, le directeur adjoint de l'OMC a admis que le temps nécessaire à cette accession différerait d'un pays à un autre. «Chaque accession est unique. L'accession de la République de Kirghizie a duré moins de 3 ans tandis que celle de la Chine a pris plus de 15 ans», dira-t-il. Mais, depuis le début du processus de négociations, "des progrès ont été enregistrés depuis 2005", a-t-il dit, rappelant que «5 accords bilatéraux ont été signés à ce jour alors que l'Algérie poursuit ses négociations avec une douzaine d'autres pays». Quant aux périodes de transition demandées par l'Algérie pour la mise en œuvre de certaines conditions de l'OMC, dont l'ouverture du marché des produits agricoles et de services, après la date d'accession, il a souligné qu'il «sera difficile d'obtenir de tels délais de grâce». Mais, selon M. Benbada, ministre du Commerce, l'OMC applique une "politique du deux poids, deux mesures" dans ses négociations avec l'Algérie, en lui imposant des conditions qu'elle n'a pas préconisées pour d'autres pays. Bref, le chemin de l'accession de l'Algérie à cette institution de Bretton Woods est encore long. Et, si l'on écoute encore les experts et négociateurs algériens, il en sera encore plus, car "l'Algérie n'a rien à mettre sur le marché international, et risque de devenir un dépôt des invendus des autres". L'OMC compte actuellement 153 membres qui représentent 90% du commerce international.

Agence BADR de Birkhadem Ouverture du procès de détournement de 12 milliards de dinars

Le procès des neuf cadres de la banque BADR et du groupe DIGIMEX, impliqués dans l'affaire de détournement en 2005 d'une somme de 12 milliards DA de l'agence BADR de Birkhadem (Alger), s'est ouvert hier mercredi par-devant la chambre correctionnelle près la cour d'Alger, a-t-on constaté sur place. En 2006, le tribunal de première instance de Bir Mourad Rais avait condamné les 9 inculpés à des peines allant de 2 à 10 ans de prison ferme. Ce jugement confirmé par la cour d'appel d'Alger avait fait l'objet d'un pourvoi en cassation devant la Cour suprême qui a décidé de renvoyer l'affaire devant la même cour pour être rejugée. Selon l'arrêt de renvoi, les services de

sécurité avaient reçu une plainte de la direction de la BADR sur l'existence d'opérations «douteuses» au niveau de l'agence de Birkhadem et de la direction générale au profit du groupe DIGIMEX et ses trois sociétés spécialisées, selon le groupe, dans l'importation et l'exportation des céréales. Le détournement des fonds s'est effectué par le biais de lettres de change et de chèques fictifs au profit des trois sociétés inexistantes sans qu'aucune transaction commerciale n'ait été réalisée.

Ces sociétés ont également bénéficié de plusieurs crédits, certains octroyés sans dossiers ou garanties effectives et légales. La cour doit rendre son jugement dans les prochaines semaines.

M. Aziza

Le premier conseiller à l'ambassade américaine à Alger, William Jordan a qualifié le marché algérien de très attractif pour les entreprises américaines, notamment celles spécialisées dans la production de médicaments.

William Jordan a affirmé, à l'ouverture des travaux du forum santé Algérie-USA 2011, hier, à l'Hôtel Hilton, qu'il y a beaucoup de possibilités pour élargir les investissements et la recherche dans le domaine pharmaceutique en Algérie. Pour le responsable américain, la proximité de l'Algérie de l'Europe et ses liens avec l'Afrique poussent davantage les entreprises américaines à développer leur partenariat et investir dans notre pays. « Certaines entreprises américaines ont noué des partenariats avec des entreprises algériennes publiques et privées », a-t-il déclaré. Il souligne que la volonté des entreprises américaines est aujourd'hui plus forte pour élargir la coopération dans le domaine du médicaments et la biopharmaceutique. Le premier conseiller de l'ambassade américaine s'est dit, toutefois rassuré, en ce qui concerne la législation algérienne. « L'environnement juridique est encourageant, puisqu'il est prévisible et stable », a-t-il dit. William Jordan a émis tout de même quelques réserves sur les règlements algériens en matière de commerce. « Il y a beaucoup de limites pour l'accès de certains produits, d'où la nécessité de penser à certaines facilités » a-t-il déclaré. Un avis partagé par certains représentants

Forum santé Algérie - USA

Les Américains veulent investir dans le médicament en Algérie

d'entreprises américaines qui qualifient la législation algérienne de protectionniste, vu les limitations d'importation de certains produits pharmaceutiques. Enfin, William Jordan s'est dit persuader que l'Algérie est un important centre de recherche pour le développement des sciences médicales dans la région. L'intervenant a recommandé plus de protection des produits pharmaceutiques contre la contrefaçon, et le respect des normes internationales de fabrication et de commercialisation que ce soit pour la production du générique ou pour la production du médicament princeps.

Le ministre de l'Industrie et de la PME et de la Promotion de l'investissement, Mohamed Benmaradi a pour sa part, présenté le marché algérien aux investisseurs et firmes américaines. Il a précisé devant l'assistance que l'industrie du médicament en Algérie est un gisement d'opportunités pour les groupes industriels des Etats-Unis d'Amérique qui ont des positions de leaders mondiaux. Et de souligner que l'Algérie « est parmi les quinze pays émergents représentant un marché de médicament en forte croissance sur les cinq à dix années à venir ». Le ministre a également souligné que les 120 opérateurs nationaux activant dans le médicament dont Saidal, disposent d'infrastructures importantes qui sont à même d'être rentabilisées par le truchement de partenariat avec les entreprises intéressées. Benmaradi a rappelé en outre, que notre politique de santé encourage davantage la production du médicament générique en soulignant que « la part du générique dans le

marché national connaît une constante progression puisqu'elle est passée du 32 % en 2004, à 48,5% en 2009 ». Le ministre de l'Industrie a tout de même reconnu devant l'assistance les limites et la faiblesse de la production locale. «Elle demeure faible par rapport aux importations et aux besoins du marché national, elle ne dépasse pas les 30 %». Benmaradi a dans ce sens appelé les entreprises étrangères et nationales à investir dans ce segment en développant une logique d'exportation.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia a annoncé à l'occasion, l'enseignement à partir de l'année prochaine de la filière « production pharmaceutique » dans les facultés de médecine. Une filière tant réclamée par les opérateurs dans le secteur de la production de médicament confrontés à un sérieux déficit en matière de personnel.

Intervenant à son tour le ministre de la Santé Djamel Ould Abbès a annoncé que le délai d'enregistrement des médicaments fabriqués en Algérie sera réduit. Ould Abbès a indiqué que son département était en train de revoir « ces délais sur une base normalisée dans le cadre des procédures de contrôle et d'homologation que gère le Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques. «Des délais courts permettent à l'investisseur d'amortir plus rapidement son investissement. A plus forte raison, lorsque l'essentiel de la production est destiné aux marchés extérieurs», a-t-il dit.

Benatallah parle d'un «échec complet» à Béjaïa

Les conditions de transit des voyageurs par le port de Béjaïa ne sont pas «satisfaisantes», a estimé M. Halim Benatallah, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, qui a supervisé personnellement mercredi, l'arrivée du premier bateau au programme de cette saison estivale. "C'est un échec complet. A croire que le port de Béjaïa reçoit un bateau pour sa première fois," a-t-il déploré, appelant les responsables des différents services à se ressaisir et à «corriger les carences apparues et ce, dès la prochaine escale,» programmée avec plus de voyageurs.

Le wali a été chargé d'assurer et de veiller à la concrétisation de toutes les mesures de facilitation et d'accueil de

la communauté nationale établie à l'étranger, notamment en mettant en oeuvre les recommandations arrêtées il y a plus de deux mois, par le comité de facilitation du port, et qui prévoyait un dispositif cohérent de sorte à améliorer, au maximum les délais et les conditions de transit. Il était question surtout, d'améliorer l'information à destination des voyageurs à l'intérieur comme à l'extérieur du navire, la distribution précoce, pendant la traversée en mer, des documents inhérents aux formalités douanières et de police, et de favoriser l'emprunt, au niveau de la gare maritime, du couloir vert réservé aux personnes fragiles (personnes âgées, personnes aux besoins spécifiques, familles, etc..), de sorte à leur éviter les longues attentes. Autant de

mesures qui visiblement n'ont pas été appliquées, de l'avis de M. Benatallah, qui a relevé, après discussion avec certains passagers, que le premier voyageur débarqué a mis cinquante minutes avant d'entrer en gare maritime, mettant en cause «la méthode de travail adoptée.» Cette première escale, opérée par le car-ferry de l'Entreprise nationale maritime de transport des voyageurs, «El-Djazair II», a convoyé 611 voyageurs et 286 véhicules, et augure un programme de 6 navettes durant le mois de juin, pressenti (avec le mois de juillet), comme un mois de forte affluence, et qui va nécessiter «une forte mobilisation de l'administration et une meilleure attention envers notre communauté, « a souligné le secrétaire d'Etat.

Béjaïa

Le wali rassure l'Eglise protestante

Nabih Saadi

L'association de l'Eglise protestante d'Algérie (EPA) a exprimé hier ses «vifs remerciements» à l'adresse du wali de Béjaïa ainsi qu'aux services de sécurité de l'avoir «invitée pour mettre au clair» sa situation dans la wilaya de Béjaïa.

«Lors d'un entretien qu'il nous a accordé, nous lui avons fait part des nombreuses démarches entreprises à Béjaïa et à travers l'Algérie depuis la promulgation en 2006 de la loi régissant le culte autre que musulman», a affirmé hier son président, Moustaphan Krim, président de l'EPA.

«Nous lui avons fourni des explications auxquelles il a été attentif», ajoute ce pasteur de l'Eglise protestante. «Finalement, poursuit-il, il nous a rassurés malgré les notifications qu'aucune église de la wilaya ne sera fermée, et même en tant que premier responsable de la wilaya, il veillera à la protection et à la continuité des activités culturelles des communautés protestantes de la wilaya de Béjaïa». M. Krim a affiché sa satisfaction «de la décision du wali qui va dans le même sens que

les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur».

Le wali de Béjaïa avait signé, le 8 mai dernier, un arrêté de fermeture des lieux de culte chrétien implantés à Béjaïa. «Nous ne sommes pas contre l'exercice des cultes autres que musulmans. Nous avons voulu inviter ces communautés religieuses à se conformer à la loi», a expliqué quelques jours plus tard le wali de Béjaïa. L'arrêté du wali s'est basé sur la loi sur les associations et sur l'ordonnance n°06-03 du 28 février 2006 relative aux pratiques du culte non musulman en Algérie. De son côté, Krim Moustaphan a estimé que la communauté religieuse qu'il dirige «a de tout temps respecté la loi».

La wilaya de Béjaïa compte sept lieux de culte chrétien protestant. «Tous ces locaux sont conformes à la loi», assure M. Moustaphan, qui soutient avoir «entrepris toutes les procédures prévues par la loi auprès de la Commission nationale des cultes et le ministère de l'Intérieur depuis la promulgation de cette loi 06/03 pour la régularisation de la situation de l'EPA».

«Nous attendons que le ministère de l'Intérieur régularise notre situation», a

déclaré M. Moustaphan. «Nous avons tenu notre assemblée générale pour nous conformer à la loi.

Et depuis, nous attendons d'être régularisés par le ministère de l'Intérieur», affirme le président de l'EPA. «La commission des cultes autres que musulman du ministère des Affaires religieuses nous a affiché toute sa disponibilité à nous faciliter les choses», a encore témoigné M. Moustaphan. «Nous avons déposé nos dossiers tant au niveau de cette commission qu'auprès des services de la DRAG de la wilaya de Béjaïa, mais nous attendons toujours notre régularisation», explique M. Moustaphan.

Le wali avait ordonné, le 8 mai dernier, la fermeture de toute construction attribuée ou en cours d'attribution pour l'exercice du culte autre que musulman n'ayant pas eu de décision de conformité à la loi. L'ordonnance n° 06-03 du 28 février 2006 fixant les conditions et règles d'exercice des cultes autres que musulman énonce que l'affectation d'un lieu à l'exercice du culte est soumise à l'avis préalable de la commission nationale de l'exercice des cultes.

**Groupe Agro-Alimentaire spécialisé
dans la production et la commercialisation
de Boissons Gazeuses et de Boissons
Alcoolisées, recherche pour ses unités
opérant en Algérie.**

- * **Directeur Finances et Comptabilité (2),**
- * **Chef Comptable (2),**
- * **Contrôleurs de Gestion (2),**
- * **Comptables (4),**

Les postes à pourvoir sont situés sur l'ensemble du territoire et en priorité sur Alger puis l'Est et l'Ouest du Pays.

Une expérience de l'ordre de 2 à 10 ans est exigée dans la fonction en fonction du poste recherché. Connaissance du secteur industriel serait un plus.

Rémunération très attractive.

Les candidats intéressés sont invités à préciser
le lieu d'emploi privilégié (Alger, Oran, Annaba ou Skikda).

Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation au N° :

041 43 79 09

Ou sur : recrutemultinational@gmail.com

NOUVEAU

CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE NOUR

LASIK DES YEUX 100% LASER ou FEMTOLASIK

Docteur MEZIANE et son équipe informent leurs confrères ophtalmologistes et le public de la mise en service de la dernière plateforme :

LASIK 100% LASER Composé de 2 LASERS :

- **LASER FEMTOSECONDE DE PREPARATION.**
- **LASER EXCIMER ASPHERIQUE DE TRAITEMENT.**

Permettant l'arrêt définitif du port de lunettes et des lentilles par traitement de :

- Myopie
- Hypermétropie
- Astigmatisme
- Presbytie
- Kératocône,...

Nouveau traitement, rapide et hautement sécurisé avec
résultats immédiats.

Clinique d'OPHTALMOLOGIE NOUR

6, Rue SOUFI ZOUBIDA MARAVAL. ORAN

Tél : 041 32 23 66 / 041 32 34 67 / 041 32 28 39 - Fax : 041 34 99 47

Mobile laser : 07 95 17 34 68 / 05 53 71 03 08 / 06 99 52 92 94

Email : mezianeoph@yahoo.fr

RECRUTEMENT



GRUPO PUMAL SPA
B.P. 828 Zone Industrielle
SIDI BEL ABBES 22000 - ALGERIE
Tél. : 00 213 (0) 48 56 50 50
00 213 (0) 48 56 51 51
Fax : 00 213 (0) 48 56 55 55
info@grupopuma-dz.com
www.grupopuma-dz.com

Garantie pour la construction

**Société mixte, spécialisée dans la fabrication
de produits spéciaux pour les professionnels
de la construction, cherche pour les besoins
de ses structures :**

Technico-Commerciaux : (Territoire National)
De formation architecte ou génie civil, avec expérience approuvée dans la vente B to B.

Commerciaux : (Territoire National)
Expérience riche en réussites dans la vente. La connaissance du marché des matériaux de construction et des circuits de distribution serait un atout majeur.

Applicateur / Démonstrateur : (Sidi Bel Abbès)
Maîtrise des applications de projection de mortiers et revêtements spéciaux avec une aptitude pédagogique et esprit commercial.

Comptable : (Sidi Bel Abbès)
Licence en comptabilité ou titre équivalent, maîtrise parfaite du nouveau système de comptabilité SCF, maîtrise de l'outil informatique et de toutes opérations comptables : G50, CNAS, paies, suivi et autres.

Gestionnaire des stocks : (Sidi Bel Abbès)
Issu d'une formation commerciale Bac + 4 en gestion des stocks et logistique ou équivalent, maîtrise de l'outil informatique.

Pour tous les postes :
- Maîtrise parfaite de la langue française.
- Maîtrise de l'Espagnol souhaitée.
- Expérience minimum de 5 ans dans poste similaire.

Type de contrat en CDI

Merci de transmettre votre CV et lettre de motivation par mail à :
recrutement@grupopuma-dz.com

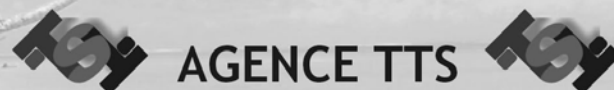
VACANCES D'ETE

Malaisie: 16j/13n - DP - Hôtel 5 et 4 Etoiles

Excursion - Visite - Assistance

Maroc: Agadir 12j/11n - DP - Hôtel 4 Etoiles

INSCRIPTION et RESERVATION



Adresse: 05, rue Jean marie Laribere - ORAN

Tél.: 041 41 37 41 - 041 41 37 43 - 041 40 28 80

E-mail: traveltts@yahoo.fr - traveltts@hotmail.fr



Instituto Cervantes

COURS D'ESPAGNOL

Instituto Cervantes

Institution officielle de l'État Espagnol

Session Juin 2011

Cours pour enfants, adolescents et adultes

Début de cours: 15/06/2011

ORAN
13, Rue Beni Soulem
(ex rue Léonie-Boulangier)
Tél. : 041 35 96 61 / Fax. 041 35 96 60
Mobil: 0697 13 21 27

MOSTAGANEM
Faculté des Lettres et des Langues
(ex ITA)
Tél: 0772 20 53 27

Et au **CENTRE VILLE** à l'école **PIGIER**,
Tél de contact : 041 29 30 26

Adresse : 26, rue des sœurs BENSLIMANE Oran



Humeur et gestion

Ould Kablia les a tous réunis. Ils étaient là totalement différents les uns des autres. Seul Smail El harrez comme un troubadour chaabi tente de trouer la qassida qui somnole ces walis.



PAR YAZID DIB

Devant cette façade, toute une gamme variée et sérieuse de voietures est en confusion de stationnement. Un quiproquo. Il ne peut s'empêcher de passer par ce café «p'tit prince» pour cuver son café, comme il aime le dire. El Harrez, en ce matin de février, n'a pas dérogé à son usage. Seulement que sa mine laissait aisément se mettre en évidence une note visible de mélancolie, enfin de peu d'empressement usuel. Dans le «p'tit prince» se trouvait une troïka d'amis. L'on discutait de tout. Mais l'avis se le disputait à l'avis. El Harrez, en bon orateur cherchait, avec une certitude de maitre à convaincre ses interfaces sur les vertus qu'aurait sur la circulation sanguine le gingembre. En fait, il savait en toutes circonstances rendre l'imposition de son avis en une croyance scientifique. Il arrive même à justifier par une légalité d'urgence, son défaut de bien positionner sa Mégane.

Le micro ordinateur laisse apparaître comme écran de veille quelques poissons d'eau douce faisant des glouglous. Cette astuce que lui offrent les nouvelles technologies de la graphie, permet à Smail El Harrez d'exceller davantage dans son excès de prudence. Dans son bureau, dressé à l'égal d'un cadî de la période coloniale tant le décor n'est que classement, propreté et un bel agencement de dossiers et de chemises. Son meuble de bureau est désert. Seul un journal y est installé majestueusement, trônant tel un empereur de papeterie. Il est chargé d'affaires, officiellement conseiller du wali. Il ne veut donc, que personne n'ait à faire tomber son œil ou son flair sur cet écran mystérieux qui en fait, est pour lui la caverne secrète de tous les ordres, instructions et autres secrets de sérail. Il est le souffle de la wilaya. Tout y est dedans. Des listes attributives de logements, des rapports sur le déroulement des élections jusqu'aux lots marginaux et surtout les fondements de la coopération internationale au niveau local. En fait sa wilaya entretenait toute une diversité de liens avec les collectivités étrangères. Notamment avec Rennes et Lyon. Ceci variait des dossiers de jumelage avec certains centres de grandes métropoles françaises à de l'assistance technique municipale. En fait, il est le nœud gordien des affaires dites réservées. C'est lui qui les gère avec toute réserve. Sans exclusive.

Le sourire qui ne le quitte jamais fait penser que c'est un homme tout à fait heureux. Et pourtant il y a quelques jours une annonce spontanée et non vérifiée le laisse pantois et perplexe. Le départ du wali. Ce haut fonctionnaire en qui le «conseiller» s'est mis avec acharnement à faire au mieux son travail. Il lui vouait par ailleurs toute une plage d'admiration et de dévouement. L'information est enrobée dans une rumeur publique que certains quotidiens habitués du sensationnel ont tenu à répandre. Le mouvement de ces gouverneurs serait imminent. Le commentateur ne se limite pas à l'évocation de noms inscrits dans une case de départ, mais s'étend

également à ceux qui s'inscrivent dans celle de l'arrivée. Comme un registre de courrier. Ce débroussaillage sera différemment traité dans les coulisses de la wilaya. Partira, partira pas ? Telle est la question qui ne cesse de perfore la profondeur du chargé d'affaires.

Isolé et pris en tenaille, il finira par se convaincre qu'en définitive ; le mouvement est bel et bien réel. La décision du président de la république tombe comme une estocade dans sa tête et s'emmagine déjà dans son compartiment informationnel bien avant que l'édition attendue du journal de vingt-heure ne se soit faite. Le monde tourne autour de lui au moment où il tourne en rond dans son vaste bureau. Il pense par anticipation d'abord à ces instants de séparation, ensuite à l'incertitude de son lendemain. Pour ce dernier la vision est intrinsèquement opaque, confuse et ambiguë. L'oubli de ces minutes interminables vient à son secours. Il essaye d'évacuer la sensation qui le prendrait en de mauvaises serres le moment des adieux, dans cette vaste salle des banquets.

La nature est ainsi faite, se dit-il. Quel que soit l'apparat que l'on porte, l'uniforme que l'on endosse ou le poste que l'on occupe, l'essence profondément humaine finira un jour, le temps d'une pause ou d'une collation d'adieu; par redécouvrir sa véritable espèce. La faiblesse. Dans tous ses sens nobles et positifs.

L'homme du fait d'une activité quelconque tend à produire une copie de son être en vue de paraître ce que peuvent croire ses vis-à-vis. Dans son temps, le temps coule à flot sans qu'il puisse à intermittence s'en rendre compte. Epris par cette idylle fonctionnelle, cherchant à chaque coup le comment fabriquer une image qui n'en est pas authentiquement sienne, l'homme-lige, héros d'un mandat, acteur principal s'oublie vite et se perpétue à croire à la durée du rôle. Un policier sous son uniforme donne une autre impression, une fois qu'il s'en dévêt. Pour une raison ou une autre, positive ou négative ; le rideau tombe, qu'il fend sous une émotion capable de le déshabiller le laissant se voir dans toute sa nudité d'homme sentimental, sensible et périssable.

Ses mains tremblotent. Son cœur palpite. A le voir l'on croirait, s'apprêtant à écrire quelque chose. Son micro le regarde autant qu'il trouve une soudaine envie d'aller déposer dans le ventre de ce micro, comme d'habitude ; toute l'énergie rageuse qui le morfond.

En ruminant ses états d'âme, Smail el Harrez se projette déjà dans la teneur du cérémonial qui devait avoir lieu, ce soir, ou demain. Il en a vu de ces passations de consignes dans sa vie tumultueuse. La différence n'était que dans l'espèce sentimentale que pouvait dégager le partant ou le nouveau récipiendaire.

Aussi, le mouvement des walis aura à entraîner est-il persuadé, lors de réceptions d'adieu, beaucoup de pleurs, d'aigreurs et de regrets. Ce seront des instants pleins de silence plaintif et de soupirs sans cris. Pour une dernière fois, l'amabilité et la sincère

courtoisie, se dispenseraient des usages d'un protocole. Certes recommandé, mais contraignant et inutile. Justement, c'est ce lourd protocole auquel, l'homme se soumet ou tient à y soumettre les autres, qui dans de pareils moments ; fout le camp et brise les cadenas de toute chasteté.

Les premières touches de lettres qu'il tente de pianoter sur son clavier font un titre aussi fort en émotion. «Adieu monsieur le wali». Il s'arrête le temps de se remuer pour tirer encore une cigarette. La énième depuis moins d'une heure. Il pense être dilué dans l'espace de cet entre-temps, de cette l'obligation de réserve qui tout au long de son cheminement carriéral a fini par le fonder dans la peau d'un véritable otage du système. Un prisonnier de la parole. Il se tait en toute circonstance. Le mutisme est une garantie de survie. Du moins en ce qui concerne la cuisine de l'Etat et partant celle de la wilaya. Autrement il trouve tout mot à toute question.

Si la postérité locale aura à juger sinon à tenter de faire une approche évaluative d'un wali, commençait-il son dessin alphabétique transcrit en temps réel sur le plasma de cet écran lumineux qui lui fait face. Le résultat serait de clamer que Monsieur Nour El Bédoui est justement de ces commis de l'Etat qui n'ont de cure que le développement local en toute conformité aux lois de la République et aux intérêts suprêmes de la cité. La réhabilitation du service public visant le rapprochement de l'administré à l'administration, dans sa bouche n'est pas un vain mot. C'est une vérité qui s'est inscrite dans le registre des réalisations. Ainsi la majorité des daïras ont eu leurs nouveaux sièges. Toutes sont munies de services de proximité d'entre police, protection civile et autre. Le logement ici, est une marque déposée avec authentification des droits de son auteur. Ce logement démultiplié deviendra un calvaire pour la ville. L'intrusion et les campagnards de tout bord ont déjà pris pignon sur route. Les campus et les instituts universitaires fleurissent comme des roses aux belles couleurs. Hélas ils seront très tôt fanés par défaut de prise en charge. Car le remplaçant du wali parti, est mal en point avec son environnement. Grabataire, il se raccroche à tout.

Smail el Harrez en transcrivant ces aveux, il sait de quoi il parle. Ce sont, en toute simplicité ses idées qui se sont réalisées. Il était pour beaucoup dans le tracé de la feuille de route infrastructurelle de l'élan de développement de la wilaya. Il est quasiment derrière l'ensemble des projets structurants. Parce qu'il était écouté par Nour El Bédoui, qu'il a intériorisé à son égard une tendance de totale loyalité. Il entretenait de l'exaltation face à ce personnage, qui pourtant n'était pas un canon de labour ou un foudre de guerre, peuvent dire les lointains observateurs. Juste bon élève. Bel entrepreneur. Un wali-logeur. Bien des walis avant lui, ont fait les annales de la cité. Ils ont pu renverser des casquettes, démystifier des empires et casser de la mauvaise résistance.

LE-DIT DU JEUDI

Par Abdou B.



La société civile face à son avenir

«Un homme n'est pas malheureux parce qu'il a de l'ambition, mais parce qu'il en est dévoré». Montesquieu

De nombreux analystes, des commentateurs de la presse écrite privée ont, à juste raison, cherché des comparaisons, des dissonances ou bien de franches différences, entre l'approche développée par la commission dite Bensalah et les états généraux de la société civile qui s'ouvriront le 14 juin prochain, à Club des Pins. Dans le climat qui prévaut depuis le début de l'année qui a fait exploser les mouvements sociaux, la violence disproportionnée de la répression policière et le niveau de méfiance, les premières victimes sont de taille : effritement de la confiance, baisse de la sérénité, recul de la transparence... En effet, le moment est mal venu pour que des clignotants, comme celui de l'inflation, se mettent au rouge. Des réformes aux contours encore imprécis, les images de blouses blanches matraquées, une liste de victimes anonymes de la terreur terroriste qui s'allonge comme celle des talents qui réussissent à l'étranger, la ruée d'association maison «sous le coude» vers la rente, tout le paysage nécessite de grandes réformes. Négocier est mieux que d'envoyer la police qui creuse la fracture entre elle et la société. Mélanger les genres, politique, social, caritatif, «historique», civil, militaire, religieux ajoute de l'opacité, de la suspicion et surtout du nihilisme qui ravage la jeunesse.

Sans préjuger de la finalisation des doléances adressées à M. Bensalah, de leur volume, de leur pertinence et du traitement ultérieur qui leur sera réservé par le président Bouteflika, beaucoup de citoyens espèrent. Ces derniers qui ne veulent ni de la violence ni du statu quo et encore moins d'un habillage, juste bon à faire perdre du temps au pays, veulent de profondes réformes du système encore comparable, par bien des aspects, à celui du parti unique qui a fait faillite partout et pour toujours. Les citoyens qui ne souhaitent pas avoir un engagement partisan, ni l'hégémonie humiliante de l'administration, hésitent, ne savent pas comment agir pour influencer sur le cours de leur vie, l'avenir des enfants, l'organisation du quartier ou sur l'amélioration de leurs conditions de travail, de transport, sur la qualité de l'enseignement dispensé à leur progéniture etc. Devant les échecs consommés des formations politiques (pouvoir, opposition) à formuler des programmes pour la culture, les loisirs, l'éducation, les sports, les transports, l'industrie, et des élus locaux aussi «légers» que le parlement, la société s'est repliée sur elle-même. L'informel qui est dominant, l'incivisme, le refus de l'autorité, l'égoïsme, la saleté repoussante de l'espace public, la désertion du champ politique sont installés comme des constantes indéroutables.

Mais comme le monde et l'environnement régional se transforment à vue d'œil, les dangers et les retards s'accumulent. Les échecs répétés, la corruption, la bureaucratie, la disqualification de la politique, l'autoritarisme, ont fracturé la nation et mettent en évidence les risques qui pèsent sur la sécurité nationale. Cette dernière, privée d'un front national, républicain, soutenu par des consensus déterminants, fragilisée par des césures entretenues à bon escient, est à la merci de n'importe quel vent mauvais, sachant que des franges de la jeunesse ne rêvent que de voyages utopiques et de rivages meurtriers et que les élites se morfondent devant le délitement qui atteint des sommets. Le tableau succinct, ci-dessus, n'est ni une fatalité ni l'horizon que mérite l'Algérie. Les remèdes, les mécanismes de redressement, à tous les niveaux et les ressources humaines sont pré-

sents dans le pays. Dans tous les bords politiques et en dehors, les femmes et les hommes de bonne volonté, de talent, de compétence, sont légions. Avec de véritables réformes systémiques, un volontarisme politique, l'homme qu'il faut là où il faut, une démocratisation accélérée, le pays peut rapidement prendre la mesure du siècle, des enjeux, des risques et dessiner un avenir commun et des vies au quotidien comme ceux à qui nous nous efforçons de trouver des «constances» et des «spécificités» incompatibles avec le bonheur en Algérie

Ce qui se passe à ciel ouvert, dans la rue, dans tout le pays, chaque jour, a mis sur le devant de la scène une société en ébullition, à la merci d'une étincelle, d'une balle perdue ou d'une matraque haineuse. Devant une effervescence indiscutable, les pouvoirs publics ou plutôt le pouvoir affirme avoir choisi le chemin de réformes sérieuses. Amen ! De son côté, par une auto-saisine qui entre dans ses missions consultatives, le Conseil national économique et sociale (CNES) décide de mettre sa logistique, ses moyens, des élites pour offrir un cadre à une entreprise inédite dans le pays. Les 14, 15, 16 juin de cette année, les embryons, quels que soient leur âge et leur territoire d'action, de la société civile du pays se retrouveront à Club des Pins, pour débattre, échanger, regarder l'avenir et faire librement des critiques et des propositions pour le vivre ensemble et pour améliorer le quotidien de l'individu, d'un groupe, d'une collectivité, d'une corporation, d'un syndicat etc. Le concept même de «société civile», au gré des hommes et des conjonctures, a été servi à satiété, mais la plupart du temps pour des raisons politiques et des motifs immédiats pour manipuler, rémunérer et éventuellement récompenser par des postes et des sinécures. Mais les temps changent, la société aussi. La première grande rencontre annoncée au Palais des Nations a été préparée par un panel de personnes d'horizons divers, de compétences variées, en dehors des appareils politiques et des procédures de reconnaissance par les pouvoirs politiques, en vigueur jusque là. Autrement dit, des femmes et des hommes libres ont été rassemblés dans un comité ad hoc pour militer et permettre à une société civile naissante, organisée ou pas, adoubée par l'administration ou pas, de se dire et éventuellement aller à un ancrage supérieur qui lui donnerait légitimité, autonomie, protection par la loi et des espaces propres à labourer, pour semer les ingrédients propres à une société civile moderne et offensive, pacifiquement.

Cet acteur qu'est la société civile est incontournable dans un système politique tourné vers la démocratie et la modernité. Il est partie prenante et consulté dans des formes admises par la Communauté internationale, par les démembrements de l'ONU et toutes les instances de notation et d'évaluation qui pèsent dans la balance. Ceux qui seront présents les 14,15, et 16 juin 2011, à Club des Pins le savent. Ils savent, pour beaucoup, que la société civile n'est ni l'exécutif, ni le législatif ni un démembrement de l'Etat. D'un autre côté, l'intérêt de l'Etat est d'avoir une société civile éclairée, autonome, active, jalouse de ses prérogatives et qui participe des ancrages participatif et citoyen. Au moment du bilan et des suites données, la société entière verra si la méfiance, les doutes et les hésitations d'avant ces états généraux, étaient justifiés ou pas. Cette même société civile, dans ses versants les plus crédibles et les plus objectifs est en mesure d'évaluer ces états généraux et de délivrer ses critiques, ses analyses et d'en suivre les résultats, en termes de décisions, d'ouvertures et d'avancées par et dans les lois.

Réformes : un prêche dans le vide ?

PAR MOHAMMED BEGHDAJ

Déjà au départ la suspicion des antagonistes est grande, autant abolir toutes les entraves qui puissent nuire à la démarche réformatrice. Le concours de tous garantirait le succès d'une aussi grandiose opération dans les textes mais dans les faits, c'est une autre paire de manches.

Il n'est point de l'avenir des individus mais c'est celui du pays et des futures générations qui se trouve en jeu. L'Algérie est en train de gémir, ne la décevons pas une fois de plus. Elle ne pourrait jamais nous pardonner au jugement dernier d'avoir souillé sa terre et hypothéqué son destin.

Le choix de la composante de la commission chargée de mener les discussions et de recueillir les propositions des différentes parties a quelque peu freiné l'ardeur de beaucoup d'acteurs sur la scène nationale en particulier ceux de l'opposition et de différentes personnalités politiques, pourtant ayant fait parties du sérail, qui doutent sur l'aboutissement jusqu'à son terme d'une Algérie nouvelle.

Il aurait été souhaitable de la confier à des personnalités indépendantes organiquement d'un parti politique ou d'une structure étatique, non pas que l'on soit réticent sur l'intégrité de ses actuels membres, mais pour donner un puissant signal à tous les algériens de tous bords. On ne peut pas être juge et partie pour mener à bon port l'Algérie de demain.

Et puis, l'Algérie n'est pas aussi stérile que ça, ni qualitativement ni quantitativement pour avoir produit et marginalisé des compétences dans tous les domaines. Ça y va de sa survie. L'histoire ne nous épargnerait jamais des occasions inouïes qu'on est entrain de gâcher pour le bien être, la prospérité et le développement du pays. Il est temps que l'Algérie soit mise sur de bons rails dans un monde qui est impitoyable pour les faibles et les fragiles.

Si on rajoute à cela les innombrables partis, syndicats, associations et personnalités politiques, conviés par la commission Bensalah, la méfiance vous envahit de nouveau et sème l'incertitude dans votre esprit. A leur vue, vous attrapez aussitôt un froid dans le dos.

En effet, il existe certains partis dont on n'a jamais entendu parler par une quelconque activité, pas une infime déclaration même au moment des derniers bombardements de Ghaza ou une réunion de ses instances depuis

Depuis le dernier discours du président de la République du 15 avril 2011 par l'annonce de réformes profondes dans les structures de l'État algérien, bon nombre d'observateurs avertis ont acclamé à chaud l'initiative mais sont restés par la suite sceptiques quant à la manière de conduire le pays vers une seconde république comme l'avaient qualifiée certains.

des lustres. Voilà qu'ils sont superbement ressuscités au grand dam du peuple ! Ce sont en principe des partis qui auraient été effacés de la scène depuis fort longtemps si les urnes avaient juridiquement joué leur rôle mais au pays des merveilles, ils reviennent costumés, cravatés, pouponnés et apparaissant sur les médias lourds étatiques, flashés tout sourire comme si de rien n'était, lavés de tous soupçons, narguant les téléspectateurs et retrouvant merveilleusement une fictive crédibilité. C'est une véritable violence en plus de celle d'abondantes associations disposant d'une imaginaire légitimité.

D'autre part, des syndicats dont les conseils ou bureaux nationaux n'ont même pas pris la peine de se réunir pour décider du sort à donner à l'invitation. Des congrès de ces mouvements qui ne s'effectuent que rarement dans les règles des statuts et où le bourrage des urnes, hérité des aînés fonctionne à plein temps et les coulisses achevant pompeusement la basse besogne.

Les pouvoirs publics ne reçoivent donc pas l'image concrète du peuple, mais c'est un objet virtuel tronqué qu'ils encaissent en pleine figure. Les relais des citoyens avec les gouvernants sont totalement absents. Si l'intention existe, on peut les chercher là où ils sont cantonnés. Si on est arrivé à cette situation aberrante de la représentativité, les gouvernants ont une grande part de responsabilité mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. C'est ici qu'on peut jauger la volonté politique.

Dans le cas d'un fonctionnement statutaire, il fallait aussi préparer, rassembler, ajuster les propositions qui proviendrait de la base. On doute fortement que les adhérents aient été mis au parfum de l'invitation qui sont, à coup sûr, surpris de voir leurs pseudo-représentants pavoiser sur l'écran de la télévision publique le jour de leur réception par la dite commission. Peut-être que leur petit peuple ait été mis au courant par télépathie du gourou et les réunions soient faites par vidéoconférences en usant des nouvelles technologies de l'information ?

Le chef autoproclamé se croit disposer de toutes les prérogatives présumant incarner l'organisation. Ses paroles sont bues machinalement par un entourage res-

treint. Aucune opposition n'est tolérée. Au point où il confond son âme avec celle du mouvement. Il se croit indétrônable, invulnérable et intouchable à la fois. En quelque sorte, un dédoublement de personnalité. L'invité c'est lui, pas le parti.

Ce sont des petites dictatures qui se sont érigées un peu partout dans tous ces mouvements. Gare à celui qui ose donner un avis contraire qui n'est pas inspiré de la pensée du roitelet. C'est le conseil discipline qui est instrumentalisé pour pallier à toute éventualité. Si notre pays sombre, c'est aussi par la faute de ces petites états qui ont été battis par le mode de scrutin en vigueur. C'est pour cette raison que les dissidences ne sont pas rares dans ce milieu, elles sont légions et c'est l'éclatement garanti.

Quel que soit le nombre des invités aux consultations, on ne pourrait jamais toucher convenablement le peuple si les délégués ne sont point inspirés de sa seule détermination. C'est une situation opaque à laquelle seront confrontés les pouvoirs publics, ils ne verront que du feu, du vécu du peuple, le visible est ailleurs. C'est une autre usurpation de la volonté populaire qui ne dit pas son nom.

Ce n'est aucunement de cette manière que les réformes peuvent aller loin piocher dans la profondeur des choses. On a la crainte que la prescription du pouvoir si elle existe réellement ne soit qu'une illusion de plus. Il faut descendre sur le terrain pour voir ce que désire le peuple, le comprendre, l'écouter en le laissant s'exprimer librement et donner libre cours à toutes ses suggestions. Rappelons-nous, personne n'avait rien vu voir surgir les dernières émeutes de janvier dernier car on mésestime franchement tout de ce peuple, de sa jeunesse et de ses profondes aspirations. Le pays l'avait échappé belle. Cette fois-ci, c'est la rente pétrolière qui a sauvé les meubles mais jusqu'à quand ce dilemme ?

Ainsi, la plupart des invités par la commission Bensalah ne va participer que pour livrer son point de vue personnel qui diffère assurément de ceux qu'ils sont censés les représenter si le débat démocratique avait creusé son chemin au sein des structures partisans. C'est l'avis du chef qui compte, celui de ses militants im-

porte peu. Les pouvoirs publics sont ainsi aveuglés par ces associations qui au lieu de jouer leur rôle de relai et de courroie de transmission vis-à-vis du peuple, ils prônent plutôt un rôle inverse, néfaste, dévastateur qui se répercute de la manière la plus désastreuse sur le pays. La majorité de ces groupes est, au contraire, devenue un obstacle, un poids et un fardeau pour le pays et de ses habitants, que ce soit moralement ou financièrement.

Cela ne signifie en rien que les parties qui ont décliné l'invitation l'ont fait de manière démocratique, c'est toujours la tête qui décide du sort à donner à toutes propositions. C'est celui du porte-parole éternel qui divague en exhortant ses propres désirs. Il est le guide suprême jusqu'à sa disparition. Le malheur du pays continue. Nos institutions sont défaillantes à tout point de vue. Si on se trouve en ce moment au pied du mur, c'est aussi par des erreurs d'appréciation de ce type de représentativité qui noie le bon grain de l'ivraie.

On aurait souhaité un engouement fort parmi la population à travers les diverses associations et un débat national mais c'est le contraire auquel on assiste où les citoyens ne semblent captivés par des enjeux concernant l'avenir du pays. C'est comme si on prêche dans un terrible vide où les voix d'en bas sont inaudibles. Cela n'augure en rien de bon pour le futur proche.

Il faut susciter des indices très solides pour amener la population à y croire à un probable changement. Les nouvelles républiques ne peuvent naître du néant. L'avènement d'une seconde république doit s'annoncer avec solennité et non avortée comme les choses se présentent actuellement à moins d'un sursaut salutaire des autorités avant qu'il ne soit trop tard.

Si on regarde de plus près leurs statuts, ces associations n'existent plus au regard de la loi. Aucune énergie n'est déployée sur le terrain, ni réunions, ni conseils nationaux, ni bureaux exécutifs, ni bilans moraux et financiers. Ce ne sont que quelques personnes qui gèlent le cachet et les clés d'un siège national dont les portes sont closes à double tour depuis la nuit des temps. Des associations qui surgissent miraculeusement les

jours des campagnes électorales et qui servent juste de paravent en pariant à toutes éventualités en garnissant les sièges lors des meetings de leurs parrains au moment où les caisses de la mamelle républicaine regorgent d'oseille à craquer.

Il vaut mieux sans aucun doute pour les gouvernants d'aller chercher au sein de la base un échantillon représentatif d'un millier d'algériens identiquement comme on procède dans les sondages dans les pays développés pour mieux savoir exactement de ce que veut ce peuple pour sauver le pays d'un naufrage à l'heure où nos frontières vibrent plus que jamais au son des insurgés et au rythme des bottes de l'OTAN.

Ce n'est pas une histoire de divertissement devant les caméras de la télévision, il s'agit de retrouver la légitimité dont doit découler naturellement la crédibilité. On ne mesure pas assez que notre pays peut être la convoitise de beaucoup d'affamés prédateurs venus de l'Europe et de l'Amérique du nord à la recherche de richesses pour leurs enfants. L'histoire libyenne est là présente devant nous pour nous faire sursauter, elle s'écrit tragiquement sous les bombardements et le sang de ses enfants. On ne peut pas se permettre de continuer à affirmer éternellement que l'Algérie ne ressemble pas à la Tunisie, l'Égypte ou la Libye mais si on réfléchit un tout petit peu, on peut distinguer que nous sommes un concentré de tous ces pays.

L'Algérie demeure le seul pays arabe pétrolier qui n'est pas sous la coupe de l'OTAN et qui dispose de la plus grande superficie de l'Afrique après la scission planifiée du Soudan. N'allons pas prouver que les puissances de ce monde aillent respecter nos frontières si nous jouons avec le feu en se jetant dans la gueule du loup ?

Il suffit que quelqu'un fasse un signe de détresse quelque part par désespérance pour que les donateurs de leçons d'outre-mer en droits de l'homme accourent de tous les côtés afin de s'installer dans la durée dans nos contrées. A nous d'être intelligents et moins orgueilleux entre-nous, en évitant ce scénario catastrophe, en optant pour de sérieuses réformes et surtout se réconcilier d'abord avec nous-mêmes, tout l'honneur reviendrait aux précurseurs de ce mythique projet. Nous avons distinguement payé notre indépendance pour l'égarer en l'offrant sur un plateau en or aux nouveaux colons par des stratégies erronées et des conseils aux antipodes de la réalité.

Le train de la réforme

Le changement est à la mode. Mais ses implications ne semblent pas assimilées par tous les partenaires. En premier lieu, par ceux qui pensent que tout peut changer, sauf eux.



PAR ABED CHAREF

Le train des réformes avance. Inexorablement. Les consultations menées par M. Abdelkader Bensalah et le général Touati se poursuivent à un rythme soutenu, et M. Boughazi, le lecteur officiel des discours présidentiels, fait régulièrement le point pour informer les Algériens de la progression du débat.

Des personnalités éminentes ont participé à ces rencontres. De Ali Zeghdoud à Ali Boukheznaz, en passant par Chalabia Mahdjoubi, le défilé a été remarquable. M. Bensalah a même eu à recevoir son chef au RND, Ahmed Ouyahia. Celui-ci a présenté les propositions de son parti, qui a la particularité d'être né au pouvoir. Et M. Ouyahia, qui refusé toutes les ouvertures en tant que chef du gouvernement, a proposé, en tant que chef du RND, l'ouverture de l'audiovisuel au privé. Ce qui pose deux grandes énigmes : on ne sait si M. Bensalah, lui-même dirigeant du RND, est d'accord avec cette proposition ; et on ne sait pas non plus si M. Ouyahia acceptera la

même idée, une fois qu'il aura remis le costume de Premier ministre.

Mais qu'importe. Il s'agit là de détails qui seront vite balayés lorsqu'apparaîtront les résultats du grand chantier des réformes. Et ceux-ci seront décisifs pour l'avenir du pays. Car en théorie, aucun pays ne peut résister au vent du changement lorsqu'il décide, coup sur coup, d'adopter une nouvelle constitution et de nouvelles lois régissant les partis, les élections, les associations et l'information.

Avec ces nouveaux textes, l'Algérie sera-t-elle pour autant un état de droit, avec des pouvoirs distincts et des institutions pérennes ? Sera-t-il possible au pays de se doter d'un seul exécutif, qui sera à la fois le pouvoir apparent et le pouvoir réel ? L'Algérie sera-t-elle dotée d'un parlement qui débat et fait les lois, et ne se contente pas du rôle de chambre d'enregistrement de ce que lui impose le gouvernement ? Y aura-t-il des élections plus équitables ? Mohamed Saïd pourra-t-il enfin créer son parti ? L'Algérie pourra-t-elle disposer de chaînes de télévision libres ? La société

civile sera-t-elle autre chose qu'un appendice de l'administration ?

Pour l'heure, et selon la formule consacrée, il est encore trop tôt pour se prononcer. Tout ce que M. Boughazi peut certifier, c'est que les changements seront adoptés de manière solennelle. Même si les consultations en cours ne déboucheront pas forcément sur une conférence nationale, comme cela s'était passé en 1993, un grand cérémonial sera mis en place pour annoncer solennellement l'entrée de l'Algérie dans la nouvelle ère. Ce sera un référendum, pas moins. La nouvelle constitution sera adoptée par le recours au peuple, dont on découvre le pouvoir, et dont on fait l'éloge dans de très beaux discours.

Peut-être qu'à ce moment-là, l'Algérie se rendra compte qu'une constitution ne suffit pas pour faire un état de droit. Et qu'en trois mandats, le président Abdelaziz Bouteflika aura déjà amendé la constitution à trois reprises, sans que le fonctionnement des institutions n'en soit améliorée. Bien au contraire, plus le temps passait, plus le parlement paraissait ridicule, plus le conseil des

ministres s'effaçait, plus la loi cédait du terrain face à l'ordonnance. Et le pouvoir informel a fini prendre le pas sur le reste.

A ce stade, se pose une question centrale : ceux qui ont dirigé le pays pendant que s'installait cette dérive peuvent-ils apporter la solution ? Le président, le premier ministre, les partis de l'alliance présidentielle, qui sont là depuis l'événement de M. Bouteflika, peuvent-ils apporter la solution, après avoir participé à installer la dérive ? Quel crédit leur accorder quand ils demandent, aujourd'hui, une limitation des mandats présidentiels, eux qui s'activaient avec zèle il y a trois ans pour permettre à M. Abdelaziz Bouteflika de briguer un troisième mandat ?

Le changement, que M. Bouteflika lui-même appelle de ses vœux, impose un minimum de règles et de cohérence. Ceux qui symbolisent le problème ne peuvent apporter la solution. Leur départ est même devenu une condition nécessaire, mais non suffisante, pour aller vers de vraies solutions. Une fois ce nœud débloqué, la réforme devient possible. M. Bouteflika, préoccupé par l'organisation de son départ, semble l'avoir admis. Ce n'est pas encore le cas de ses innombrables et encombrants alliés.

La dernière saga de Kamel Bouchama Après Chérif Messaadia, «Kaïd Ahmed, homme d'Etat»



PAR FAROUK ZAHI

Cela s'est produit de leur vivant. Aujourd'hui encore, de nombreuses figures historiques demeurent victimes de cette vindicte, même dans leur sommeil éternel. Quant à ceux, toujours de ce monde, ils vivent dans l'amertume, les soubresauts de ces instants constamment agités. C'est ainsi que Kamel Bouchama commence à fourbir ses armes contre la culture de l'oubli dans son nouvel ouvrage sur «Kaïd Ahmed l'homme d'Etat». Après «Chérif Messaadia, l'homme que j'ai connu» il récidive avec le mal aimé ou plutôt le mal connu des années soixante et début des années soixante dix, de l'ère du Conseil de la révolution à laquelle d'aucuns rattachent tous les maux passés et présents qu'a eu à vivre ou que vit le pays.

L'auteur connu pour son franc parler, refuse par cette prise de position, de hurler avec les loups. A contre sens de la vox populi qui voue au crucifix des hommes illustres, mais rendu suspects par la seule force de la manipulation des masses, il assume sans concession, un témoignage post mortem qui ne peut souffrir d'aucune complaisance clientéliste. Le peuple, cette canaille, comme disait Mirabeau, est capable aussi bien de la sublimation que du bucher. Sa conviction constitue souvent la gangue du joyau, il suffira aux hommes sincères de décortiquer l'objet du litige.

L'auteur dont la verve n'a d'égalé que son courage intellectuel,

pousse la comparaison non pas avec des hommes politiques, juste retour des choses, mais avec des hommes de sciences dont l'aura avérée a traversé le temps. Le lecteur a ainsi droit, à un bref aperçu sur la vie et l'œuvre d'Abou Bakr Mohammad Ibn Zakariya Er-Razi, connu aussi comme Al Rhazes et Rasis, (865-925) qui fut un scientifique pluridisciplinaire iranien qui a énormément contribué dans les domaines de la médecine, l'alchimie et la philosophie. Il fut contraint à l'errance par des pairs jaloux de son ascendance sur les connaissances de l'époque. Un millier d'années plus tard, le «doyen de la littérature arabe» Taha Hussein semblait dans la même fange intellectualiste de ses détracteurs. Ils n'en sortiront que grands, l'Histoire les a réhabilités.

Kaïd Ahmed n'était pas seulement un homme d'Etat, mais un homme de culture contrairement aux idées reçues. A retenir ces «mots» dont on a affublé ses propos : «Nous réaliserons le plan quadriennal dussions nous y mettre...10 ans !». En poussant la naïveté jusqu'à y croire, cette sentence a été pourtant prophétique, n'est ce pas vrai Messieurs les faiseurs de gorges chaudes ? S'aidant d'écrits sur le personnage, Kamel Bouchama déclare sans ambages : «Oui, je vais au charbon, parce que tout a été fait pour détruire l'image de cet homme d'envergure, militant de la première heure, pour broyer sa stature gênante et la jeter aux oubliettes de l'Histoire. Jusqu'à présent ? Oui, malheureu-

sement. Ingratitude ou mépris ? L'on continuera longtemps, sans doute, à s'interroger sur l'incapacité chronique des dirigeants algériens de dépasser cette façon disgracieuse de vouloir contourner la vérité historique.» (1) Zoubir Ferroukhi dans : La véritable envergure du Commandant Slimane. Le Quotidien«L'Expression» du 18 mars 2011.

Le prologue, aussi percutant que visiblement sincère, introduit et rend attachante cette personnalité politique disparue, et encore méconnue d'un public averti. Chapitré en 11 parties flanquées d'annexes documentaires et photographiques, «Kaïd Ahmed, homme d'Etat» est un livre qui se lit d'un trait. Quand on sait de la difficulté de disposer de sources documentaires fiables, on mesure l'effort de l'auteur dans sa quête de rigueur historique à l'effet d'éviter de verser dans le lyrisme romancé. Cet écueil est rendu d'autant plus probable que le narrateur a, longuement côtoyé le personnage. Cette œuvre qui s'ajoute à tout ce qui a pu être écrit ou dit, expose à la lumière du jour la partie immergée de ces mythes populaires. Il est des hommes, fustigés de leur vivant parce que desservis par une rectitude à contresens de laudateurs de tout poil, sombrent momentanément dans l'oubli. Il suffit parfois, d'une attitude ou d'une posture pour rappeler aux mémoires défaillantes, qu'une petite lueur peut vaincre la pénombre des abysses de l'oubli. L'auteur vient

d'illuminer par ce deuxième cierge, ce labyrinthe qui rappelle les sinistres catacombes antiques. Ne faut-il pas se questionner sur ce vil trait de caractère national qui, contrairement, aux us universellement admis dénuie indécemment les mémoires de ceux là mêmes qui, à un moment ou un autre de leur vie, ont mis leur propre existence en péril et par ricochet, le devenir de leur descendance. Et haro sur le baudet, tel semble être le leitmotiv général. Il est même permis aux nouveaux assimilationnistes, de porter des jugements sur des hommes que leurs propres adversaires d'alors tenaient en estime et qui par une étroitesse d'esprit, ils tentent d'en souiller la mémoire.

Si l'on veut connaître plus ce personnage issu d'une «grande tente» dont l'aïeul direct déporté en Corse, était le patriarche d'une lignée de résistants au fait colonial, il faut d'abord s'y pencher en toute neutralité. Tagdempt (Tihert-la-neuve), berceau des Kaïd, n'était-il pas ce lieu de confluences de civilisations, aussi illustres les uns que les autres ? Jeune normalien, il prononçait son premier discours en 1953 au Congrès de la Jeunesse de l'union démocratique pour le Manifeste Algérien (JUDMA) qui se tenait justement dans ce haut lieu qui fut, momentanément, la capitale de l'Emir Abdelkader. S'il faille encore mesurer l'épaisseur politique de cet enfant du terroir qui s'est fait une place dans le ghotto révolutionnaire mondial, de Man-

dala à Ho Chi Minh en passant par Cabral, il faut s'appesantir sur le mémorandum qu'il eut à rédiger en décembre 1972 à l'intention de ses pairs et dont le tout monde savait qu'ils n'étaient pas des enfants de chœur. Il ose la contradiction quand l'unanimité ambiant, faisait partie des militances d'alors. Contrairement à l'idée que certains se faisaient sur l'extraction «féodale» de l'homme politique dont les biens terriens patrimoniaux étaient des plus modestes, et qui s'est opposé à la Révolution agraire, il y a lieu de pondérer le propos. Il marqua sa différence par son désaccord sur l'approche imprimée au processus enclenché dans la précipitation et non pas dans ce qu'elle avait de nobles dans les desseins. En gestionnaire avisé, il dénonçait le gouffre financier que constituait l'Office national de la réforme agraire (ONRA).

Bien arrêtée, sa conviction sur la politique de l'industrie industrialisante, cette «Alesia» nationale, a, tristement et lamentablement, été confirmée par les faits. Les tenants du «clés en main», en ont eu pour leur compte. D'anthologie, ce document de 31 pages est un dur réquisitoire contre le directoire politique de l'époque. Dénué de toute circonlocution, il étale au grand jour les tares d'un régime politique légitimé par l'acte révolutionnaire et dont les dirigeants en perdaient les repères au contact d'une bourgeoisie compradore naissante. On a cru un moment que celle-ci est de récente genèse, loin s'en faut. En visionnaire inspiré, Si Slimane l'homme au cœur de lion, a présagé depuis fort longtemps, de la survenue des déviances.

Par ici la sotie⁽¹⁾

«La routine est un éteignoir»
Samuel BECKET



PAR MOHAMMED ABOU

Le trio inattendu ne savait pas qu'il venait d'ouvrir la voie à d'autres timorés qui mirent fin à toute hésitation pour leur emboîter le pas. Après tout, ils n'étaient pas moins comédiens que certains; et puis, tenter sa chance vaut mieux que d'avoir à regretter son indécision.

Les prospecteurs n'en espéraient pas tant. Sans plan de bataille, ils n'envisageaient pas de réussir mais simplement d'en montrer la fausse volonté.

L'extinguible prétention des uns et la vénalité des autres volent à leur secours.

Des circonstances insoupçonnées viennent chasser leurs appréhensions, ils peuvent, désormais, afficher une certaine assurance et prendre leur temps.

Les entretiens très poussifs, au départ, s'installent dans la durée. Se succèdent, alors, les intermittents des scrutins, les habitués des listes d'attente, ceux qui, depuis toujours, à la tête de catégories sociales n'ont, paradoxalement, que l'alternance comme crédo, ceux qui cherchent la légitimité dans un silence devenu pesant et inefficace, les angoissés de l'invalidité physique, les oubliés des tréteaux.

Tous pensent avoir quelque chose à apporter à l'animation du village. Tous ont tiré des blessures de la vie, des enseignements qui méritent d'être transmis aux jeunes générations. Ils sont tous volontaires pour offrir à la jeunesse des spectacles délassants et désopilants, des comédies enlaidies et truculentes, des voyages dans l'insouciance et la nostalgie.

Tous sont animés du même sens du sacrifice pour aider et encadrer la jeunesse; pour peu que celle-ci accepte de de-

meurer jeune assez longtemps pour bénéficier de l'expérience des aînés et de leur abnégation.

Les aînés ne peuvent se soustraire au devoir d'offrir aux générations montantes une expérience chèrement acquise. Dans l'ardeur de mimer la vie, ils savent, comme nuls autres, fabriquer leurs personnages en enfilant prestement les mains dans de vieilles chaussettes ou de vieux gants aggrémentés de feutrine colorée.

Ils savent prêter à leurs pantins toutes les postures pour dire à la place du public ses joies et ses tristesses. Ils élaborent de belles fictions pour faire oublier leur sort à tous les éplorés.

Ils transforment de flagrantes contradictions en quiproquos désopilants. Ils diluent les incohérences dans le burlesque des attitudes. Trublions de service, ils offrent leurs facéties à des âmes en peine.

Ils savent aussi faire admirer le ridicule, couvrir l'incompétence d'un manteau de générosité, présenter la vergogne comme une hardiesse, faire passer la contrainte pour une persuasion, caresser tendrement les faiblesses, accepter la tromperie comme un enchantement et admettre le pillage au nom du principe de précaution.

Ils savent exagérer les vices pour mieux les édulcorer. Leurs personnages, tantôt calmes et flegmatiques, tantôt outrés et grandiloquents savent réduire les scandales à des incidents du quotidien et faire rire leurs semblables du drame humain. L'outrance fait frémir et la caricature subjugué.

Leurs performances gestuelle et langagière finissent par se substituer à la réalité, à exclure cette réalité de l'imaginaire du public. La misère du badaud est enfin verbalisée, il l'entend, elle lui parle. Sa détresse est vengée, dissoute dans une vive émotion.

Il trouve un écho à son questionnement. La métaphore le berce et le transporte. Il se regarde vivre, il décède son présent et pour son avenir, il écoute le «vieux loup de mer», se méfie du valet et attend le justicier. Il n'a plus besoin



d'agir, il participe déjà au jeu.

«Il sait bien qu'il ne se passe rien de réel sur la scène. Mais il feint de croire que le spectacle auquel il assiste est vrai. Quand aux acteurs, il agissent à l'intérieur des conventions comme si leur but essentiel est de tromper le public» (2)

«Tous cherchent leur bonheur dans l'apparence, nul ne se soucie de la réalité. Tous mettent leur être dans le paraître : tous,

esclaves et dupes de l'amour-propre, ne vivent point pour vivre, mais pour faire croire qu'ils ont vécu». (3).

Note :

- 1)- Sotie : terme de théâtre : face satirique.
- 2)- Marie-Claude HUBERT, le théâtre, éditions Milan, Toulouse 2003.
- 3)- Jean-Jacques ROUSSEAU : ROUSSEAU Juge de Jean-Jacques. Dialogues.

Nous, les Arabes, et les autres...

PAR YUCEF BENZATAT

Aussi parce que, dans toute entreprise de concertation nationale ayant pour objet la consolidation de la démocratisation du système politique, celle-ci doit se fonder sur le pluralisme des opinions pour pouvoir opérer une synthèse représentative de la pluralité des sensibilités nationales, si elle veut être crédible. Les révoltes qui secouent en ce moment le monde arabe et la contamination simultanée d'autres pays non arabes, par un désir mimétique de ces révoltes, en recourant aux mêmes idées, mêmes slogans, traduisent de toute évidence un malaise commun et une demande commune, qu'on est en droit de mettre en toute logique, en rapport avec la crise et l'impasse du système mondial et global qui régit le monde aujourd'hui, et qui semble faire apparaître au grand jour ses fissures profondes à la face du monde, suite à une gestion non maîtrisée et non intégrée de la mondialisation et de la globalisation économique, politique, sociale et culturelle.

Parmi les problèmes caractéristiques de cette crise mondiale, tant économiques, politiques, sociaux, il y a ceux liés à la situation multiculturelle, qui est plus ou moins complexe et aggravée selon les pays, et à laquelle on ne semble pas trop accorder d'intérêt, pire encore, les mouvements conservateurs partout dans le monde opposent un boycott catégorique au développement de ce processus de mondialisation de la culture. Pourtant, la crise multiculturelle ne date pas d'aujourd'hui, au tournant du processus de décolonisation, vers le milieu du XXe siècle, la situation postcoloniale en a déjà marqué le pas avec ce problème, notamment dans les anciens empires coloniaux. Dans le contexte nouveau de reconfiguration des échanges culturels entre les peuples à travers le développement exponentiel des technologies de communication, de la circulation massive des produits culturels et des personnes à travers les frontières internationales, impliquant ce contexte nouveau en terme de mutations culturelles, qui est sans précédent dans l'histoire, l'Algérie, qui est en train d'entamer des réformes, imposées par cette conjoncture internationale de crise, saura-t-elle relever le défi de l'exigence de la mutation annoncée en osant se doter de conditions favorables pour s'arrimer ainsi à cette nouvelle séquence de l'histoire de l'humanité en marche ? En assumant sa responsabilité historique aux côtés du monde Arabe qui accuse ensemble un sérieux retard en ce domaine, dans cette mutation historique qui s'annonce dans le long terme inévitable et sans doute irréversible.

« PRINTEMPS ARABE » : RÉVOLTE OU RÉVOLUTION ?

Spontanément, la rue arabe s'est enflammée. La chute du président tunisien suivie de celui de l'Égypte ont provoqué un effet dominos qui a soulevé beaucoup de peuples de la région, jusqu'en Europe, et où l'on a beaucoup parlé de révolution ! On ne peut considérer l'émeute, le mouvement de rue spontané, comme des révoltes, que dans la mesure où elles contestent un ordre. Pour être au sens plein, une révolution, ces manifestations doivent avoir pour but de mettre en question un ordre institutionnel ou social. La révolution sait ce qu'elle refuse et elle a une idée généralement précise des forces d'oppression qu'elle affronte. Elle met brutalement en question l'ordre établi, mais ne sait pas par conséquent où elle aboutit. C'est la révolution qui donne un sens et un avenir aux révoltes, qui sont des actes sans lendemain. Celle-ci demande une tactique, un processus de prise du pouvoir et d'exercice du pouvoir provisoire qui vient d'être conquis. La révolution est une entreprise objective, elle affiche ses buts et son idéal. Elle se donne généralement pour but de changer radicalement l'ordre politique, voir social, économique et culturel. La révolution, à en générale « les mains libres » pour

La commission nationale qui a été désignée par le pouvoir pour conduire des concertations en vue d'alimenter la plateforme du projet de réformes politiques, a posé comme condition inaliénable «le respect des constantes nationales et des composantes de notre identité», mettant à priori un veto à toute volonté d'initiative pour un débat autour de la question de l'identité culturelle, qui semble pourtant incontournable, au regard du problème que celle-ci pose au processus de mondialisation culturelle, et à la société algérienne en particulier.

changer radicalement la société et d'être en mesure de faire table rase des structures anciennes. On ne peut donc parler à priori de révolutions, au sens plein du terme, pour le cas des différents pays Arabes qui se sont révoltés, avant qu'ils n'aient réellement procédé à un changement radical de l'ancien système qui régissait la société dans sa globalité, même si parmi eux, la Tunisie et l'Égypte ont réussi à renverser le pouvoir en place et d'avoir changé radicalement le système politique en vigueur, par la substitution du pluralisme politique au lieu du régime totalitaire qui régnait auparavant sur le pays de façon exclusive. Car, le pluralisme politique aura besoin en substance d'un pluralisme culturel comme socle et fondement sur lequel s'exercer, sinon il sera confronté à une contradiction structurelle qui ne pourra que le condamner prématurément à un échec.

LA RÉVOLTE DES IDÉES

La révolte populaire est un des éléments fondamentaux de la révolution, l'autre élément est la révolte des idées, celle des intellectuels et des journalistes dont le véhicule privilégié c'est la presse et les médias en général ainsi que la littérature, voir le débat direct, dont l'objectif principal est d'éclairer le public et de réveiller les consciences.

Être journaliste ou chroniqueur dans une situation historique critique comme celle que traverse aujourd'hui le monde Arabe, c'est saisir toutes les occasions pour affirmer une volonté de protestation, de contestation et de révolte. Le journaliste, l'artiste et l'intellectuel se révoltent à titre individuel contre le conformisme de la société jugée décadente. S'indignant devant l'injustice, l'ignorance, la misère, la brutalité et s'indignant contre l'autorité de l'état particulièrement lorsque celui-ci est illégitime, ou qu'il a failli à son devoir. Il y a un besoin de nier la réalité de la « légalité », au sens de Carl Schmitt - c'est-à-dire, qu'une légalité est considérée comme telle, indifféremment, qu'elle soit fondée ou non sur une légitimité - pour ensuite la dépasser. Il y a le besoin d'exercer la libre pensée contre l'intolérance, l'esprit scientifique et critique contre l'esprit dogmatique religieux.

L'engagement de militants intellectuels par leur révolte est l'ensemencement d'un germe pour l'avenir, on aura eu Kateb Yacine et Tahar Djaout dans ce sillage, comme des lanternes qui jalonnent les chemins obscurs. L'Europe de la Renaissance a eu Erasme dans son « éloge de la folie » pour s'élever contre le dogmatisme des Pères de l'Église, et ouvrir la voie qui a mené vers les Lumières.

LE DÉBAT AUTOUR DE LA QUESTION DE L'IDENTITÉ CULTURELLE

En Algérie, le changement s'annonce par le haut sur l'initiative du pouvoir en proposant de réformer le système politique en vigueur, par un replâtrage ponctuel de celui-ci tout en maintenant le même personnel politique en place. Contrairement aux autres pays arabes où c'est la base qui est en train d'initier le changement en obligeant leurs dirigeants de céder leur place à un conseil de transition pour définir les nouvelles règles du système politique et de la gouvernance. Dans ces conditions, force est de constater, que cette initiative à réformer le système politique, par la désignation d'une manière unilatérale, d'une commission nationale chargée de conduire les concertations avec les partis politiques, la société civile, et les personnalités nationales qui ont bien voulu accepter de participer à cette démarche, en vue d'alimenter la plateforme du projet de réformes politiques,

écarte d'emblée la possibilité à une expression pluraliste de légiférer. Par conséquent, réconfortée dans son unilatéralisme, cette commission a posé comme condition inaliénable à toute proposition ou suggestion quelconque destinée à la concertation pour ces réformes « le respect des constantes nationales et des composantes de notre identité, le respect des principes et des valeurs fondamentales et nationales ».

Cette situation est identique en Égypte, où il y a un consensus autour de l'importance de la Charia et l'article 2 de la constitution du pays, celui-ci stipule que les lois du pays seront inspirées de la Charia, et que cet impératif est intouchable. Cette situation est analogue pratiquement à toutes les constitutions des pays arabes. En se retranchant derrière le conservatisme des « constantes nationales et des composantes de notre identité, des principes et des valeurs fondamentales nationales », le pouvoir révèle son intention de fuite en avant dans l'illusion de pureté des origines, qui serait selon Edward Saïd ce « système fermé qui se contient et se renforce lui-même, et dans lequel les objets sont ce qu'ils sont, parce qu'ils sont ce qu'ils sont une fois pour toutes, pour des raisons ontologiques qu'aucune donnée empirique ne peut ni déroger ni modifier », et qui, tout en ayant servi avec efficacité d'argument aux nationalistes surgis après la décolonisation, à la critique, à la résistance et à l'opposition à la domination impérialiste, continu à servir jusqu'à ce jour un autre argument aussi efficace pour justifier le patriarcat par son expression politique autoritaire des plus violentes et des formes d'oppression des femmes des plus humiliantes. Il faut admettre que le débat autour de l'identité culturelle ne peut être examiné sans le situer dans le contexte actuel de notre monde postcolonial et globalisé à l'horizon de la mondialisation, caractérisé par cette crise multiculturelle profonde et durable. Dans le cas contraire, nous serons condamnés à nous enfermer dans une société d'autorité masculine exclusive, fondée sur des rapports de pouvoir autoritaires et violents et dont la pérennité sera assurée par un système éducatif ultraconservateur et régressif comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui.

L'ACCULTURATION, LE TRANSCULTUREL ET LE POSTCOLONIAL

La culture est à tout instant le produit d'un processus d'acculturation. Parce que les cultures évoluent constamment, procédant par emprunts ou rejets, mais aussi par réinterprétations et inventions. Acculturé, ne veut pas dire sans culture, le « a » dans ce cas n'est pas un signe privatif. L'acculturation englobe sans discriminer le jeu des diverses influences qui se manifestent au sein d'une culture. Lévi-Strauss, dans *Race et histoire*, considère qu'une culture qui n'emprunte pas est une culture qui se fige et qui est appelée à disparaître. Parce que loin d'être un phénomène d'appauvrissement, les mécanismes d'emprunts participent à l'enrichissement de la culture, c'est incontestablement une condition essentielle au dynamisme des cultures. La force d'une culture est donc dans sa capacité de collaboration et d'emprunt. Lévi-Strauss emploie d'ailleurs les termes de « coalition, jeu en commun » et il affirme que « le progrès culturel est fonction des coalitions entre cultures ». Roger Bastide, dans *Le Prochain et le lointain*, distingue deux formes d'acculturation, l'une formelle et l'autre matérielle. L'acculturation formelle, c'est la transformation des formes, des manières de penser et de sentir, elle est inconsciente. L'acculturation matérielle concerne les

contenus de la conscience, l'adoption ou la réinterprétation de traits culturels. La différence entre l'acculturation formelle et l'acculturation matérielle, consiste dans le fait que, pour la première on n'adopte pas consciemment les traits culturels d'emprunt, on le fait inconsciemment, sans pouvoir l'expliquer, dans l'acculturation matérielle, on choisit consciemment d'adopter tel aspect spécifique ou tel autre, en fonction des avantages et des inconvénients des manières de faire de la culture d'emprunt.

Dans notre civilisation mondialisée et très urbanisée, les technologies de communication permettent la circulation rapide et multiple des diverses cultures. Dans les grandes villes, les phénomènes de brassage culturel sont amplifiés, les rencontres facilitées, et la diffusion satellitaire des médias mettent en présence permanente des traits culturels avec d'autres qui leur sont étrangers. Une culture tout à fait originale est entraînée de se développer dans les banlieues des grandes villes cosmopolites mondiales, qui est souvent ghettoisée autour des H.L.M. La particularité de la culture de banlieue, c'est la favorisation du brassage, du mélange et du métissage.

Le dialogue interculturel ne se déroule pas entre des cultures conçues du point de vue essentialiste comme s'il s'agissait de blocs monolithiques et opposés, et comme si elles étaient des entités naturelles incommensurables et par conséquent imperméables à tout échange, et comme s'il n'y avait pas eu au cours des siècles et dans l'histoire des contaminations, des emprunts et des échanges réciproques, qui seront selon la terminologie de J. F. Lyotard un différend entre les cultures comme s'il s'agissait de genres de discours dépourvus de tout critère d'évaluation commun condamnant les cultures à ne jamais pouvoir se comprendre. La conception multiculturaliste de la reconnaissance des différences conduirait à coup sûr à une sorte de « balkanisation » des cultures. C'est en cela qu'une réflexion critique sur l'identité des communautés culturelles au sein de l'espace public seule peut favoriser un entrelacement transculturel. Si la multiculturalité se réfère tout simplement à la coexistence de plusieurs cultures au sein d'un même espace géopolitique, et que l'interculturalité désigne la dynamique qui en activant l'échange et les relations réciproques entre les groupes de la mosaïque multiculturelle brise l'ethnocentrisme et ses préjugés, le concept de transculturalité comme le montre H. J. Sandkuhler ne repose pas contrairement à celui d'interculturalité sur l'affirmation selon laquelle les cultures seraient des unités homogènes et circonscrites dans des frontières stables, elles ne sont plus en effet établies par les nations, les religions, les ethnies ou les traditions, mais trouvent leur origine et se transforment dans la dynamique et la complexité de réseaux humains flexibles et simultanés incarnés par les réfugiés, les migrants, les exilés, les expatriés dans des espaces devenus désormais postcoloniaux.

On observe depuis la fin de la période de colonisation une reconfiguration du champ des relations entre anciens colonisateurs et anciens colonisés, en inscrivant les anciens empires coloniaux dans un monde désormais postcolonial, traversé par des mouvements transnationaux de populations immigrées, qui voient apparaître la présence structurelle de l'autre anciennement colonisé dans leur espace, engendrant une situation multiculturelle sans précédent dans l'histoire. En fait, depuis le milieu des années 80 avec l'émergence d'un mouvement « beur » porteur de revendications citoyennes au sein de

la société française, il s'est produit un basculement d'une immigration de travail à une immigration de peuplement. Nombre de ces immigrés ont opté pour la double nationalité et leurs enfants, par le jeu du droit du sol, étaient eux-mêmes français de naissance. Les modèles d'intégration républicaine dans les principes de la tradition politique française mis en place pour contenir cette intrusion de l'autre dans leur espace ont tous été voués à l'échec. Cette situation a engendré un débat qui est devenu un enjeu principal dans toutes les campagnes électorales, allant jusqu'à l'absurde, en créant un ministère de l'Identité Nationale.

Durant les trente dernières années du XXe siècle les courants de pensée, tels, les subaltern studies, les postcolonial studies et les cultural studies ont permis de penser la chute des frontières culturelles et idéologiques au moment où les flux migratoires et les interactions entre les cultures ne cessent de s'intensifier. Etienne Balibar affirme que la crise du multiculturalisme est le symptôme que toutes les catégories analytiques centrées sur l'Etat-nation moderne que Carl Schmitt a appelé le « nomos de la terre » et le paradigme du constitutionnalisme moderne sont toutes « sous rature » au sens de Jacques Derrida. « Sous rature » est un dispositif stratégique philosophique à l'origine développé par le philosophe Martin Heidegger. Il implique la rature d'un mot dans un texte, tout en lui permettant de rester en place et lisible. Usually translated as 'under erasure', it involves the crossing out of a word within a text, but allowing it to remain legible and in place. Used extensively by, it signifies that a word is « inadequate yet necessary »; that a particular is not wholly suitable for the concept it represents, but must be used as the constraints of our language offer nothing better. Il sera utilisé intensivement par Jacques Derrida, comme pour signifier qu'un mot est insuffisant mais nécessaire, qu'un signifiant particulier n'est pas tout à fait adapté pour le concept qu'il représente, mais doit être utilisé, que les contraintes de la langue n'ont rien à offrir de mieux. On parle aujourd'hui, d'Etat postcolonial, transculturel, postmoderne et même post décolonial. Jacques Derrida a fait valoir, que ce n'était pas seulement les signes particuliers qui ont été placés « sous rature », mais l'ensemble du système de signification.

Michel Wieviorka, affirme que nous ne pouvons plus nous satisfaire d'un débat tranché une fois pour toutes en faveur d'une conception républicaine aux vertus intemporelles. Les catégories de la modernité, la nation, l'état, le droit, etc., n'auraient plus aucune raison d'être mais plutôt qu'elles doivent être continuellement réélaborées, mis à l'épreuve, dans des situations absolument inédites et par conséquent renouvelées en profondeur. Stuart Hall, plaide pour le « retour du subjectif en politique », affirmant que le multiculturalisme n'est que le symptôme d'une crise et d'une transformation en actes de toutes les catégories philosophiques et politiques de l'époque moderne liées au concept d'Etat nation. Le multiculturalisme va de pair avec la clôture apologetique et ethnocentrique de cette raison occidentale. Il faut donc admettre qu'il n'existe pas seulement un cosmopolitisme attaché suivant l'inspiration rationaliste kantienne à l'idéal moderne du citoyen du monde mais également un cosmopolitisme « transculturel » en mesure d'articuler des cultures et des identités différentes. Notre société planétaire qui ne cesse de perpétuer et d'alimenter les appartenances tribales et les frontières géographiques et mentales protégées par tant de murs et d'appareils militaires, et en associant le multiculturalisme à la question de la reconnaissance, qui fait de lui un multiculturalisme de marché, transposant la diversité culturelle sur l'échelle des biens utiles au capitalisme mondial et global, nous incite tout particulièrement à redoubler de vigilance devant les risques et dérive auxquels peut nous mener cette situation. **Suite en page 11**

Israël, le pluriel d'une œuvre cruelle

«Lorsque la vérité est remplacée par le silence, le silence devient un mensonge».
Yevgeny Yevtushenko

PAR REMMAS BAGHDAD *

13 mai, l'émissaire américain George Mitchell au Proche-Orient jette l'éponge après deux ans d'échec sur les négociations de paix. Le 15 mai, au 63e anniversaire de la sinistre Nakba marquant l'établissement de l'Etat hébreu, en 1948, au moins 10 personnes ont été tuées et 112 autres blessées, près du terminal d'Erez, à la frontière nord avec l'Etat hébreu. Encore un énième carnage commis par la machine meurtrière israélienne. Le deuxième pays intouchable - après les Etats-Unis - sur le non respect du Droit International continue son aventure meurtrière.

Combien de tonnes de bombes larguées sur les villes et les sites des territoires occupés, combien de maisons détruites, combien de terres agricoles expropriées et plantes extirpées à la racine pour empêcher les agriculteurs palestiniens d'en tirer profit et récolter leur production. Combien d'âmes ont été exterminées par la machine militaire de l'occupation, combien de points de contrôles et de barrages routiers qui étranglent la vie des Palestiniens sans parler de l'eau qu'Israël pille aux Palestiniens. A combien de négociateurs de paix arrivera-t-on pour pouvoir arrêter le cauchemar de ce peuple digne. Pour chaque Israélien perdu, Israël a tué 3,4 Palestiniens, dont la majorité était des spectateurs innocents; la proportion entre les enfants Palestiniens et les enfants Israéliens tués est encore plus élevée (5,7 pour 1).

Après avoir nié pendant des mois avoir utilisé des munitions au phosphore blanc lors de son offensive sur Ghaza, les autorités israéliennes

martelaient dans un document exhaustif sur l'opération «Plomb durci» que cette utilisation a été en tout point conforme au droit international en la matière. Pour Israël, l'agent chimique n'a été utilisé que pour former des écrans de fumées pour protéger l'avancée de ses soldats, Qu'Israël le reconnaisse ou non importe peu, ce qui est ignoble c'est que tout le monde le savait mais ne disait rien. Aujourd'hui tout le monde sait qu'Israël le reconnaît mais personne ne s'indigne. Cela à un nom « complicité ». Quelle a été la sanction : une sorte de tape sur les mains et une phrase du genre ce n'est pas bien ce que vous avez fait, attention il ne faut pas recommencer. Le monde est spectateur d'un holocauste commis par Israël depuis 1948. Les israéliens savent que l'ignoble «Plan D» a conduit au dépeuplement meurtrier de 369 villes et villages palestiniens par la Haganah (l'armée juive) et que d'un massacre à l'autre, les endroits comme Deir Yassin, al-Dawayima, Eilaboun, Jish, Ramle et Lydda sont aujourd'hui synonymes d'«épuration ethnique» dans les archives officielles. Quand David Ben Gourion, le premier Premier ministre d'Israël, est arrivé sur le lieu du carnage, un général, Yigal Allon, lui a demandé : «Que faisons-nous des vivants ?», Ben Gourion, selon l'historien israélien, Benny Morris, a répondu d'un geste brusque et expéditif de la main : «Expulsez-les !». L'ordre d'expulser toute une population «sans considération de l'âge», avait été signé par Isaac Rabin, futur premier ministre salué par le monde entier comme «artisan de la paix» grâce à la plus efficace des propagandes. Il est également intéressant de garder à l'esprit que les Sionistes utilisaient des bombes terroristes pour faire partir les Anglais de la Palestine, et que Yitzhak Shamir, au début, terroriste et ensuite Premier ministre, avait avoué que «ni l'éthique

juive ni la tradition juive ne peut éliminer le terrorisme comme moyens de combat. Les Israéliens ont le droit de tuer et d'enlever autant de Palestiniens qu'ils le souhaitent. Il n'y a aucune limite et ils n'ont besoin de n'apporter aucune preuve de la culpabilité des personnes enlevées. Il suffit juste de dire le mot magique cher à Yitzhak Shamir «terroriste».

A Ghaza, la privation forcée de nourriture, le déni d'une aide humanitaire, le piratage des ressources naturelles vitales comme le carburant et l'eau, le déni de médicaments et de traitement médical, la destruction systématique d'infrastructures et l'assassinat et la mutilation de populations civiles, parmi lesquelles 50% sont des enfants, correspondent aux normes internationales de la définition d'un génocide. Richard Falk, le rapporteur de l'ONU sur les droits de l'Homme dans les Territoires Occupés et professeur de droit international à l'université de Princeton a déclaré «Est-ce une exagération irresponsable que de comparer le traitement infligé aux Palestiniens avec les chefs d'accusation qui avaient été réunis pour dénoncer les atrocités commises par les nazis ? Je ne le pense pas.» Alors que l'inverse est la vérité. Israël est souvent dépeint dans la presse occidentale et pro-israélienne comme David confronté à Goliath. On diabolise les palestiniens pour faire passer Israël pour une victime innocente. L'extrême et scandaleuse modération de la presse occidentale devant la gravité des crimes israéliens laisse le commun des mortels pantois devant ce flagrant parti pris. Les journalistes à qui revient familièrement la couverture médiatique des agressions incessantes de l'aviation israélienne contre les localités palestiniennes, précisent systématiquement quant à ces attaques aériennes qu'il s'agit d'un «raid israélien» Jusqu'à preuve du contraire, les palestiniens

n'ont jamais rien fait voler, alors qu'on leur a tout volé...terre et dignité ! Des sommités journalistiques tels que Pilger John, Johann Hari et tant d'autres, de par leur probité journalistique essaient de démystifier cette peur qui tétanise les médias occidentaux. Ces derniers versent incroyablement dans une description extrêmement déroutante des événements. Interprétations qui se puisent dans une neutralité acablante et où les images des atrocités sont soigneusement dévoyées. On vide l'événement à coups de commentaires détournés, de gymnastique mensongère qui voile l'intrusion de réalités qui dérangent. Une ligne éditoriale soumise à un ordre rangé du côté des bourreaux de Ghaza. Les quotidiens occidentaux ne sont pas à la traîne avec leur fougue dégoulinante pare-feu du bon droit de riposte à qui en insuffle pour faire bon droit : la potion-miracle « guerre contre le terrorisme » Et pour lustrer en blanc le sang des victimes civiles. On escamote l'emprisonnement des milliers de palestiniens et en même temps on s'asservit devant ses commanditaires en intronisant à la une dans ses colonnes l'emprisonnement du soldat Shalit. Gare aux réactions qui galvaudent un autre ton ce sera de l'antisémitisme. D'après ces quotidiens, Israël a le droit de tuer des bébés et des femmes. Cela s'appelle de la légitime défense.

Quand cela leur paraît un peu trop, on l'appelle à un peu de retenue. Cela s'appelle la réaction de la communauté internationale. Les Palestiniens ou Libanais n'ont pas le droit de tuer des civils de l'autre camp. Cela s'appelle du terrorisme. Le lexique est bien choisi, on ne doit pas froisser le bourreau. On est en plein dans sa logique de légitimité, il faut garder la ligne. Mais comment on en est on arrivé à une attitude aussi déshonorante de forfaiture morale de la part de ces médias et de leurs lecteurs. Le même son de clo-

che ne déroge plus à la règle il est parasité par ses abominables exterminations. L'insoutenable sape leurs derniers boniments saupoudrés de légitimité et de copinage tel que « Tsahal ». Piégés ainsi par une inféodation à une idéologie sioniste. Israël, ce pays est considéré par ces médias comme la seule démocratie humaine du Moyen-Orient. Et quiconque ose dire le contraire est un infâme antisémite. Pourquoi prend-t-on des gants avec Israël quand il ne s'agit de fait que de forcer un état voyou à appliquer le droit international. Ces médias se gargarisent à longueur d'année d'être les seuls civilisés de la planète, qui ne perdent pas une occasion de dénoncer la barbarie de certains régimes ou le manque de démocratie d'autres, ne font rien ? En réalité, ce qui est encore plus triste ... c'est qu'ils font quelque chose : ils brassent de l'air pour laisser le temps à Israël de finir sa besogne. Les victimes palestiniennes ont été tuées deux fois : par l'armée israélienne et par les médias occidentaux. Réconforçons-nous de ces voix journalistiques qui constituent de vrais remparts à la besogne d'extermination de la machine meurtrière sioniste. De ces exemples de courage qui ont défié le blocus de Gaza et qui sont morts assassinés par la machine meurtrière sioniste. Ils ont choisi de marquer l'histoire de leur empreinte celles des Grands. Leur conviction : ce n'était pas Ghaza qu'il fallait bloquer, c'est Israël qu'il fallait condamner. Quant aux journalistes déplumés, apologistes des génocidaires, l'histoire les a déjà relégués dans ses poubelles.

* Universitaire

*Nous ne serons pas vaincus
Dans la nuit, sans la lutte
Vous pouvez brûler nos mosquées, nos
maisons et nos écoles
Mais notre âme ne mourra jamais
Nous ne serons pas vaincus
A Gaza cette nuit [1]
[1] Paroles de la chanson de Michael
Heart «We will not go down»*

Nous, les Arabes, et les autres...

Suite de la page 10

Parce qu'on est en droit de rêver, qu'on est tout naturellement au seuil d'une mutation civilisationnelle heureuse, en interprétant positivement cette tendance au métissage sur le registre d'une utopie transculturelle harmonieuse.

Vers une civilisation qui intégrerait toutes les dispositions particulières, permettant de penser la chute des frontières culturelles et idéologiques au moment où les flux migratoires et les interactions entre les cultures ne cessent de s'intensifier.

REPRÉSENTATIONS POLITIQUES ET CULTURELLES

Le déni de la citoyenneté à l'individu en le confinant au statut de sujet, par les privations de libertés politiques, dans le cadre de système totalitaire et d'état de non droit, a confiné les peuples arabes au stade du pré-politique.

Cette situation, à défaut d'expérience et de précédent historique a favorisé une translocation de son imaginaire politique, qui au lieu d'une objectivation de la notion d'Etat avec des contours institutionnels largement intériorisés, il lui a substitué la notion d'Umma islamique en tant qu'Etat transnational qui viendra pallier à ce manque, mettant ainsi le sujet Arabe dans une prédisposition privilégiée à intérioriser plutôt la notion de cet Etat transnational que l'Etat national. C'est cette situation qui expliquerait l'adhésion massive des peuples Arabes au projet de l'islamisme politique.

A défaut de stratégies pédagogiques ayant pour objectif, une démythologisation et une désidéologisation de la culture et de la transmission des savoirs, comme n'a cessé de l'appeler de ses vœux Mohamed Arkoun, cette prédisposition à l'imaginaire politique transnational, matérialisée dans son inscription dans l'Umma islamique, continuera à nous maintenir éloignés de toute perspective d'Etat « postcolonial » et de son corollaire « le transculturel ».

L'EXTENSION DE LA RÉVOLTE ET LES AUTRES

Le « Printemps Arabe » a réveillé les consciences dans le monde. En Espagne, en France, au Portugal, en Grèce, et aussi en Angleterre, en Allemagne, en Italie, au Chili, pour ne citer que ceux-là, un vaste mouvement populaire informel et assez spontané de contestation de fond de la société, caractérisé par une perte de confiance étatique, est en train d'exprimer son malaise dans les espaces publics depuis un peu plus de six semaines déjà. Ce mouvement né en Espagne s'est propagé en Europe via ce pays, qui a servi de pont entre l'Afrique du nord et le vieux continent. Le malaise qu'il semble exprimer c'est la remise en cause de la pertinence politique des États-nations, qui paraissent dépassés politiquement, par leur impuissance à faire face à la crise qui frappe de plein fouet leurs Etats. Ce qui est remis en question c'est la place même de l'être humain dans la société. C'est une réaction à la crise éthique, à la marginalisation des valeurs humaines au profit des valeurs économiques.

Mais aussi, parmi les revendications exprimées par ces contestataires, la place des immigrés dans la société, leur droit à l'exercice de la citoyenneté à travers le droit de vote : « Ils partagent nos douleurs, ils partagent nos devoirs, mais ils n'ont pas nos droits », scandait ainsi un manifestant à l'aide d'un mégaphone en Espagne. Ce mouvement de contestation mondial par la base populaire, disjoint de toute organisation politique et syndicale, affiche clairement son rejet de la xénophobie et particulièrement de l'islamophobie.

Il s'insurge contre le système dans son ensemble, contre la forme politique même qui le constitue, à savoir l'Etat Nation moderne. Il s'insurge également contre le capital financier et son ingérence dans la vie politique et institutionnelle, c'est toute la civilisation avec ses institutions nationales et internationales qui est remise en question en définitive. Réactions, contre révolution ou

aveuglements. L'imaginaire colonial n'a pas achevé à ce jour sa décolonisation. L'espace colonial, demeure cet espace de la nostalgie, espace perdu et représenté schématiquement dans l'imaginaire comme vide. Dans l'orientalisme, Edward Saïd fait un inventaire des représentations, des images, des préjugés que l'occident a projeté sur l'orient, afin de justifier le besoin de le gouverner et le « civiliser ». Ce sont toujours ces attitudes qui dictent aujourd'hui leurs analyses à l'intelligentsia très médiatique et autorisée à s'exprimer au nom de cet occident néo colonial et nostalgique. La France médiatique et politique, toutes sensibilités confondues, ne parvient pas à admettre la mutation en cours de leur société, vers une culture postcoloniale, aussi bien au plan démographique que culturel allant jusqu'à pousser le paradoxe à l'insensé, dans la création du ministère de l'identité nationale dans une tentative désespérée d'épuration nationale pour ne pas dire « ethnique ».

Edgard MORIN en tant qu'intellectuel radical de gauche, et élite universitaire très écouté, en est la parfaite illustration. Commentant le «Printemps Arabe» : «Cette gigantesque vague démocratique doit tout aux idées démocratiques nées en Occident. Déjà, en s'emparant des idées de droit des peuples nés dans l'Europe qui les opprimait, les Arabes colonisés opéraient leur décolonisation politique. En s'emparant des idées de liberté, les Arabes opèrent leur décolonisation mentale.

Reste la décolonisation économique... qui reste à faire ». Dans une exclamation : «Les Arabes sont comme nous et nous sommes comme les Arabes », précisant un peu plus loin « compte tenu évidemment de toutes différences historiques et culturelles ». Notons l'aveuglement devant l'identification du sens de la marche de l'histoire. Il y a lieu également de constater une dénégation à toute forme d'autonomie d'initiative à l'affirmation de soi, à l'autre anciennement colonisé et encore moins de considérer son action comme une exemplarité, contraire-

ment à la vision qu'en à la base populaire du « Printemps Arabe », pour qui ce mouvement pourrait déboucher sur une révolution mondiale et l'avènement d'une nouvelle civilisation universelle. C'est tout son commentaire qui fonctionne comme un acte manqué, comment expliquer sinon l'ambiguïté de la phrase « en s'emparant des idées de liberté, les Arabes opèrent leur décolonisation mentale » ? Quelle est en fait la nature de cette colonisation mentale, est-ce la modernité, l'islamisme, l'arabité ? Va savoir ! Sur un autre registre, la survivance des réseaux des pouvoirs totalitaires déçus, ne manqueront pas à se reconstituer et à viser à faire échouer la révolution. A cela, il faudra additionner les obstacles que peuvent engendrer les jeux géostratégiques, régionaux et mondiaux.

Le débat autour de l'identité culturelle doit ce faire d'une manière ou d'une autre, avec cette commission initiée par le pouvoir ou en d'autre circonstance, il y va de l'intérêt de l'émancipation et du développement de notre société. Ne pas aller à contre courant de l'histoire, cette évolution transculturelle est irréversible, autant s'y prendre à l'avance ! L'universalisme démocratique ne s'approfondira qu'à condition de faire place à la dialectique des cultures, à leur confrontation et à leur critique au sein de l'espace public. Personne ne peut prédire quel sera le développement de ce mouvement planétaire, initié par le monde Arabe.

On est peut-être en présence de la prédication d'Ibn Khaldun affirmant que la marche de l'histoire se déroule selon un cycle civilisationnel, et que le tour serait donc venu pour que les Arabes puissent jouer les premiers rôles dans ce nouveau tournant de la marche de l'histoire qui se dessine sous nos sens.

Il reste aux Arabes une tâche essentielle à accomplir pour prétendre jouer un quelconque rôle dans cette marche : démythologiser et désidéologiser leur imaginaire politique, social, culturel voir économique.

Y. B.

CONDOLEANCES

*Le président-directeur général,
ainsi que l'ensemble du personnel de l'entreprise
" HYDRO URBAINE OUEST ", très affectés
par le décès de la mère de
Mr BELHOUARI ALI
PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL
DE TRANS CANAL OUEST
présentent à sa famille leurs condoléances les plus
attristées et les prient de trouver, à travers ce
message, l'expression de toute leur sympathie en
cette douloureuse circonstance.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accorder
à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir
en Son Vaste Paradis.
A Dieu nous appartenons
et à Lui nous retournons.*

Important Laboratoire International**Recherche / pour sa filiale Algérie**

- 1 - Des délégués médicaux basés à Alger, Constantine, Annaba, Batna, Oran et Tlemcen
- 2 - Des délégués hospitaliers basés à Alger, Constantine, Annaba, Oran et Tlemcen
- 3 - Key Account Manager : Alger

Pré-requis :

- Etre médecin, Pharmacien, Chirurgien dentiste ou Vétérinaire
- Etre dégagé des obligations du service national
- Avoir un permis de conduire et un véhicule neuf
- Avoir le sens de la communication
- Une expérience dans le domaine est souhaitable

**Merci d'envoyer CV plus lettre de motivation à l'adresse e-mail suivante :
pharma.work@yahoo.fr**

Ne seront contactés que les candidatures répondants aux profils recherchés

République Algérienne Démocratique
et Populaire
Entreprise de Production
et de Commercialisation des Matériaux
de Construction
Zone Semi-industrielle route
de Beni Mester
Hennaya Tlemcen Identification Fiscale

**AVIS
DE PROLONGATION
DE DELAI**

Nous portons à la connaissance
des soumissionnaires que la date
limite de dépôt de leurs offres
relatives à l'avis d'appel d'offres
national ouvert N° 001/E/MA.
CO/2011 est prolongée jusqu'au
30/06/2011.

**OUASSINIA
ASFAR**

Pour vos vacances d'été
Diverses destinations
dans des meilleurs hôtels
à des prix compétitifs
TURQUIE - DUBAI
MALAISIE - THAILANDE - MAROC -
TUNISIE - EGYPT
Groupe et Individuel
Ainsi que
OMRA (Chabane / Ramadhan)
Normal & V.I.P.
Pour tous renseignements
Contactez le 0550 90 17 97/98
041 28 49 52 / 040 21 85 65 / 041 28 43 34
E-Mail : ouassiniaassfar@yahoo.fr

نحن بعون الله نرعاكم
Votre confort est notre devise
Le Gérant

OFFICE DES VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES
MAITRE KADA KELLOUCHA B. - Commissaire-priseur près le Tribunal d'Ain Témouchent
46, Rue RABHI Saïd - AÏN TEMOUCHENT / Tél/Fax 043.60.91.63

**AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETÉES**

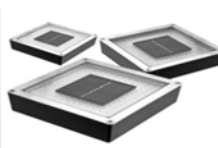
A la demande de l'Entreprise SKT " Shariket Kahraba Terga " - Il sera procédé à la vente aux enchères publiques des lots ci-dessous désignés, le Lundi 27/06/2011 à 09 H 30 au niveau de la Centrale électrique de Ouled Boudjemâa route de Sassel-Plage.

N° Ordre	Désignation des lots
01	01 Important Lot de Bois de Coffrage et d'Emballage usagés
02	01 Lot de Tourets en bois
03	01 Lot de Ferraille tout-venant à céder au poids
04	01 Lot de Fûts métalliques (environ 1.000 unités)
05	01 Lot de Chutes de Câbles électriques différents diamètres à céder au poids

Conditions de Vente :

Vente sans garanties - Avance obligatoire d'un acompte de 11% non remboursable en cas de désistement - L'adjudicataire supporte en sus, les droits, taxes et commissions - Le matériel peut être visité tous les jours ouvrables de 09 h à 15 h.

Le Commissaire-priseur

**L'ENERGIE DU FUTUR**

Importation-Distribution-Etudes & Réalisations des systèmes à énergie photovoltaïques et thermiques

**AVIS AUX UTILISATEURS DES SYSTEMES A ENERGIE SOLAIRE
REVENDEURS, INSTALLATEURS, COLLECTIVITES LOCALES**

MINASOLAR informe ses partenaires de la disponibilité de Kit d'éclairage -

public solaire composé de:

Panneau 100 watts + Batterie gel 100AH + Contrôleur STECA PRS1010

Lampe à Led 30watts (MAXIMA OSRAM) +Boitier pour Batterie

Coffret (contrôleur et disjoncteurs),+Support panneau+ Câblerie

Ainsi que de l'arrivage de Kits pour habitat rural, isolé :

Panneau 160W/02 Batteries 110 AH /Contrôleur 12V 10A -

Support pour panneau solaire -connectiques.

Pour tous renseignements, n'hésiter pas à nous contacter au:

Siège: 20 Cité 216 lots section G 02 Cité BEREZGA AEK-RELIZANE

Tel : 046 92 55 62 046 92 50 40 Email : minasolar48@yahoo.com

Le Collège Régional de Mésothérapie informe le corps médical
et les mésothérapeutes algériens de la tenue du 13ème Congrès International
de Mésothérapie à Moscou en date des 14, 15 et 16 Octobre 2011.

Un voyage organisé est prévu à cet effet.

Pour tout renseignement contacter :

Tél. / Fax : 041-29-37-57, 43.23.62 et 34.80.52 / ou

chaibslmane@yahoo.fr ou abelchianti@yahoo.fr

Pour toute réservation contacter Agence Tlemcani Travel Services :

Tél. 041 41 37 41/43 et Fax: 041 41 45 48 -

Emails : traveltts@yahoo.com et traveltts@caramail.com

Office Public des Ventes - Maître : **ABBADI Abdelkader - Commissaire-priseur près le Tribunal d'Oran**
19, Rue Ho Chi Minh - Oran - Tél & Fax : 041 / 41-58-56

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETÉES

Le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public qu'il sera procédé à la vente aux enchères publiques le Jeudi 16/06/2011 à 9 H du matériel de topographie, de sondage de transport et de confort ci-après désigné appartenant à l'Entreprise d'Engineering et de Réalisations Siderurgiques " SERSID " Oran, sise 11 Rue Bengoua Abdelkader (Gambetta).

LIEU DE VISITE ET DE VENTE

Lot N°	Désignation	Observation	Lot N°	Désignation	Observation
01	Outils de Laboratoire Sol et Béton - Découpeuse à papier	Usagés	05	Véhicule EXPRESS Immatriculé 1051-390-31 (A.C.G.)	Obsolète
02	Climatiseurs et Chauffage	//	06	Camion BERLIET Immatriculé 1697-276-31 (A.C.G.) (sur la carte grise est inscrit Camion à Citerne)	//
03	02 Cabines Saharienne et 02 Motopompes à Eau	//	07	Camion BERLIET Immatriculé 7-00351-31 (A.C.G.)	//
04	Lot de Matériel de Topographique	//	08	Camion ISUZU Plateau Immatriculé 2024-285-31 (A.C.G.)	//

Conditions de vente : Voir cahier des charges. * Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Office du C.P. ou Téléphoner au 041-41-58-56

Le Commissaire-priseur: Maître ABBADI AEK

OMRA à l'âge

Chaabane - Ramdane
15 et 21 et 30 Jours
Hôtels Proche des Harameines

INSCRIPTION
AGENCE TTS

Adresse: 05, rue Jean marie Laribere
Tél.: 041 41 37 41 - 041 41 37 43 - 041 40 28 80

Office Public de Commissaire-priseur près le Tribunal d'Oran - Maître **BENABDELLAH - N.**
10, Rue Bahloul Ahmed - ORAN - Tél/Fax : 041 33 53 29

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Il sera procédé le 20 JUIN 2011 à 09 heures au siège de - l'Agence Clinique Spécialisée en Orthopédie et Rééducation des Victimes d'Accidents de Travail - C S O R V A T - CNAS / Messerghine - ORAN - à la vente aux enchères publiques verbales et avec admission de soumissions cachetées du matériel réformé suivant:

Lot N°	Désignation	Immatriculation	Etat
01	VOLKSWAGEN camionnette MAZDA ambulance (sans carte grise)	2344.378.31 1758.385.31	Moyen Moyen
02	DACIA camionnette VOLKSWAGEN camionnette (sans carte grise)	4327.379.31 2296.378.31	Moyen Epave

Conditions de vente : Voir cahier des charges.

Le Commissaire-priseur

Corruption et ballon rond

Le monde footballistique italien est une fois de plus frappé par un séisme dont l'amplitude pourrait se révéler apocalyptique. Après le célèbre *totonero* au début des années quatre-vingt, qui vit plusieurs clubs prestigieux tels le Milan AC et la Lazio de Rome pénalisés par la justice pénale et sportive, après *Calciopoli 1*, en 1986, et *Calciopoli 2*, vingt ans plus tard, voilà maintenant que *Scomessopoli*, le *parigate*, décrédibilise une fois de plus le sport roi de la péninsule.



PAR GIUSEPPE SANTOLIVUO*

Les faits : tout commence le 14 novembre 2010. Ce jour-là se dispute un obscur match de troisième division opposant les équipes de Crémone et de Paganì. Une rencontre dont l'épilogue sportif ne fait aucun doute. Toutefois, d'après les enquêteurs, durant la mi-temps, le gardien de but de Crémone, aurait versé dans les boissons distribuées à ses coéquipiers une substance contenant des benzodiazépines, autrement dit de puissants somnifères, afin de les plonger dans un état de somnolence et ainsi amoindrir la qualité de leurs prestations sur le terrain. Au terme de la rencontre, cinq joueurs de Crémone sont victimes de malaise ; deux autres passent la nuit à l'hôpital. Plus grave : un de leur coéquipier, en état de torpeur, perd malencontreusement le contrôle de son véhicule alors qu'il rejoint son domicile. Suite à ces incidents, la direction du club, alarmée par le résultat des prélèvements sanguins, dénonce les faits au parquet. Une enquête (*Last Bet*, le dernier pari) est ouverte et il est décidé de procéder à des écoutes téléphoniques.

Le réseau criminel mis à jour s'articulerait autour de trois « clans » aux rôles parfaitement définis. Tout d'abord la « bande des Gitans », dont la mission était d'établir les tarifs de la corruption, de 50 à 400 000 euros à distribuer aux corrompus en fonction des rencontres. Les « Albanais », de leur côté, avaient pour tâche de livrer l'argent aux joueurs soudoyés. Enfin, les « Bolognais » percevaient les garanties bancaires auprès des parieurs pour couvrir les mises et éviter tout risque financier. Seize personnes, parmi lesquelles plusieurs joueurs professionnels qui avaient déjà trempé dans *Calciopoli*, ont été arrêtées ce 1^{er} juin. Vingt-huit autres sont inculpées. Le chef d'inculpation retenu à leur encontre est l'association de malfaiteurs.

Le cas le plus éloquent est sans aucun doute celui de Giu-

seppe Signori, ancien attaquant vedette de la *Squadra Azzurra*. Il ressort clairement de l'enquête que l'*L'homme aux 200 goals*, comme l'appelaient les « Bolognais », dont il était le leader, dirigeait l'ensemble de la machinerie criminelle. Grand parieur lui-même, le compteur des écoutes téléphoniques dresse le portrait d'un personnage machiavélique, capable des pires turpitudes, dont le moteur semblait être, tel Mirko Czentovic, le joueur d'échecs de Stefan Zweig, de tirer tout l'argent possible de son renom dans le milieu sportif. En creux, se dégage également des documents de l'enquête le portrait sociologique d'un milieu essentiellement composé d'anciens sportifs professionnels, parieurs compulsifs, paraissant ne pas même soupçonner l'existence d'autres valeurs que le jeu et l'argent, capables de parier des sommes folles sur le numéro de plaque de la voiture qui leur passait sous le nez.

Nous le disions en ouverture : il ne s'agit hélas pas du premier scandale de ce type en Italie. Il ne s'agit pas non plus de procéder à des amalgames qui n'auraient pas lieu d'être. Cependant, comment ne pas relever la dérive affairiste qui frappe le pays depuis quelques années. Comment ne pas faire de parallèle avec le récent scandale relatif à la vente de titres d'étude par certaines facultés universitaires ? Avec le scandale des faux chirurgiens pratiquant en toute impunité, en échange d'importants pots-de-vin, dans un certain nombre d'hôpitaux publics ? Avec le détournement impliquant des membres du gouvernement, il y a moins d'un an, de sommes d'argent destinées à la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre en Abruzzes ? Avec la condamnation, il y a quelques jours, de l'ancien gouverneur de la Banque d'Italie pour délit d'initiés ? Avec l'inculpation pour corruption aggravée de l'ex ministre des Infrastructures et du Pape rouge, le Cardinal Sepe, alors à la tête de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, le dic-

ter le plus riche du Vatican ? Sans même parler des nombreuses inculpations du premier ministre lui-même pour corruption et faux bilans.

Bref, ces affaires, bien que ne présentant aucune connexion matérielle avec le scandale qui frappe le monde sportif, sont reliées entre elles par une évidente dérive éthique. Une frange toujours plus importante des institutions de la République est en effet victime d'une forme de cannibalisation par les milieux affairistes, par le crime organisé, présents avec toujours plus de puissance au cœur même de l'appareil d'Etat. A l'évidence, l'intérêt général, le respect des règles n'y sont plus des normes absolues. Et, à cet égard, la responsabilité personnelle de M. Berlusconi est immense. Son mépris sans cesse affiché pour la justice, pour le respect de la loi, pour les autres pouvoirs institués est un déni démocratique d'une gravité extrême. De même, la présence aujourd'hui banalisée dans l'entourage et le parti du premier ministre d'individus condamnés en voie définitive pour collusion avec la mafia est un autre signe inquiétant de cette dégénérescence éthique des institutions.

S'il n'en est pas l'inventeur, le berlusconisme a indéniablement consacré la philosophie du chacun pour soi, le modèle de l'éternel vainqueur, obnubilé par le succès, sûr de lui et de son pouvoir de séduction, prêt à toutes les roueries, à toutes les mystifications, à toutes les collusions pour parvenir à ses fins. Les règles, c'est pour les idiots, nous dit-il en substance. Or les facteurs moraux, éthiques ont une influence certaine sur le type de citoyenneté que véhicule une nation. Si la règle n'est pas intériorisée par chacun comme étant plus importante que l'objectif personnel que l'on poursuit, que le succès recherché, la décadence est inévitable. Concluons par Platon : lorsqu'une cité démocratique trouve dans ses guides de mauvais échantillons, prédisait-il, elle s'enivre de ce vin impur au-delà de toute décence. C'est alors le début de la décadence.

* *Politologue*

LA CHRONIQUE DU BLEDAIR

Paris : Akram Belkaid



Le Printemps arabe, les dictateurs et l'Occident

Il y a quelques jours, j'ai reçu un appel d'un ami toujours très attentif à mes écrits. « J'ai l'impression que tu verses dans le politiquement correct » m'a-t-il dit en m'expliquant qu'il s'étonnait de ne pas me voir m'indigner quant à ce qui peut s'écrire et se dire à propos des bombardements de l'Otan en Libye ou des appels aux sanctions contre le régime syrien. Je dois préciser que cet ami est un démocrate convaincu mais que, comme nombre d'Algériens, il refuse de se laisser prendre au jeu de la propagande occidentale concernant les régimes de Kadhafi et d'Assad. De même, ai-je eu une longue conversation avec un confrère égyptien sur la légitimité qu'il faut accorder ou non au Conseil national de transition libyen (CNT) du fait de l'intervention de forces étrangères, essentiellement occidentales, pour le soutenir. Pour ce journaliste très attaché à l'idée de souveraineté nationale, l'Occident a décrédibilisé la révolution libyenne en devenant partie prenante du conflit. Je vous épargnerai notre dialogue de sourd à propos de l'inévitable question de savoir s'il fallait ou non intervenir pour sauver – ou protéger – Benghazi.

Cette vigilance à l'égard de la remise en cause des souverainetés nationales des pays arabes est légitime. Pour autant, et au risque de répéter ici ce que j'ai déjà écrit dans de précédentes chroniques, il aurait fallu y penser avant. Si l'Otan bombarde la Libye, c'est parce que Kadhafi lui en a donné l'occasion. Si les grandes manœuvres ont commencé pour mettre au ban le régime d'Assad Jr, c'est bien parce que ce dernier est un dictateur qui fait vivre son peuple dans la terreur.

On ne le répètera jamais assez. Les tyrans sont les premiers dangers pour l'intégrité et la souveraineté des pays qu'ils dirigent d'une main de fer. Il est trop facile de s'en prendre ensuite à l'Occident quand arrive l'heure de l'invasion ou de l'embargo. Il est trop simple de dire que c'est la faute aux anciens colonisateurs, d'affirmer qu'ils ne sont mus que par des réflexes de revanche et de conclure que, finalement, nous en sommes encore à vivre au siècle de la canonnière.

Il ne faut pas être naïf. La marche du monde n'est que l'opposition violente, masquée ou amortie, c'est selon, d'intérêts divergents. L'altruisme, la générosité, l'acte gratuit, ne font pas partie des outils de la diplomatie ni des stratégies des nations. Le comprendre une bonne fois pour toute, c'est se donner les moyens de ne plus céder de manière systématique aux théories du complot. C'est aussi cesser de voir le monde arabe comme étant la victime préférée de l'Occident. En matière de géopolitique, tout n'est que rapport de forces.

Pour moi, les choses sont claires. Les Libyens comme les Yéménites, les Bahreïnites ou les Syriens méritent bien mieux que leur sort actuel. Ces peuples qui ont eu le courage de se soulever et de s'attaquer au mur de la peur ont le droit de vouloir se débarrasser de

leurs tyrans. C'est que je leur souhaite. Et, finalement, que ces dictateurs s'en aillent de par la colère du peuple ou qu'ils soient forcés de le faire parce que des gouvernements étrangers font pression sur eux m'importe peu. L'essentiel est qu'ils dégagent et que leurs successeurs sachent que le peuple pourra de nouveau envahir la rue s'il le faut.

La crainte du « pire que le pire », c'est-à-dire la peur que le désordre succède à l'ordre imposé par le dictateur, n'est pas un argument. Il a trop été utilisé par les tyrans et justifié le statu quo. On me dira que pareil raisonnement justifie l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis en 2003 puisqu'au final, Saddam Hussein a été chassé du pouvoir. J'étais contre cette guerre mais il est temps de reconnaître que quelque chose est en train de se bâtir en Irak même si ce pays continue de faire la une de l'actualité en raison de la violence aveugle qui l'ensangante.

Comment peut-on encore défendre le régime d'Assad quand on voit ce qu'il advient actuellement des manifestants syriens ? Comment peut-on défendre l'idée que ce boucher est maître chez lui et qu'il faut se garder de condamner son pays, fer de lance dans la lutte contre l'impérialisme (ce qui ne l'avait pas empêché de participer à la coalition internationale contre l'Irak durant la Guerre du Golfe de 1991...). Dans ce genre de situation quel est l'intérêt des peuples ? Que le dictateur et sa clique restent en place au nom de la stabilité et de la souveraineté du pays ? Ou alors qu'ils s'en aillent quitte à ce que cela passe par une ingérence occidentale ? A choisir entre deux maux, je préfère de loin le départ du tyran quels qu'en soient la cause et les moyens. Bien entendu, il est tout de même des soutiens au Printemps arabe qui ne méritent aucune considération. Quand le « philosophe » Bernard-Henry Lévy se met en tête de défendre les Syriens après avoir volé au secours des Libyens, on sait très bien qu'il ne s'agit pour lui que de se mettre en scène et d'exister sur le plan médiatique. Que des membres du CNT lui aient promis de nouer des relations avec Israël ou, encore plus insolite, de mettre en place un régime laïc une fois Kadhafi tombé, ne me choque guère. Ne soyons pas naïfs. Ces membres du CNT ont très bien compris tout l'intérêt qu'ils ont à exploiter le carnet d'adresse du Tintin de Saint-Germain des Prés. Une révolution, c'est aussi une affaire de communication et tant mieux si BHL peut en être l'idiot utile.

Revenir à la chute des dictateurs sans se laisser prendre par le chantage à la sauvegarde de la souveraineté n'est pas du pragmatisme qui pourrait mener à de la compromission. C'est juste une position de principe sur laquelle il faut être intransigeant. Il est temps que les dictateurs arabes s'en aillent par tous les moyens. Ils n'ont droit à aucune nouvelle chance. Leur faire confiance pour mener de pseudo-transitions vers la démocratie – et encore faudrait-il qu'ils l'acceptent – serait une erreur majeure.

Les échecs footballistiques à l'algérienne

PAR M. BOUKHERISSA
KHEIREDDINE

Tous les indices affichés par la presse nationale semblaient favorables à une envolée spectaculaire des 11 rentrants de « l'équipe nationale » et à une réappropriation souhaitée en ces temps de disettes politiques d'un espoir même circulaire. Car, le football est au politique ce qu'est la quadrature est au ballon. Il s'agit du cercle, de son diamètre, de ses rayons et de ses circonférences. C'est une question d'arithmétique moderne pour ne pas l'étendre aux mathématiques appliquées. Chacun trouve son compte et les vaches, comme disait ma grand-mère que Dieu ai son âme, n'en seront que bien gardées. Bien choyés, destination le Maroc après un séjour de rêve en Espagne mauresque. Décrassage, délaçage, remise en forme, massage et ressourcement performant à l'a hauteur des ressourcés, produits aux effets de tonus, énergétiques et tonitruants, c'est la classe quoi pour des jeunots à l'esprit furtif alloués aux notoriétés mercantiles. Ils évoluent loin des clichés anciens, qui font de nous les nostalgiques d'un système révolu, pour qui le football est encore un combat, autant que la politique ou la révolution. Un lien à la terre, au douar et au village autant qu'à la Q5 embourbée d'un carnet de chèque inaterrissable. L'échelle des valeurs est dans un gouffre et la mesure est de mise. Il serait temps de raviser, dans la cadre d'un dialogue, type B.T.B, le cercle de notre football et en définir les outils arithmétiques nécessaires à sa relance et à sa survie dans le concert des nations. Depuis les années 1982, nous cumulons les échecs, sans en être conscient des véritables acquis que nous avons enregistrés. Le rêve inachevé de Beloumi, Madjer, Assad et consort, a maintenu le secteur dans une léthargie apathique au point de le perdurer virtuellement comme un exploit durable, alors qu'il sentait la défaite proche. Des voix se sont élevées pour inviter le politique à réviser ses données et redonner à ces jeux, les enjeux qu'ils méritent.

LES LEÇONS QU'IL FALLAIT RETENIR

Lors de notre participation à la dernière coupe du monde, il n'y a pas eu d'échecs, mais des défaites. Les jeux étaient encore ouverts, tant que le roi football n'avait pas été mis, ni en berne, ni en danger, et il ne le sera sûrement pas pour sitôt. Les enjeux étaient de taille pour qu'ils se taillent. Laisser ce monde au ballon rond sans jeux ni enjeux, se serait proclamer la mort du plaisir et des extases éphémères à l'échelle terrestre. Une économie porteuse qui ne fonctionne que par la volonté de ceux qui l'avaient inventé. Pour ceux qui profitent de sa gouverne et sa générosité affable, au regard des grands de ce monde virtualisés à outrance, le chemin demeure encore plus long que prévu pour que nos afroasiatiques, ces tiers-mondistes libérés des séquelles colonialistes, puissent accéder au cercle étonnant des civilisés. Même en football, il y a des différences de classes, même si le racisme semble avoir été presque aboli. A moins de l'avoir dans la peau comme une poisse. Et là, c'est incontournable, en n'y accèdera que par naturalisation. Dans ce domaine, on peut dire que la traite à été positive. Au dernier rendez-vous planétaire, il n'y avait sûrement pas que des blancs, à l'exception de l'hôte, butin de l'apartheid, dans des équipes africaines, mais il y avait des myriades de noirs aux avant-postes occupés généralement par les blancs. Sans eux, point de saveur dans un football sans valeurs. Les révisionnistes autant que les nostalgiques de l'empire des lumières en refoulent

« L'arène politique est le seul terrain qu'on peut continuer à occuper après avoir été disqualifié ».

Philippe Bouvard



Ph. : APS

constamment leur dédain à voir dans leur composition nationale, une représentation indigne, car pleine d'indigènes à craquer. Ce fut la corne de l'Afrique qui avait accueilli au nom du vieux continent et ce fut elle, toute entière, qui avait malheureusement perdue. Par malchance, elle n'avait pas accédé au second tour, ni aux couronnements des princes. Ni elle, et encore moins ces amis arabes invités pour la circonstance. Car il était encore trop tôt pour y parvenir. Et pourtant, d'énormes efforts et moyens ont été alloués pour paraître. Politiquement incorrecte, cependant nécessaire pour colmater les failles béantes où ruissellent d'énormes maux, fléaux et aléas que couvaient et couvent encore une société en furie. Même les emblèmes ont été mis en scène. Les brandir pour affirmer ses origines, son appartenance à un territoire, à un lieu et à une communauté, ce n'était sûrement pas un gage d'affranchissement des politiques de leurs échecs ou de leurs manquements au devoir. L'illusion était trompeuse de croire qu'en l'espace d'une euphorie passagère, la nation serait enfin unie autour de balivernes, d'un ballon. Pour le bien et pour le pire, pour peu qu'elle restait dans les limites des stades et des enjeux. Telle fut la première défaite.... impression passagère.

En Algérie, la joie était encore là, présente, dans les cœurs apaisés après deux défaites imméritées et un match nul perdu d'avance. Nos jeunots, aux allures élancées, élégants comme tous, majestueux dans l'iconographie locale, ils ne méritaient pas. Ils ont su tenir en échec les favoris de cette coupe du monde occidentale. Ils pouvaient faire plus, avec plus de temps, d'organisation et du bon sens et un staff beaucoup plus libéré des mauvaises mœurs. Les pièces de l'échec ont donc été en bonne position. Bien huilés, elles se replaçaient progressivement sur l'échiquier des valeurs. La loi des paradoxes gouvernait. Face aux anglosaxons, nous avons fait le plein. Mis en échec la reine et rendu les armes face à sa progéniture. On ne pouvait battre l'hégémonie, la mondialisation et la bonne gouvernance, avec notre tâtonnement, un peu de bricole et des babioles. De l'avis général, pour se consoler, on disait qu'on a gagné une équipe. Et quelle équipe ! Une jeunesse, des promesses et des capacités incommensurables. Quelle audace ! Reste à l'entourer d'une compétence qui mériterait cet héritage récent. Au dernier round de la compétition, aucun talisman ni prière ne pouvaient jouer contre la vérité de l'effort et le fruit d'un long travail d'hallène. Dieu a préservé nos filets jus-

qu'à la dernière minute. Sauf que, le reste était du ressort de nos représentants. Le temps des miracles était révolu, il ne pouvait se produire. Les algériens sont arrivés à la limite de leur stratégie. Malgré le talon, la jeunesse et l'inexpérience encore à murir pour certains, ils ne pouvaient prétendre faire la différence. C'est le fonds qui manquait le moins. Le rêve a atteint ses frontières et l'inachèvement était à la mesure des prospectives. Les américains, vivaient le sommâmes de leur projection. Ils ne pouvaient face à une équipe nait du néant concéder une retraite. Leur objectif a été affiché bien avant l'entame. Hargneux, offensifs, infatigables, ils ont, contrairement, à nos jeunots, l'art du parachèvement.

La différence est notoire et les pronostics de la FIFA sont révélatrice des tendances à l'échec. L'Algérie qui durant 391 minutes de jeux n'a pu faire vibrer les filets de ses adversaires ne pouvait que s'incliner devant une équipe qui marque à chaque 45 minutes.

UNE IMPORTATION D'ORIGINE

Pour le petit peuple, c'est la désolation. Ils sont tous à blâmer, du haut vers le bas. La victoire était à portée de main. Manque de tactiques, d'acharnement, erreurs fatales, favoritisme sélectifs et biens d'autres jugements superficiels qui accablent plus qu'ils ne pacifient ou rendent à l'évidence. Nous avons atteint avec si peu de moyens et en un temps record la cote. Avec une importation à plus de 90% de joueurs, même si le produit semble être d'origine algérienne, la labellisation est française. Ils ont vécu là-bas, formés là-bas, éduqués là-bas et appris à jouer au football là-bas et ils évoluent là-bas. Ils ne respirent même pas l'air d'ici. Ils rentrent chez eux là-bas. Ils sont le fruit d'une émigration forcée. Perdus entre deux drapeaux, ils portent la nostalgie des origines et l'universalité occidentale. Point de valeurs intrinsèques qui les inciteraient à la hargne ou l'acharnement à vouloir mouiller leurs maillots pour étancher leurs cœurs épris de patriotisme. Un héritage hypothéqué dont on ne peut être fier que par indulgence. Ou pour se consoler, on y attèle des circonstances atténuantes qui donnent raison à leurs pères et mères d'avoir décidé un jour néfaste d'aller voir ailleurs une vie plus clémente. Et, pourtant nous étions au seuil de l'indépendance. Ils ont changé de pays pour mieux vivre et sûrement évoluer. Quel mérite avons-nous, du moins nos politiques à charge de cette pauvre nation, à se venter d'avoir atteint le sommet de la montagne tous en étant nains. C'est là le miracle... Dieu nous a offert des moments de plaisir, de joie et d'allégresse juste pour se pencher sur notre sort. Et, Il nous a rendu à l'évidence pour méditer. Un travail mérite récompenses et un échec mérite réprimandes. Pour accomplir la totale Reste aujourd'hui, il serait impératif de recruter un staff d'importation, compléter l'équipe par un entourage technique et des dirigeants d'importation, et l'étendre aux règles bilatérales. Quant la politique s'y mêle tous s'emmêle... autant revenir au système d'annexions territoriales. Les algériens devaient se contenter de leur Raouraoua, fidèle au poste. Nos politiques sont afférés à niveler les relations Algéro-françaises, puisque le sort des deux équipes était presque semblable. Lamentations et regrets ! Les uns colmataient les brèches de leur débâcle, au moment où les autres se contentent d'une déchéance.

LA MORALE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Faut pas se voiler la face, les résultats du premier tour de la coupe du monde ont été le reflet fidèle des conditions sociopoliti-

tiques des pays recalés. Les nations démocratiques évoluent au rythme de leur stratégie de développement. Le football en est l'expression ultime. Et, l'Etat providence porteur d'échecs tout azimut, s'accapare même l'atmosphère pour contrôler les moindres faits et gestes. Telle est la démarche de la démocratie de façade. Chez nous, on a enterré la victime avant de la tuer. Saadane avait sûrement fait des erreurs tactiques. Cependant, il était injuste de l'avoir accusé de toutes les maux. Il avait accepté une mission impossible. Il nous avait fait, un moment, rêver avec des jeunots encore frais pour s'engager dans une bataille perdue d'avance. A deux ans d'un doublé compétitif très serré, il a réussi à passer deux capes. Il est plutôt à honorer que réprimander. Et comme le dit l'adage : « les meilleurs joueurs sont les spectateurs ». Aujourd'hui, il ne s'agit nullement de remodeler une équipe fautive de bourgeoiser, bouillonne. Il est à méditer sur le sort du sport roi en Algérie. Les pépinières poussent en France et ailleurs et les récoltes se font prétentieusement locales. C'est le beurre et l'argent du beurre qu'en cherche à récupérer. L'esprit de la rente gangrène même les politiques. Quelle stratégie à adopter dans un secteur vidés de sa substance pour espérer représenter dignement ce pays ? Peut importe le coup de l'investissement. C'est les couleurs de l'étendard qui sont en jeu. Le brandir en ayant recours à la sous-traitance, autant, le mettre en berne la durée d'un sursaut national. Il ne faut pas perdre de vue également cette mésaventure significative qui avait entachée les derniers moments du mondial. L'indigne comportement d'un de nos joueurs. Fort de sa stature de mauvais attaquant, il n'hésite à aucun moment de s'attaquer aux femmes. Comme cible, il ne pouvait trouver mieux pour refouler ses échecs. Et dire que sur la plan éducatif, l'Algérie a fait énormément de progrès. Les chiffres en témoignent. L'école normale formait des élites d'envergures. Ils avaient non seulement le civisme dans la peau, mais suaiant pour les couleurs. Toutes ces valeurs, se dissipent désabusément dans des considérations mercantiles. Du haut du sommet au ras du sol, ils cherchent tous un profit même figuratif. Ce qui intéresse le politique c'est d'échapper un moment aux aléas de la revendication sociale en procurant au peuple de la joie et de l'allégresse euphorique pour lui faire oublier le temps d'une réflexion ses déboires et les misères inlassablement collées à ses trousses. Ils oublient souvent que la rivière finie toujours par revenir à son lit.

DÉFAITE À NOTRE DERNIER ÉCHEC !

Aujourd'hui face au Maroc, nous avons vécu la pire des humiliations. Cumule aléatoire des réveries précédentes, il ne pouvait en être autrement, tant nous consacrons l'éphémère et circonscrivons l'irréel. La pouvoir en place se déplace comme la taupe dans ses galeries. Sans commune mesure, il croit qu'à chaque étape une avancée a été réalisée. Or, notre football persiste dans une fausse route, sans feuille de route. On peut se lamenter sur un sort préméditer, verser les larmes de crocodiles, accuser l'entraîneur, les joueurs, même le soigneur pour se consoler et reprendre le même chemin de bêtises. Nis Saadane, ni Benchikha et encore moins les nouveaux listés, mêmes étrangers, dans le carnet d'adresse de Raouraoua et consort ne sauraient mettre fin à cette hémorragie footballistique. Seul une politique ferme et irréversible, loin des usages de la gestion conjecturale, pourrait entrevoir l'espoir d'éviter la défaite des échecs cumulés.

Par Pierre Morville



Décevante Union européenne

Révolution arabe, crise du nucléaire, dérapages financiers-monnaétaires : alors que l'histoire s'accélère, c'est le tohu-bohu dans l'UE

La classe politique française offre ces temps-ci un triste spectacle. L'affaire Strauss-Kahn n'en finit pas de dérouler ses effets déléteraires. L'ex-candidat aux futures élections présidentielles, hier favori des sondages, s'est déclaré lundi «non-coupable» de tous les forfaits dont l'accuse la justice américaine. Dominique Strauss-Kahn, formellement accusé de viol et d'agression sexuelle, continuera néanmoins un parcours judiciaire complexe, pendant de nombreuses semaines voire plusieurs mois, sous le regard des télévisions du monde entier. Innocent, imprudent ou franchement coupable ? DSK a vu, dans tous les cas, sa carrière politique exploser en plein vol ascensionnel. Hébertés par le déversement continu d'informations depuis le 14 mai, les Français ont appris le 25 mai que l'inculpé quittait sa prison pour emménager dans une luxueuse maison-yorkaise de 600 m² à 50 000 dollars par mois. Une nouvelle au moins qui a su rassurer l'électorat populaire.

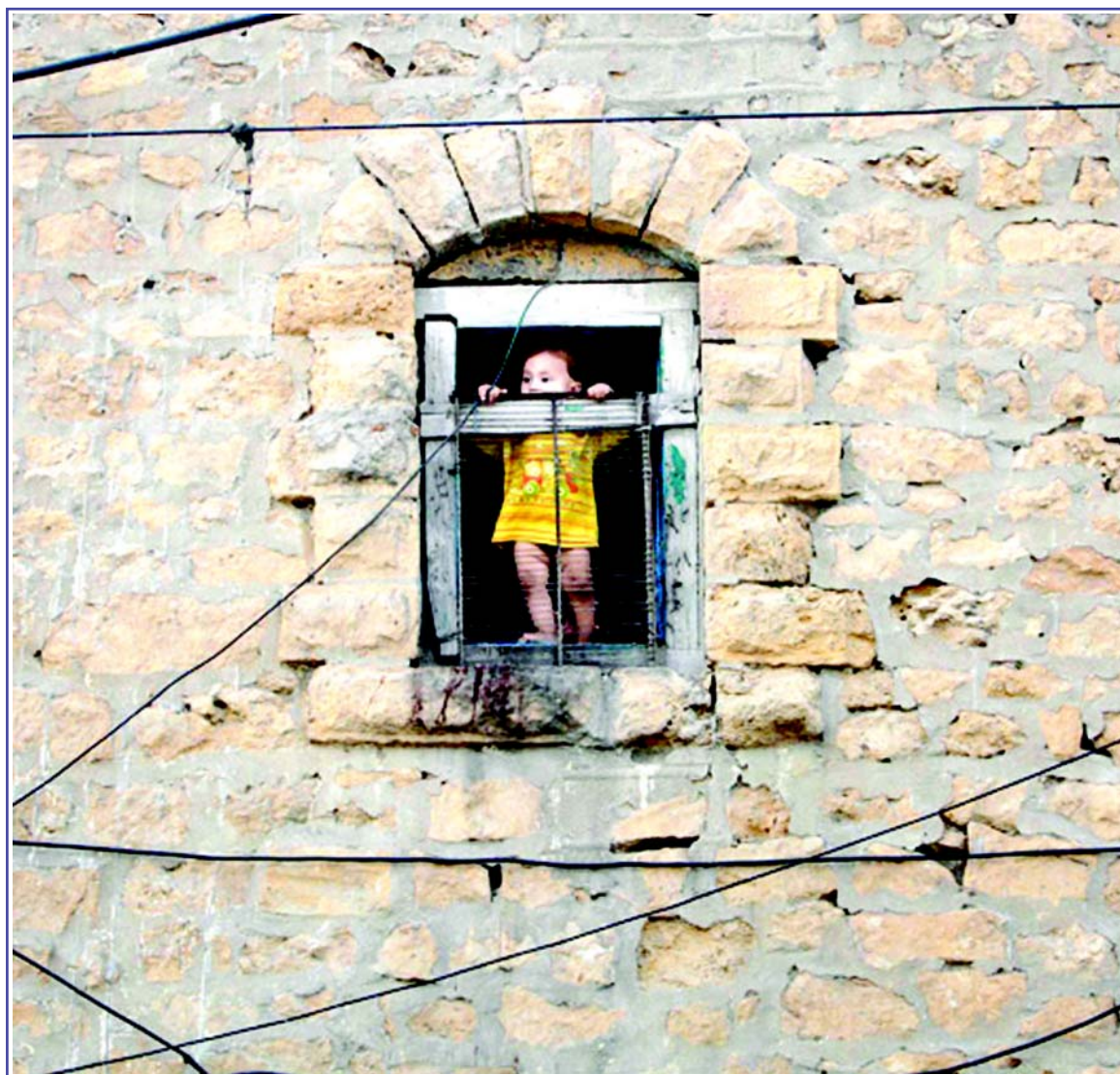
Depuis, sous couvert de «transparence», se multiplient les rumeurs sur les errements réels ou supposés de membres du monde politique français. On apprend ainsi qu'un secrétaire d'état de Sarkozy, se livrait à d'étranges attouchements sur ses secrétaires. Démissionné, le fétichiste ! Luc Ferry, ancien ministre pontifiant de Jacques Chirac, dénonce sur Canal +, la pédophilie, «notoire» d'un autre ministre, pas nommé évidemment.

Bref ! Un climat bien pourri. De quoi agrandir encore un peu plus la fracture déjà constatée entre les électeurs et les partis traditionnels. De quoi peut-être accroître le vote Front national. De quoi nourrir un peu plus la suspicion vis-à-vis des élites qu'elles soient politiques, financières, économiques, membres de l'intelligentsia, de la haute-administration, gourous des médias... Dans un sondage récent, 40% des Français n'ont aucune confiance dans les médias quand ils traitent de grands sujets internationaux comme l'affaire DSK, la révolution arabe ou l'accident nucléaire de Fukushima !

L'IMPOSSIBLE RÉGULATION FINANCIÈRE

Le spectacle un peu ridicule que donne la classe politique française pourrait même faire rire l'anarchiste qui sommeille en chacun de nous... si la situation internationale n'était pas aussi grave. Prenons trois dossiers d'importance, l'Euro, le nucléaire, le Moyen-Orient, et l'on ne pourra que constater l'agitation impuissante, la rhétorique ampoulée, le croc-en-jambe permanents échangés entre les principaux états de l'Union européenne.

Octobre 2008 : il y a vingt mois, le système économique mondial était furieusement ébranlé par une crise bancaire et financière. La planète allait payer chèrement les folies spéculatives accumulées par les dérives d'une libéralisation à tout-va des systèmes économiques et notamment de l'intense circulation des capitaux internationaux par le biais de produits financiers aussi miraculeux que bricolés. Cette économie de casino, menée par les seuls grands établissements financiers internationaux débouche sur une crise pire que celle de 1929. Pour éviter la banqueroute générale, les principaux états injectent des sommes folles pour sauver le système bancaire et pour éviter autant que faire se peut une récession générale de leurs économies. Et pour se faire, ces états s'endettent... auprès des banques qu'ils viennent



de sauver. Celles-ci, une fois la honte bue, recommencent à spéculer sur les états les plus faibles ! Comme la croissance est atone, le paiement de la dette devient difficile voire impossible pour certains pays. En Europe, la Grèce et le Portugal sont dans le rouge. L'Espagne, l'Italie, l'Europe de l'Est, l'Irlande ne vont pas très bien. La France pourrait suivre. Qu'importe ! Pour honorer leurs intérêts aux prêteurs, les états n'ont plus qu'à réduire leurs dépenses publiques, augmenter les impôts, couper les dépenses sociales. S'ils ne le font pas, les agences de notation les menacent de baisser leurs «notes» de solvabilité, ce qui augmenterait le coût du crédit qu'ils recherchent sur les marchés, entraînant des politiques de rigueur encore plus fortes...

Présentation caricaturale de mécanismes bien plus complexes ? A peine ! Rappel : le prêt est un métier à risques. Pour un prêteur, le taux d'intérêt demandé représente à la fois son gain et la couverture du risque d'insolvabilité de son client. Pas de risque zéro.

Les états sont de plus des débiteurs un peu particuliers. Ils possèdent une parade vis-à-vis de leurs créanciers. C'est la dévaluation. En baissant la valeur de leur monnaie, ils baissent la valeur de leurs emprunts et payent leur créancier en «monnaie de singe». C'est en partie pour cette raison que les États-Unis, nation la plus endettée du monde, sous-évalue sa monnaie. La Chine faite de même avec le Yuan mais c'est essentiellement pour stimuler ses exportations.

LES GRECS ET LES PORTUGAIS PAIERONT LA NOTE !

Les Européens ont prôné, à l'encouragement de l'Allemagne, dès sa constitution une politique d'un Euro fort. La Banque centrale européenne, les yeux fixés sur toute dérive possible de l'inflation, a encore rigidifié cette volonté. La dévaluation est deve-

nue dogmatiquement impensable. Seconde difficulté, l'Euro est inachevé : la création d'une monnaie unique ne s'est pas accompagnée de l'adoption de règles fiscales et budgétaires communes. Cette carence ne peut que favoriser le manque de solidarité entre les pays adhérents en cas de difficultés.

Les populations grecques et portugaises sont en train de payer chèrement l'addition de tous ces phénomènes mis bout-à-bout. Incapables de réguler le système financier international, les gouvernements européens subissent une nouvelle fois une spéculation qui frappe d'abord les économies les plus faibles de l'UE. Les mécanismes de régulation internes à l'Euro n'ayant pas été créés, la solidarité minimale fait place au retour des égoïsmes nationaux. Et Mme Merkel menace et admoneste : les économies des Allemands ne paieront pas les folles dépenses des Européens du sud.

Au résultat, l'Union européenne et le FMI imposent en Grèce et au Portugal, à la veille d'être en cessation de paiement, une cure d'une extrême austerité à des populations qui ne sont pour rien dans cette accumulation de malheurs. Le tout contre la promesse de quelques menues monnaies. Trois problèmes. 1) l'intégralité des fonds versés à la Grèce au cours de l'année 2010 a été affectée au remboursement des échéances sur la dette ancienne détenue essentiellement par les banques privées et les fonds d'investissements à risque. Il faut d'abord sauver les spéculateurs ! 2) Les plans de rigueur affaiblissent davantage une demande intérieure fragilisée : l'économie ne redémarre pas et les pays doivent constamment faire appel à de nouveaux emprunts. 3) par effet de contamination, cette crise d'un nouveau genre peut rapidement gagner des économies plus fortes. Sur le bateau Euro, la panique monte à bord et tout le monde tire à lui le gouvernail.

LES RETOMBÉES DE FUKUSHIMA SUR L'UE

Il y a trois mois, le 11 mars 2011, la côte-est nord de l'Archipel nippon subissait un tremblement de terre et un tsunami d'une ampleur exceptionnelle. Le même jour, la centrale de Fukushima voyaient trois de ses quatre réacteurs nucléaires s'arrêter sans que les dispositifs de refroidissement et de secours, endommagés, ne se mettent en marche. A ce jour, les fuites radioactives continuent.

Contrairement à Tchernobyl dans une URSS décomposée, l'accident nucléaire de très grande gravité intervient dans un pays très développé. L'incompétence de l'industriel Tepco dans la gestion de la crise, le désarroi manifeste des pouvoirs publics, l'inquiétude et le courage des Japonais rappellent avec force à l'opinion publique mondiale que le nucléaire est bien une énergie à part dont les potentialités immenses étaient à la hauteur des risques encourus par les populations.

Les gouvernements naturellement ont voulu rassurer. Dans l'UE, ils décident d'un audit de toutes les centrales. Hélas, la mesure bute encore sur d'incompréhensibles problèmes bureaucratiques. Et les opinions restent inquiètes. Avec 143 centrales nucléaires, l'Europe est en effet le continent le plus nucléarisé. Après l'épuisement du charbon, dépourvus de ressources énergétiques, inquiets devant la hausse continue du pétrole depuis 1973, les gouvernements de l'UE et tout particulièrement la France, ont résolument parié sur l'atome. Chaque hausse du baril les a confortés dans ce choix, de même que l'effet de serre et les débats sur le réchauffement de la planète : les centrales produisent peu de CO₂. Certes, les mouvements écologistes protestaient mais ils n'avaient guère encore d'influence, sauf dans le nord de l'Europe et particulièrement en Allemagne.

Fukushima change la donne en

profondeur. Mais loin de se concerter, les gouvernements ont réagi en ordre dispersé. Le gouvernement Merkel décide tout de go de fermer l'ensemble de ses centrales d'ici 11 ans. Celles-ci fournissent 22% de son énergie. L'industrie nucléaire française en fournit 75% et le pays est un exportateur important de technologies dans ce domaine. Autosuffisance énergétique, marchés extérieurs, sans oublier les inévitables connexions avec le nucléaire militaire, le dossier est chaud ! Mais les sondages indiquent néanmoins que 7 Français sur dix souhaitent un abandon du nucléaire. Pas facile pour l'exécutif en place. Nicolas Sarkozy ou son éventuel successeur pourront toujours gloser sur la très hâtive décision allemande (les énergies dites «alternatives» ne suffiront pas ; il faudra acheter plus de pétrole polluant et la note pour les ménages allemands sera plus lourde ; l'Allemagne continuera à acheter de l'électricité «nucléaire» à la France...), l'exécutif français sera bien coincé entre les impératifs économiques et l'état de l'opinion. Sur un sujet aussi stratégique et déterminant pour l'avenir européen, on aurait pu espérer une décision concertée de l'UE. Fallacieuse illusion !

ORIENT COMPLIQUÉ

Il y a cinq mois (seulement) la fuite honteuse de Ben-Ali en Tunisie ouvrait le 1^{er} chapitre de la révolution arabe en cours. On ne peut guère reprocher aux gouvernements européens d'avoir été surpris et médusés (nous le furent tous !) devant l'ampleur et la rapidité de ce mouvement qui toucha sous une forme ou une autre tous les pays arabes en quelques semaines. On n'en regrettera pas moins la calamiteuse gestion de la transition tunisienne par la diplomatie française.

La révolution arabe -le terme convient-il ? - porte à l'évidence de profondes aspirations démocratiques, sociales, égalitaires et le plus souvent pacifiques. Elle est néanmoins portée par des peuples très différents, dans des histoires politiques, des cultures, des contextes économique-politiques fort dissemblables. Les régimes en place sont également très hétérogènes. Les uns tentant de résister à tout changement, y compris par la répression comme en Syrie, les autres concédant, bon gré mal gré, des réformes qui seront longues à aboutir. Enfin, l'horizon économique mondial reste fort sombre.

Les réactions occidentales si l'on ne prend que les seuls pays européens frappent par leur caractère timoré, contradictoire et non dénué d'arrière-pensées. Les enjeux géopolitiques ou énergétiques ont rapidement retrouvé toute leur place. L'aventure militaire en Lybie garde, malgré le blanc-seing de l'ONU, un fumet irako-afghan. L'OTAN bombarde dorénavant Tripoli nuit et jour et la chasse à l'homme-Kadhafi est officiellement ouverte. On est loin de la croisade humanitaire...

En matière de coopération économique, les récentes promesses du dernier G20 sont restées très évasives et l'UE est inaudible. Les Européens n'ont pas confiance ou pire, ne se sentent pas concernés. On est loin de l'enthousiasme qui accueillait la libération des peuples de l'est au moment de l'effondrement de l'empire soviétique.

Les Européens peuvent se rattraper, notamment en reconnaissant clairement l'état palestinien lors du vote prévu à l'Onu, l'automne prochain !

De plus en plus de pères divorcés réclament la modification des lois régissant la garde des enfants et le droit de visite, promulguées sous l'égide de l'ex-première dame, Suzanne Mubarak, qu'ils considèrent comme "injustes". La question est au centre d'un vif débat.

Les papas montent au créneau



"Non à ce code de la famille qui a détruit la vie conjugale et a ébranlé la stabilité et la quiétude dans nos foyers !", "Non à des lois inventées de toutes pièces, contredisant la charia islamique et promulguées sous la pression d'al-hanem ! (ndlr : la première dame, désignant Suzanne Mubarak)", "Faites tomber ce statut personnel comme vous avez fait tomber l'ancien régime".

C'est ce qu'on pouvait lire sur les banderoles portées par des milliers d'hommes lors de la manifestation organisée devant le Centre des recherches islamiques. Objectif : obliger le gouvernement de Essam Charaf à amender le code de la famille, en particulier en ce qui concerne la garde des enfants en cas de divorce, la loi de la roïya (visite en arabe, qui signifie le droit du père divorcé de voir ses enfants) et le kholea (droit de la femme d'obtenir le divorce contre le renoncement à ses droits financiers).

Les pères divorcés ont décidé de mettre leurs revendications sous les feux de la rampe, partant du principe qu'il faut changer toutes ces lois injustes promulguées sous l'ancien régime déchu. Ce que veulent ces papas, c'est simplement de voir davantage leurs enfants. "Ce n'est pas parce que je suis divorcé de ma femme que je dois être séparé et coupé totalement de mon fils. Comment je peux construire une relation avec mon enfant alors que je ne le vois que 3 heures par semaine, en tout 6 jours par an ? ", se demande Mahmoud Abdallah, père d'un enfant de 5 ans et l'un des manifestants qui ont participé cette semaine à un sit-in devant l'institution d'Al-Azhar. D'autres papas ont organisé un sit-in devant le ministère de la Justice, demandant la démission du mufti et du cheikh d'Al-Azhar pour avoir approuvé des lois en contradiction avec la charia. Ils refusent que leur présence dans la vie de leurs enfants se limite à quelques heures de visite dans un lieu public. "Que signifie ce droit de roïya ? Mon ex-femme m'empêche de toucher mon enfant, j'ai seulement le droit de lui parler et de loin. Sommes-nous dans un musée ou quoi ? ", dit-il avec dérision. Et d'ajouter : "Combien de pères sommes-nous à purger une peine au seul tort d'être un homme ? Et ces mères veulent aussi prendre leurs enfants dans leurs bras. Combien d'enfants sont-ils à souffrir de ne plus le voir, ce père, qu'on leur enlève et rabaisse à leurs yeux ? ". Cela fait cinq ans que Mahmoud se bat pour la reconnaissance de ses droits de père. En 2006, il avait déposé une plainte auprès du Conseil national des droits de l'homme et celui de la maternité et de l'enfance, demandant leur intervention en faveur de l'amendement de la loi de la roïya. Une loi anticonstitutionnelle, selon lui, dans la mesure où elle prive les pères divorcés de leur droit légitime de revoir leurs enfants. "Depuis 1929, les clauses régissant le droit de visite des pères divorcés n'ont subi aucune modification substantielle, bien que la loi sur le statut personnel ait été amendée 4 fois. Est-ce de la justice ? Pourquoi les pères ne sont-ils pas traités comme les mères ? ", s'indigne-t-il. Pourtant, il continue son combat. Aujourd'hui, Mahmoud ne rate aucune manifestation sur la réforme du statut personnel. Il a aussi créé un groupe sur Facebook pour rassembler un maximum de partisans au principe de "visite partagée", afin de faire entendre leurs voix et revendiquer leur droit à alléger cette loi qui les empêche de passer plus de temps avec leurs enfants.

"La révolution du 25 janvier ne doit pas se résumer à la chute d'un dictateur, mais elle doit réellement inaugurer une ère nouvelle qui pourra accorder aussi bien aux hommes qu'aux femmes les mêmes droits", déclare Sameh, un autre manifestant qui confie n'avoir revu sa fille de quatre ans que de rares fois après son divorce. Sans loi sur l'autorité parentale partagée, il se sent humilié et seulement bon à claquer de l'argent. "Moi je revendique ma paternité. Ma fille ne sait même pas qui je suis, elle m'appelle oncle papa comme si j'étais une personne étrangère", dit-il avec indignation. Son ex-femme ne cesse de le nar-



guer en lui disant que viendra le jour où il pourra rencontrer sa fille dans la rue et être incapable de la reconnaître.

Le drame de Mahmoud et Sameh n'est pas unique. D'après les chiffres officiels du ministère de la Justice, l'Egypte compte 8 millions de pères qui se plient aux verdicts de la justice en attente de l'application du principe de la garde partagée. Le débat sur la garde partagée des enfants bat son plein sur Internet. "Ensemble contre les lois de Suzanne Mubarak concernant la garde de l'enfant", "Des enfants contre le statut personnel", "Révolution des hommes d'Egypte", "Mouvement pour sauver la famille égyptienne" ainsi que d'autres groupes et campagnes lancés sur les sites d'Internet par les pères divorcés et aussi par des salafistes. Ces campagnes appellent non seulement à des manifestations en boucle et sans arrêt devant le ministère de la Justice, l'institution d'Al-Azhar, le syndicat des Journalistes et celui des Avocats, mais aussi à la condamnation de Suzanne Mubarak, Mouchira Khat-tab, ex-ministre de la Famille, et toutes celles qui ont aidé à détruire la famille avec ce code de statut personnel. Les fondateurs de ces sites n'ont pas caché leur colère face aux propos de Nihad Aboul-Qomsane, activiste et chef du Centre égyptien des droits de la femme, qui les a taxés dans un journal de "bal-taguis et de voyous désirant voler les acquis des femmes".

Parmi les lois dont ils réclament l'amendement figure la loi 4 de l'année 2005 relative à l'âge de la garde de l'enfant. "Cette loi corrompue, préparée par le Conseil national de la femme et adoptée par le Parlement sous la pression de l'ex-première dame, doit être modifiée. Elle a des conséquences négatives sur la famille et l'avenir des enfants", explique Ihab Al-Bélbeissi, coordinateur médiatique du comité des libertés à l'ordre des Avocats. La loi accorde à la mère la garde des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans pour les garçons et de 14 à 21 ans pour les filles, selon le juge. Ce qui contredit, selon Al-Bélbeissi, la charia islamique qui accorde la garde jusqu'à 7 ans pour les garçons et 9 ans pour les filles, pour permettre au père de participer lui aussi à l'éducation de son enfant. "Le fait d'augmenter l'âge de la garde a affecté négativement la femme en lui faisant perdre son droit de reprendre une vie normale", affirme Al-Bélbeissi.

Il y a encore la loi n°1 pour l'année 2000 qui stipule que le conjoint qui n'a pas la garde a le droit de voir son enfant une fois par semaine durant trois heures. Une loi que beaucoup de papas considèrent illogique car elle va à l'encontre de l'intérêt de l'enfant. Leur revendication : la remplacer par une autre loi qui permette au père de prendre son enfant une journée, un week-end ou le garder un mois durant les vacances d'été.

La dernière revendication est la sup-

pression du kholea où la séparation entre le mari et la femme est définitive et il n'y a pas de possibilité de faire appel. "Il faut qu'on puisse faire appel contre les jugements du kholea, dans l'espoir que la femme pourra revenir à son mari. Sinon, cela va être le chaos, puisque ce phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur", souligne le conseiller Abdallah Bagaa. Et d'ajouter que jadis, la femme faisait tout pour protéger son couple. Aujourd'hui, elle n'hésite pas à détruire son ménage pour des raisons futiles, et tout cela à cause du kholea qui a empoisonné la vie conjugale.

Face aux attaques lancées par les sites masculins contre les droits de la femme au nom de la charia et soi-disant pour l'intérêt de l'enfant, les femmes n'ont pas gardé le silence. Des manifestations sont organisées par des femmes et des groupes sont constitués sur Internet pour défendre les droits de la femme. Nihad Aboul-Qomsane pense que les manifestations menées par les pères n'ont qu'un seul but politique, à savoir entraver la révolution et saper ses objectifs. "Pourquoi manifestent-ils à ce moment précis alors que le pays vit une période de déstabilisation et son économie est dos au mur ? Ces pères se sont-ils soudain rappelés leurs enfants ? C'est une contre-révolution. Certaines forces occultes ne ménageront aucun effort et ne rateront aucune occasion pour menacer le nouveau régime que les Egyptiens sont en train de construire", explique-t-elle. Et d'ajouter que ces pères prétextent l'intérêt de leurs enfants veulent en réalité humilier les femmes et les faire revenir à l'époque de l'esclavage. Aboul-Qomsane a accueilli avec joie la décision de l'Institution de la recherche islamique de reporter le débat au sujet de la loi de la roïya. Et ce n'est pas tout, puisque le ministre de l'Intérieur, Mansour Al-Essawi, a donné son accord pour que la nationalité égyptienne soit donnée aux enfants des femmes égyptiennes mariées à des Palestiniens. "Ce n'est pas l'effort de Suzanne Mubarak, mais celui des associations féministes qui ont lutté durant un quart de siècle pour parvenir à ce code de statut personnel qui, en premier lieu, ne contredit pas la charia et s'avère aussi être un gain pour la société égyptienne", renchérit Aboul-Qomsane. Avis partagé par plusieurs femmes qui tiennent à leurs droits et ne comptent pas les perdre après de longues années de lutte. "Et puisque la femme égyptienne était présente à la révolution du 25 janvier et que des femmes sont mortes dans cette révolution, il incombe à la révolution de défendre ses droits", conclut Nadia, divorcée et mère de deux filles âgées de 6 et 8 ans. Bien qu'elle accepte l'amendement de la loi de la roïya avec des garanties, elle ne cache pas ses craintes du risque que ses filles soient enlevées par leur père. La bataille est loin d'être finie.

Qatar 2022 empoisonne la Fifa

Des accusations de corruption pèsent sur l'attribution au Qatar du Mondial 2022.

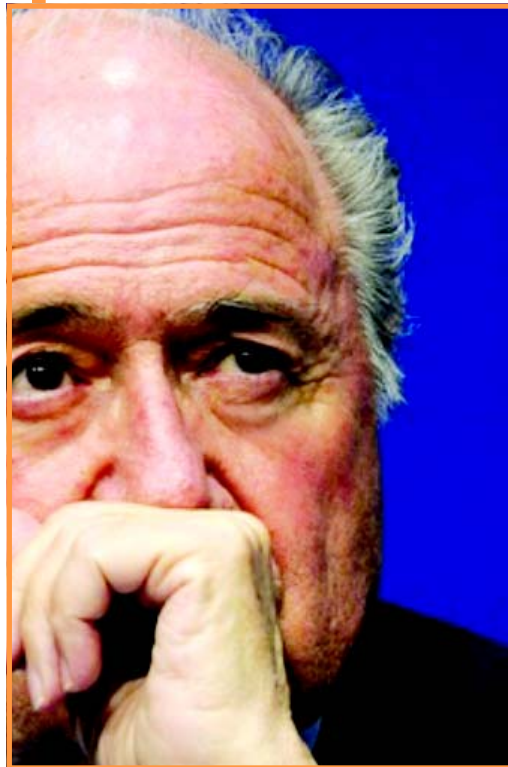
Joseph Blatter, président de la Fifa, a décrit son instance comme "un bateau dans des eaux mouvementées", estimant que c'était à lui "le capitaine" de "remettre le bateau sur le bon cours", en ouverture du congrès électif de la Fifa mercredi à Zurich. Le président en exercice, 75 ans, seul candidat à sa succession, doit être réélu mercredi après midi, alors que l'instance du football mondial est cernée par les accusations de corruption et minée par des enquêtes internes. Un nouveau coup dur pour l'image de la Fifa est survenue mercredi matin : la Fédération allemande a demandé un réexamen de l'attribution du Mondial 2022 au Qatar.

"Nous savons tous que le bateau de la Fifa est dans des eaux mouvementées, dans des eaux troubles, mais il faut remettre le bateau sur le bon cours ; je suis le capitaine, il m'appartient, à moi, la responsabilité de le faire, mais je peux seulement le faire avec votre aide, vous les 208 fédérations de la Fifa réunies ici : vous êtes le propriétaire de la Fifa", a déclaré Blatter lors de son discours. "Je suis certain que vous serez d'accord pour m'accompagner et pour dire que nous pouvons régler tous les problèmes à l'intérieur de la Fifa, avec des instruments de contrôle et de gouvernance pour renforcer ceux qu'il y a déjà, a-t-il souligné. Mais ce que j'appelle de mes vœux, c'est respect, discipline, fair-play, unité, solidarité et finalement confiance", a-t-il insisté.

PAS DE PREUVES

Le dossier du Qatar 2022 empoisonne la Fifa. Blatter avait déclaré lundi devant la presse qu'il n'y avait pas de preuve et donc pas de raison d'ouvrir une enquête sur l'attribution du Mondial 2002 au Qatar, en dépit d'une commission d'enquête parlementaire britannique et de révélations du Sunday Times début mai. "Le comité exécutif de la Fifa a été heureux de recevoir les allégations de Lord David Triesman (qui avait mis en cause des membres de la Fifa devant la commission d'enquête parlementaire britannique) : il n'y a pas d'éléments dans ce rapport qui amèneraient à une procédure", avait indiqué Blatter devant la presse à Zurich lundi. "Et le comité exécutif a été heureux, il n'a pas reçu de preuves du Sunday Times étayant ses allégations contre d'autres membres de la Fifa : il n'y a rien. La Coupe du monde 2022 ne sera pas touchée", avait-il conclu.

Le 10 mai, le député britannique Damian Collins avait affirmé que des éléments non encore divulgués d'une enquête de l'hebdomadaire Sunday Times prouveraient que le Camerounais Issa Hayatou, vice-président de la Fifa et président de la Confédération africaine (CAF), et un autre membre du comité exécutif, l'Ivoirien Jacques Anouma, avaient monnayé leur vote pour le Qatar.



Ben Ali, un ami si généreux

Séjours offerts, voiliers, hôtels somptueux, pendant plus de 20 ans, les élites politico-médiatiques ont profité des largesses du régime Ben Ali, fermant les yeux sur le l'aspect dictatorial et répressif. Un aveuglement complice qui explique largement la lenteur des réactions diplomatiques françaises au moment du déclenchement de la révolution de Jasmin. Dans Tunis et Paris, les liaisons dangereuses, les journalistes Nicolas Beau et Arnaud, reviennent sur cette histoire d'amour tragique.

Marianne

"Chez nous, c'est une star-gaie qui suit le dossier tunisien", voilà ce qui fut dit à Nicolas Beau en 1999 lors d'une conversation avec un des grands patrons des services de renseignements français. "Circulez, y'a rien à voir", tout va bien, la Tunisie est un pays ami. Dans Tunis et Paris, les liaisons dangereuses, un livre court qui fourmille d'anecdotes éclairantes sur l'ambiguïté des relations entre les deux pays.

Les journalistes Nicolas Beau et Arnaud Muller pointent particulièrement la diplomatie française, l'ambassadeur Pierre Ménat "totalement acquis au régime Ben Ali" en prend pour son grade : "les innombrables séances de karaoké que cet aimable émissaire organisait constituaient le seul exercice où il laissera un souvenir à Tunis". Moins féru de karaoké, son homologue américain, dans des notes révélées plus tard par Wikileaks décrivait, lui, le caractère "quasi mafieux" de l'Etat tunisien.

Les liaisons apparaissent toutes aussi douteuses sur le plan commercial. C'est le cas de Marouane Mabrouk qui retient l'attention. A la tête des franchises de Géant et Monoprix en Tunisie, patron d'Orange Tunisie, accessoirement gendre de Ben Ali, il est depuis toujours un allié privilégié de la France et continue de travailler aujourd'hui à Tunis.

En février, sur son blog, Nicolas Beau racontait que "si Mabrouk explique qu'il est en instance de divorce avec son épouse depuis un an, il continue à gérer les biens mal acquis sous le règne du beau père. Il possède en effet des participa-

tions dans d'innombrables affaires: orange, Le Moteur (Fiat et Mercedes, la BIAT, la GAT, Géant et Monoprix le Golfe d'Hammamet. Sans parler des ses innombrables biens immobiliers dont j'ai pu visionner la liste". Autant de biens acquis avec les procédés du régime Ben Ali.

Les autorités ont gelé tout ses avoirs en avril 2011 mais son sort serait suivi de très près par les autorités françaises.

LONGUET ET JEAN-MARC SYLVESTRE SUR UN VOILIER AUX FRAIS DU PRINCE

Sur un plan plus politique, passons sur l'époque bénie où Chirac évoquait "le miracle économique tunisien" en 1995 ; sa réélection de 2002, la quasi-totalité des ministres de son gouvernement iront se pavaner sur les plages tunisiennes, les stars des médias en feront leur destination favorite souvent aux frais du prince Ben Ali. La récente révélation des inrocks, évoquant un séjour de l'actuel Ministre de la Défense, Gérard Longuet, accompagné de son ami, le journaliste économique Jean-Marc Sylvestre dans un hôtel de luxe du pays pris en charge par le régime "Ben Ali" en est une nouvelle preuve.

A l'époque conseiller politique du patron de l'UMP, un certain Nicolas Sarkozy, le séjour est organisé par l'Agence tunisienne de Communication externe (ACTE), "le bras armé de l'ex-pouvoir tunisien pour organiser des séjours agréables aux politiques et aux journalistes étrangers" écrivent les Inrocks. Pour l'anecdote Longuet et Jean-Marc Sylvestre, des habitués de ce type de séjour, tous frais payés, bénéficieront d'un voilier de 17 mètres de long pour leur petite escapade.



Les communicants tunisiens n'ont rien à envier à leurs homologues européens. En janvier 2011, alors que la révolte démarre, le magazine Tunisie Plus consacre sa une à "Séguéla, fils de pub, fils du sud". Propriété d'Hosni Djemali, connu pour ses invitations dans ses établissements luxueux, Tunisie Plus est un trimestriel à la gloire du régime auquel collaboreront plusieurs grandes plumes de la presse française.

Les amis de la Tunisie de Ben Ali sont légions, mais c'est Philippe Séguin qui apparaît comme "l'allié indéfectible". En reconnaissance, Ben Ali lui "offrira" d'ailleurs en 1997 l'appartement d'enfance où il avait vécu avec sa mère. Rencontré par les auteurs, le propriétaire de cette médina spoliée de son bien par le pouvoir, est un entrepreneur franco-tunisien qui a sa carte à...l'UMP et n'a toujours pas avalé la couleuvre.

"Le gouverneur de Tunis m'avait expliqué que Ben Ali voyait en Philippe Séguin un futur premier Ministre" raconte Mhadheb el Jed, qui récupérera son bien en 2003 après des négociations au forceps avec Philippe Séguin.

DES AUTORITÉS POLITIQUES PARFAITEMENT INFORMÉES DES DÉRIVES DU RÉGIME

En revanche Mitterrand ne goûtait guère la compagnie du dictateur tunisien, pas plus que son entourage : "un, c'est un flic, et deux, un flic qui est con" disait Védrine. Mais jamais la diplomatie française ne coupera les ponts avec le régime : une seule raison, la menace islamiste. Largement manipulée après les attentats du 11 septembre, qui se révéleront une "divine surprise" pour le régime qui s'affiche comme un rempart.

Défenseur de la presque dernière heure de son ami Ben Ali, dont il appréciait les commandes d'Airbus et autres centrales thermiques, Sarkozy a toujours vanté une Tunisie soucieuse des "libertés publiques". Une phrase comprise comme un encouragement au pouvoir en place.

Plus près de nous, les auteurs reviennent évidemment sur l'épisode MAM, épinglée à son tour, tant ses conflits d'intérêts pèseront dans son aveuglement coupable à l'égard du mouvement révolutionnaire. Toutes les ambiguïtés et les

incohérences des relations franco-tunisiennes sont mises au jour. Tant les complaisances de la gauche que les complicités de la droite. Mais c'est surtout l'aveuglement complice des élites françaises lors des crises arabes qui frappe.

Yves Aubin de la Messuzière, ambassadeur de France en Tunisie de 2002 à 2005, considéré par les auteurs, comme le seul ambassadeur véritablement compétent de ces 25 dernières années, expliquait dans une tribune publiée dans Libération que l'ambassade avait informé Paris de la dégradation des libertés publiques, de la corruption et de l'exaspération de la jeunesse.

"Les autorités politiques françaises étaient donc parfaitement informées des dérives du système ben Ali, qui rejetait toute référence à la question des droits de l'homme (...). L'expertise du Quai d'Orsay était négligée", écrit-il. Pourtant, au quai d'Orsay, la "séquence tunisienne" est qualifiée de "trou noir". Un constat qui devrait contraindre la France à engager une réflexion de fond sur sa politique au Proche-Orient et en Afrique du Nord et à être beaucoup plus attentive à l'évolution des sociétés arabes et notamment à leur jeunesse.

Arabie Saoudite : les femmes au volant, non merci

Courrier
INTERNATIONAL

L'affaire de Manal Al-Charif, la courageuse Saoudienne arrêtée [le 21 mai] par la police suite à une vidéo postée sur Youtube la montrant en train de conduire sa voiture, continue de prendre de l'ampleur au niveau national et international. Les uns soutiennent le droit des femmes de conduire leur voiture, les autres profèrent les pires menaces et brandissent leurs aqals [cordes servant à maintenir le keffieh sur la tête]. Certains déclarent même qu'il est licite de verser le sang de celles qui oseraient participer à la manifestation de femmes au volant, prévue pour le 17 juin.

Cette question surgit toujours dans un contexte de crise politique. La dernière fois qu'elle a été débattue avec autant de vigueur c'était en 1991, lors de la fameuse manifestation de Riyad, où des femmes avaient pris collectivement le volant dans les rues de la capitale. Le pays traversait alors la crise la plus dangereuse de son histoire, suite à l'occupation irakienne du Koweït et au déploiement de troupes occidentales sur son sol.

Aujourd'hui, le pays est encore en crise. Face aux révolutions arabes qui mettent à mal son influence régionale, il se fige dans l'immobilisme. A l'intérieur, le chômage touche de plus en plus de jeunes. Certes, beaucoup sont envoyés étudier à l'étranger, mais ils reviendront dans cinq ou six ans et le problème se posera alors avec d'autant plus d'acuité. Quant aux femmes, elles ont encore plus de mal

En pleine vague de révolutions arabes, la société saoudienne semble se passionner pour un seul sujet : l'interdiction faite aux femmes de conduire leur voiture. Encore une fois, le sujet permet de faire diversion des questions institutionnelles et sociales, estime Al-Quds Al-Arabi.



à trouver un emploi, et si elles en trouvent, elles ne peuvent s'y rendre qu'en embauchant à leur tour un chauffeur. Et gare à celle qui demanderait de conduire elle-même ; elle risque d'être qualifiée de "pute".

Un tel anathème est surtout révélateur d'une crise concernant la mentalité des hommes, hommes auxquels il ne reste pas plus

que l'aqal pour affirmer leur virilité. C'est l'arme de celui qui se sent sur la défensive, aliéné dans sa dignité et dépouillé de son pouvoir. Cette crise de la virilité est le résultat de décennies de dépossession et d'humiliation. Les frustrations des hommes se tournent contre les femmes, seul domaine où le régime laisse les gens s'exprimer.

Les relations entre les dictateurs et les femmes sont une vieille histoire, et je ne parle pas tant des harems qu'ils entretenaient que de l'usage qu'ils en font pour redorer leur blason et renforcer leur soft-power. Aux femmes de se débarrasser de la légende qu'elles peuvent obtenir leurs droits de la part d'un tyran qui bafoue ceux de son père, de ses frères et de ses fils.

Si les conflits à l'intérieur de la société saoudienne ne s'expriment que sous forme de guerre des sexes c'est parce que le pouvoir y a intérêt. Les camps qui s'opposent sont toujours les mêmes. D'un côté, les gardiens de la morale qui se consolent de toutes leurs défaites face à la modernité par leur "victoire" contre les femmes. De l'autre, les "libéraux" et consorts qui érigent le droit de conduire des femmes en question centrale, quittes à en oublier les demandes de représentation politique, de société civile, de syndicats, d'une constitution, de la distribution juste des richesses, de la lutte contre la corruption, des droits politiques. Ainsi, ces deux camps épuisent leurs forces dans une polémique ritualisée, tandis que le pouvoir contemple le spectacle du haut de son palais, sûr qu'à la fin, ce sera la défaite des hommes dans leur ensemble.

Le courage de Manal Charif ne souffre aucun doute, ni celui des hommes de sa famille qui la soutiennent. Toutefois, rien ne sert autant le régime tyrannique que l'agitation de cette question-là. Elle permet surtout de faire diversion d'autres sujets, plus fondamentaux. Et cela occupe les acteurs qui y voient une cause à la hauteur de leurs capacités, c'est-à-dire ne nécessitant pas d'affronter le pouvoir.

Les mystères de la bactérie tueuse qui affole l'Europe

LEFIGARO

Depuis quelques jours, les autorités sanitaires européennes se livrent à une véritable enquête policière et à une course contre la montre pour remonter la piste d'une nouvelle épidémie. Principal suspect : une bactérie *Escherichia coli*, accusée de provoquer des diarrhées sanglantes et des complications rénales. Hier, l'Europe comptait 1000 malades, en Allemagne, en Angleterre, aux Pays-Bas, en Suisse, en Autriche. En France, six cas suspects, dont trois concernent des Allemands, sont en cours d'investigation. Tous avaient séjourné en Allemagne. Quinze décès sont à déplorer en Allemagne, un en Suède.

OÙ EN EST L'ENQUÊTE SANITAIRE ? EST-CE VRAIMENT LE CONCOMBRE ?

Dans un premier temps, la bactérie mortelle a été imputée à des concombres espagnols importés en Allemagne. Mais les autorités allemandes ont admis mardi que les dernières analyses montraient que le légume incriminé ne portait pas la bactérie.

Seules les selles des malades contiennent de l'*Escherichia coli* entérohémorragique (EHEC). L'hypothèse d'une contamination végétale est cependant maintenue. Les tomates et les salades vertes sont suspectées. La question reste entière : les légumes ont-ils été contaminés en Espagne, en Allemagne, durant le transport ?

Lundi prochain, tous les ministres de la Santé européens se réuniront à Luxembourg pour faire le point. François Grossetête, député européen, rappelle "la nécessité d'étiqueter les produits pour connaître leur origine".

La bactérie Eceh a déjà fait seize victimes et infecté plus de mille personnes. Les autorités allemandes ont disculpé mardi le concombre espagnol.



QU'EST-CE QUE LE SYNDROME HÉMOLYTIQUE ET URÉMIQUE (SHU) ?

Le SHU est une complication grave, parfois mortelle, des infections digestives à des bactéries *Escherichia coli* entérohémorragiques (EHEC), types de colibacilles qui produisent des shigatoxines. Après 3 à 7 jours d'incubation, ces infections se révèlent par une diarrhée, qui peut être sanglante. Neuf malades sur dix guérissent en une dizaine de jours. Un SHU survient dans 10 % des cas, lié à la diffusion de la toxine. Il se caractérise par une insuffisance rénale aiguë, une anémie et une thrombocytopénie (baisse des plaquettes). Cette complication est mortelle dans 3 à 5 % des cas, un

malade sur deux garde des séquelles rénales. Une centaine de cas sont recensés chaque année en France, principalement chez des enfants de moins de 15 ans.

COMMENT SE TRANSMETTENT CES INFECTIONS ?

Les bovins, qui sont porteurs sains, sont le principal réservoir naturel. La transmission à l'homme se fait le plus souvent par ingestion de viande bovine insuffisamment cuite (steaks hachés par exemple) ou de produits à base de lait cru. L'eau et d'autres aliments comme les légumes, contaminés par des matières fécales, peuvent aussi être une source d'infection. Une transmission interhumaine directe est possible. De nombreux

sérotypes d'ECEH sont recensés, le plus fréquent est O157 : H7.

QUELLES SONT LES PRÉCÉDENTES ÉPIDÉMIES ?

Les deux premières épidémies dues à ces colibacilles producteurs de shigatoxine ont été rapportées en 1982 aux États-Unis. Au total, une cinquantaine de personnes ont été infectées par des colibacilles O157 : H7 via des steaks hachés. En 1996, en Écosse, ce sont plus de 500 personnes qui ont été victimes de ce même sérotype, également en mangeant de la viande de bœuf. L'épidémie la plus importante a été enregistrée au Japon, en 1996. Plus de 9 400 cas, dont 12 mortels, avaient été recensés, contaminés par des germes de ra-

dis. En 2000, au Canada, 2 000 cas d'infections ont été identifiés parmi les 4 600 habitants de la ville de Walkerton. Dans cette zone d'élevage intensif de bovins, l'infection s'était transmise par l'eau de boisson.

QUELLES SONT LES PRÉCAUTIONS À PRENDRE ?

De façon générale, ces bactéries sont détruites par la chaleur, "deux minutes à 70 degrés ou une minute à 100 degrés", précise le Pr Patrick Berche, microbiologiste (hôpital Necker, Paris). Actuellement, il n'y a, selon lui, aucune raison de ne pas consommer de crudités. "Les seules précautions sont de se laver les mains avant et après la préparation des crudités, et de laver soigneusement les légumes et fruits, éventuellement à l'eau chaude", insiste-t-il.

QUELLES SONT LES PARTICULARITÉS DE L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE ?

La première est le sérotype en cause, O104. "C'est exceptionnel, je n'ai guère eu qu'un cas il y a plusieurs années, indique le Pr Édouard Bingen (hôpital Robert Debré, Paris), dont le laboratoire est associé au Centre national de référence *E. coli*-Shigella. Ce sérotype O104 a déjà été à l'origine d'une épidémie aux États-Unis, en 1994. "C'est curieux d'avoir une souche très virulente et d'emblée résistante à des antibiotiques puissants comme les céphalosporines de troisième génération", ajoute le Pr Berche. Par ailleurs, l'épidémie actuelle touche en majorité des femmes, alors que le syndrome hémolytique et urémique concerne habituellement des enfants. Une différence qui, selon le Pr Bingen, est peut-être liée à l'origine de l'infection : steak haché le plus souvent, crudités dans le cas présent.



Rue89

Roland-Garros me paraissait être le job étudiant idéal. Le salaire : le smic-horaire. Le travail : beaucoup d'heures en peu de temps - quinze jours, durée de l'événement. Ça semble un bon moyen de financer rapidement

mes vacances d'été. J'ai aussi l'espoir d'apercevoir certains matchs, ce qui, je ne le sais pas encore, se révélera impossible.

Tous les jours, je vois passer des représentants de grandes sociétés françaises, de filiales en tout genre qui vont déjeuner en club privé, pendant trois heures. L'air où je me trouve est en plein soleil, mais je n'ai malgré tout pas

Hôtesse à Roland-Garros : abus social, épuisement et insolation

Je suis convoquée tous les jours à 9h30 pour le debriefing de la veille. Ce temps est considéré comme une demi-heure de "courtoisie", pour laquelle je ne suis pas payée. Malheur à moi si j'arrive ne serait-ce que dix minutes en retard à ce debriefing gratuit ! Un hôte s'est déjà fait renvoyer pour cela. Qui se préoccupe de la condition des hôtesse d'accueil ?

le droit de bouger. Il m'est arrivé de cramer entièrement, sans pouvoir rien faire : lunettes et chapeau nous sont interdits. Deux hôtesse des restaurants qui jouxtent le mien sont toutes les deux tombées dans les pommes durant la pause déjeuner.

IMPOSSIBLE D'ALLER AUX TOILETTES OU DE S'ASSEOIR

Environ 400 hôtes et hôtesse dépendent d'une agence sélectionnée par le tournoi. Ils s'occupent du contrôle des billets d'entrée aux courts, aux clubs et aux restaurants privés en tout genre dont les clients sont friands. Les hôtesse qui s'occupent des loges, de l'accompagnement des VIP ou des stands de renseignements ne dépendent pas de cette agence. Elles sont elles-mêmes révoltées par nos conditions de travail.

Une grande responsabilité pèse sur nous : celle de ne laisser aucune personne entrer dans un court ou un lieu privé sans le titre approprié. Si cela se produit, l'hôtesse responsable est immédiatement renvoyée. Il nous est donc impossible d'aller aux toilettes ou de nous asseoir un instant. Nous travaillons parfois plus de douze heures par jour, avec en tout et pour tout une heure de pause déjeuner, et quinze minutes dans

l'après-midi. Nous sommes employés saisonniers, pour la plupart étudiants. Nous avons entre 18 et 22 ans.

SIX HEURES DEBOUT EN PLEIN SOLEIL

Proche du malaise, l'une de mes collègues prévient sa supérieure, la chef-hôtesse, de son état. Elle lui demande l'autorisation de quitter son poste quelques instants, le temps d'aller chercher du sucre dans le restaurant d'en bas. La chef hôtesse refuse. Les deux évanouies de midi sont quant à elles tenues de retourner à leurs postes après dix minutes de repos à l'infirmerie, si elles ne veulent pas perdre leur après-midi de salaire.

Je travaille de 9h30 à 22 heures, avec une heure de pause de 15 heures à 16 heures. Une heure pour laquelle je dois compter quinze minutes de marche à l'aller et quinze minutes au retour pour rejoindre les vestiaires. Car bien sûr, il nous est interdit de téléphoner, fumer ou manger devant les spectateurs du tournoi.

Après six heures debout en plein soleil, ma chef-hôtesse m'accorde l'immense privilège de me faire bénéficier d'un quart d'heure de pause à... 16h30. L'heure à laquelle ma peau est rouge vif et mes yeux dignes de ceux de Dracula. J'arrive à peine à les ouvrir à cause de la fati-

que et du soleil que j'ai pris en plein visage toute la journée.

HEUREUSEMENT, IL PARAÎT QU'IL VA PLEUVOIR DEMAIN

Evidemment, toute demande de pause supplémentaire est mal vue : certains tiennent les douze heures quotidiennes, durant quinze jours sans broncher. Tout cela me semble un peu illégal, et ne reflète pas à mon goût le tournoi de prestige, le miroir du sport français qu'est censé représenter Roland-Garros.

Toutes les hôtesse de ma "team" partagent ces mêmes conditions. Une "révolte" paraît difficile, puisque tout le monde n'est pas en poste au même endroit. La perception de ces heures de travail est donc très variable selon que l'on se trouve à l'intérieur ou à l'ombre durant la journée.

L'agence qui nous emploie profite du manque d'expérience du monde du travail de la plupart des jeunes hôtesse et leur impose des conditions draconiennes. Dommage que ce ne soit plus la période pour trouver des jobs d'été : je me sens obligée de retourner au travail demain. Au final, il n'est pas impossible de tenir jusqu'à la fin de la journée. C'est juste particulièrement difficile. Heureusement, il paraît qu'il va pleuvoir demain...

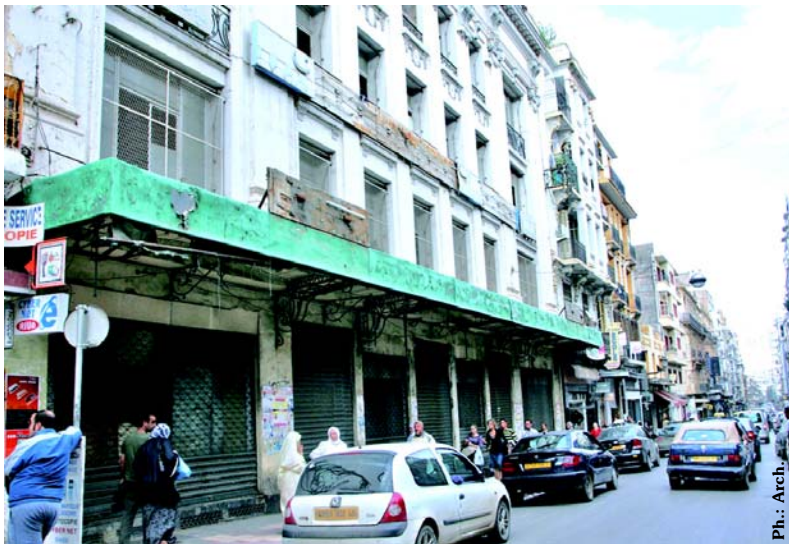
Les galeries de la rue Larbi Ben M'hidi classées monument historique

Houari Barti

C'est désormais officiel : les anciennes Galeries d'Oran, bien public affecté depuis 2007 au ministère de la Culture, viennent d'être classées «monument historique» à la faveur d'un arrêté publié au Journal officiel de la République n° 28 du 18 mai dernier. Signé par la ministre de la Culture, Mme Khalida Toumi, l'arrêté en question, qui date du 1er décembre 2010, porte «ouverture d'instance de classement des anciennes Galeries d'Oran.»

Dans son article 3, le texte en question stipule que «le ministre chargé de la Culture notifie par voie administrative l'arrêté d'ouverture d'instance de classement au wali de la wilaya d'Oran aux fins d'affichage au siège de l'Assemblée populaire communale d'Oran durant deux (2) mois consécutifs, qui commencent à courir dès réception de la notification transmise par le ministre chargé de la Culture.»

Aussi, est-il noté (article 4), que «les propriétaires du monument historique, objet du présent arrêté, ainsi que les propriétaires des biens si-



Ph.: Arch.

tués dans sa zone de protection peuvent présenter leurs observations écrites sur un registre spécial tenu par le directeur de la culture de la wilaya d'Oran».

A noter que les Galeries d'Oran sont délimitées au nord par la rue des Aurès, à l'est par un bien bâti, au sud par la rue Larbi Ben M'hidi et à l'ouest par un bien bâti. Le tex-

te précise également la délimitation de la zone de protection qui est de 200 m à partir des limites du bien culturel. Aussi, est-il ajouté que «le classement s'étend sur la superficie de l'assiette qui est de 1.265m² et à la superficie du bien bâti composé d'un rez-de-chaussée et de quatre étages, qui est de 5.890 m², ainsi qu'à sa zone de protection.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne en prospection à Oran

Mokhtaria Bensaâd

En visite d'exploration hier à Oran, l'ambassadeur britannique à Alger, Martyn Keith Roper, a annoncé la tenue d'une rencontre au mois d'octobre à Alger pour discuter des mesures à prendre dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Selon le représentant diplomatique du Royaume-Uni, la coopération dans ce domaine entre les deux pays se poursuit du fait du rôle clé que peut jouer l'Algérie dans la lutte antiterroriste. L'ordre du jour de cette rencontre, qui vient après celle tenue au mois de décembre à Londres, est l'examen de la question du paiement de rançons contre la libération des

otages. La position de la Grande-Bretagne et de l'Algérie sur ce point est très claire, affirme l'ambassadeur. Les deux pays refusent de payer des rançons et tous les efforts seront déployés dans ce sens.

Sur la position de l'Algérie par rapport à la révolution en Libye, et notamment son absence à la dernière réunion du groupe de contact à Londres, le représentant diplomatique du Royaume-Uni s'est abstenu de faire tout commentaire sur le sujet, se contentant juste de souligner, à propos de la position de l'Algérie, que «c'est au gouvernement algérien de décider». Il déclare cependant, concernant la révolution libyenne, que «nous voulons que Kadhafi quitte le

pays et qu'un dialogue politique entre les parties soit établi».

Concernant sa troisième visite à Oran à la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO), M. Martyn Keith Roper a exprimé la volonté du Royaume-Uni de coopérer avec l'Algérie dans le domaine économique, dans le secteur de l'énergie, de l'éducation et le bâtiment. Sa visite donc dans cette wilaya est une visite d'exploration dans le seul but de réaliser des projets en commun.

Il a annoncé, d'autre part, le projet de création, ici à Oran, d'un centre de la langue anglaise et de la possibilité de coopération avec l'université pour assurer la formation des professeurs.

Le RND réunit ses cadres locaux

M. Mazari

Le bureau de wilaya du Rassemblement national démocratique (RND) vient de tenir sa 4e session, en présence des responsables et des élus locaux du parti.

Ces derniers ont été, en effet, réunis pour débattre des travaux de la dernière session du conseil national

tenue les 7 et 8 avril 2011 à Zéralda, ainsi que de la situation politique, économique et sociale de la wilaya d'Oran. Des discussions ont également eu lieu sur la situation organique du parti, ainsi que sur les directives de la direction du parti, notamment en ce qui concerne la présence des femmes dans les assemblées élues et l'intensification des rencontres avec

les élus et les sympathisants du RND.

Il a été préconisé, entre autres, la préparation de cinq conférences régionales pour la formation des membres du parti. Les responsables locaux du parti ont saisi l'occasion pour saluer la décision du Président de la République de lever l'état d'urgence, ainsi que les réformes engagées, notamment les grands projets du plan quinquennal.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Continue !



aura ni automobilistes ni flâneurs.

Les lignes auront alors plus de temps pour sécher et les ouvriers encore davantage de temps qui ne leur permettra plus de «sécher» leur travail. Ça, ils le savent, les vaillants ouvriers. Mais, malheureusement, c'est pas possible.

Tracer des traits blancs sur une chaussée noire, la nuit, vous vous imaginez! Ils ne sont pas des tagueurs, ma tagouche, les ouvriers. C'est une affaire de précision. Les traits sur la chaussée, c'est pas rien, même si c'est trois fois rien ! C'est une question de jour, pas de nuit. Il y va de l'interprétation des signes.

Le passage piéton par exemple, c'est pas comme la ligne continue: il peut être clouté mais il est surtout discontinu comme le jour et la nuit. C'est grâce aux lignes continues que la vie continue. Faut donc de temps à autre les revoir. Comme la Constitution.

Sit-in des travailleurs de l'ex-ENCG devant la wilaya

Djamel B.

Sans salaires depuis trois mois, les travailleurs de l'Entreprise des corps gras d'Oran CO.GO, (ex-ENCG), sise à Es-Sénia, ont tenu, hier matin, un rassemblement devant le siège de la wilaya d'Oran. Cette action de protestation fait suite à un ras-le-bol généralisé des travailleurs, qui ont à maintes reprises dénoncé leurs conditions socioprofessionnelles auprès de toutes les instances concernées, sans toutefois que leurs revendications soient prises en charge. Une délégation des travailleurs devait être reçue par le wali d'Oran. Il y a une vingtaine de jours, ces mêmes travailleurs avaient lancé un appel pressant au secrétaire général de la centrale syndicale pour intervenir et mettre un terme à leur calvaire.

Dans une correspondance adressée par la section syndicale au secrétaire général de l'UG-

TA, dont une copie nous a été transmise, les représentants des travailleurs indiquent que «le directeur général de la filiale Alger et Oran nous a indiqué le 28 avril dernier, lors de sa visite au siège de la filiale CO.GO, qu'il avait des difficultés à verser les salaires en retard », lit-on dans cette correspondance.

Selon les représentants syndicaux, le même responsable leur a clairement signifié qu'il n'y aura pas de paiement de salaires tant que l'Etat ne lui aura pas versé son chèque de subvention. Les mêmes interlocuteurs affirment que «les autres filiales de l'ex-groupe ENCG, en production, ont bénéficié des augmentations de salaires avec rappels ainsi que des primes et indemnités...».

Il y a lieu de signaler que le problème des retards dans le versement des salaires et le non-respect des engagements par le partenaire ont été à l'origine de plusieurs actions de protestation.

150 millions volés et récupérés Une femme chef de bande et ses complices arrêtés

K. Assia

Agissant sur la base d'une plainte déposée par la victime du vol de 150 millions de centimes, les éléments de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran sont parvenus à démanteler une association de malfaiteurs dont le cerveau du groupe n'est autre qu'une femme. Ainsi, quatre personnes ont été arrêtées dans le cadre de cette affaire et présentées, avant-hier, devant le magistrat instructeur près le tribunal de cité Djamel pour association de malfaiteurs et vol avec menace à l'arme blanche : ils ont été placés sous mandat de dépôt.

Les faits remontent au début de la semaine, lorsque les mis en cause avaient guetté leur victime qui se trouvait dans le quartier des Castors en possession de ladite somme et s'appropriait à acheter du matériel. Les malfaiteurs, usant de leurs armes blanches, n'ont pas hésité à terrori-

ser leur victime pour la délester des 150 millions et de prendre la fuite. Mais la plainte déposée a permis aux enquêteurs d'identifier les auteurs et de neutraliser la femme à l'origine de ce vol. Les policiers ont récupéré l'argent et arrêté les mis en cause.

D'autre part, deux autres individus âgés respectivement de 41 et 27 ans ont été arrêtés dans une affaire similaire. Les mis en cause avaient délesté leur victime de 30 millions de centimes juste à la sortie de l'agence CNEP sise dans le même quartier, et ce après que celle-ci eut retiré de l'argent pour l'acquisition d'un logement. Après leur acte, les malfaiteurs ont pris la fuite, abandonnant leur victime en état de choc. Mais grâce aux signalements de témoins, les services de la 2e sûreté urbaine ont réussi à les appréhender dans le quartier de Derb. Les policiers ont récupéré l'argent et présenté, avant-hier, les mis en cause qui ont été placés sous mandat de dépôt.

Un dealer sous les verrous

Un individu âgé de 50 ans a été appréhendé pour commercialisation de stupéfiants par les éléments de la 1ère Sûreté urbaine. Plus de 30 comprimés psychotropes ont été trouvés en sa possession, en plus d'une somme d'argent provenant de l'écoulement des produits psychotropes.

C'est lors d'une transaction que le dealer a été arrêté, en plus d'un deuxième individu. Les deux personnes ont été placées sous mandat de dépôt.

Par ailleurs, deux autres malfaiteurs ont été aussi mis hors d'état de nuire pour vol à l'arraché dans le quartier de M'dina Jdidia. K. A.

Introduction de la coronographie au CHUO

L'acquisition d'une sonde permettant des examens de cardiologie plus performants a permis de mettre en place au niveau du pavillon de cardiologie un service spécialisé en coronographie qui a bénéficié de l'affectation de quatre cardiologues for-

més sur cet équipement moderne. Hier, ce sont deux patients qui ont été examinés au niveau de ce service, qui prendra désormais des cas de malades qui allaient dans des cliniques privées pour cet examen et déboursaient 30.000 dinars. S. C.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Bakouk Zohra 75 ans BC 1 N° 4 cité Laurier rose Maraval
Jilali Safia 76 ans, 645 coopérative grand Maghreb Gambetta
Mardasse Fatima 75 ans 50 Bd colonel Ahmed Abderrazak

Horaires des prières pour Oran et ses environs

07 rajab 1432				
El Fedjr 03h58	Dohr 13h02	Assar 16h51	Maghreb 20h21	Icha 22h00





À LA RECHERCHE DES PORTIONS MAGIQUES

BRAVO AUX DERNIERS GAGNANTS !!

HOUNASS AZIZA MERIEM (ALGER)

DERBOUCHE NOUREDDINE (BLIDA)

BENZINA YAHIA (AIN TIMOUCHENT)

LEBNI BENOUDA (BEJAIA)

YAKOUB ZOHIR (BEJAIA)

TITAOUINE NASAR (ANNABA)

BENSGHIR MERIEM (EL OUED)

BELBOUKI HICHEM (BATNA)

FOUDILE YACINE (BEJAIA)

GHENASSE CHAYMA (EL TAREF)





FÉLICITATION À NOTRE GAGNANT YACINE !



* Tirage au sort effectué en présence d'un huissier de justice.



Direction Générale
Zone Industrielle, Voie A
n°22, Rouiba, Alger
Tél. : 021 81 38 71 à 73
Fax : 021 81 39 84

Succursale Oran
Division n°7, Groupement
de Propriété n°33 Parcelle
n°7 El Karma 31000 Oran
Mob.: 0555 08 20 58
0555 08 20 47

Retrouvez la liste de notre
réseau sur notre site
Internet :
www.volvotrucks.com/dz



FMX TOUR

LES 12 ET 13 JUIN,
VENEZ DÉCOUVRIR
LE NOUVEAU VOLVO FMX
À ORAN

EXPERIENCE
THE X FACTOR

Le **Volvo FMX** est unique. Il a été spécialement conçu pour les applications les plus exigeantes. Il s'agit d'un véhicule transportant sans peine de lourdes charges sur les terrains les plus accidentés et les pentes les plus prononcées.



VOLVO TRUCKS. DRIVING PROGRESS
www.volvotrucks.com/dz

AÏN-TÉMOUCHENT

Les petits métiers désertent l'agriculture

Belhadri Boualem

Allons-nous connaître les mêmes problèmes en matière de non disponibilité de main-d'œuvre que les pays européens de l'autre rive de la Méditerranée ? Les observateurs du domaine qui suivent ce phénomène socioprofessionnel depuis quelques années, dans la wilaya d'Aïn-Témouchent penchent vers une telle direction et beaucoup n'accordent pas grande vie aux dispositifs d'insertion des jeunes (ANEM-DAIP...) qui ont donné un sacré coup aux petits métiers formés dans les centres de formation, depuis au moins une quinzaine d'années s'autorisent à le croire des responsables et des professionnels de l'agriculture qui assistent à une désertion de la main-d'œuvre qualifiée au profit desdits dispositifs. Pourquoi la main-d'œuvre agricole de travaux champêtres est en baisse dans la wilaya d'Aïn-Témouchent, région à vocation agricole par excellence ? Monsieur Nasri Mohamed, dit Hamid, l'actuel DSA à Aïn-Témouchent reconnaît la régression de la main-d'œuvre agricole et lui aussi ne s'écarte pas de la thèse développée plus haut par bon nombre d'observateurs. D'après lui, un maraîcher éprouve de sérieuses difficultés pour se procurer de la main-

d'œuvre en mesure de cueillir la pomme de terre. Que comptez-vous faire pour atténuer tant soit peu de l'acuité du phénomène ? lui demande-t-on. L'on a songé à recourir à la formation des jeunes ayant des niveaux des deux premiers paliers. Cela se déroule à l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS) et la priorité est accordée aux fils des agriculteurs. Selon Monsieur Amamra Mohamed, le président de la chambre d'agriculture les jeunes ont tendance à aller vers les dispositifs mis en route par l'Etat tels que l'ANEM, DAIP... aujourd'hui les céréaliers à raison de 1000 DA/J ne trouvent pas d'ouvrier et celui qui n'a pas des forces vives et des mains laborieuses parmi les membres de sa famille, risque de connaître des situations préjudiciables pense Okacha délégué de l'union syndicale de daïra de Hammam Bou Hadjar. Le phénomène tend à se développer comme une gangrène et s'élargit à d'autres wilayas qui étaient excédentaires de main-d'œuvre dans un récent passé. Selon un investisseur, des fellahs dans la wilaya de Chlef sont allés à proposer aux travailleurs désirant cueillir la pomme de terre, le partage de bénéfice. C'est pour la première fois dans les annales que de telles choses arrivent. La revalorisation des travaux champêtres passent obligatoirement

par leur pérennité estiment des responsables avec lesquels l'on a débattu le problème ». Et le démembrement des domaines autogérés socialistes (DAS) en exploitations agricoles collectives et individuelles (EAC-EAI) d'une part et la poursuite de la décollectivisation jusqu'à son individualisation ont rendu toute planification contrôlée non idoine à tel point que les services de l'agriculture demeurent incapables d'imposer quoi que ce soit aux agriculteurs. Les spéculations qui connaissent des accroissements et des décroissements d'une année à une autre sont le résultat de cette politique qui a tué l'agriculture sur le plan de la planification. Jadis les travailleurs de l'agriculture étaient occupés à longueur d'année et étaient aussi assurés et avaient droit à une retraite en fonction des années travaillées. L'instabilité de l'emploi dans l'agriculture a fait fuir la main-d'œuvre qualifiée. Et aujourd'hui, trouver un tailleur de la vigne ou des arbres fruitiers laisse le demandeur faire le tour de la wilaya pour en trouver et quand il y arrive c'est une personne âgée qui le fait qu'occasionnellement quand sa santé le permet. Le cadre idoine pour mener une réflexion assez poussée est celui de l'UMA car c'est de cette manière-là que les Européens dans le cadre de l'UE ont pu régler cette problématique.

TLEMCCEN

La gazelle lâchée au parc national

La direction du parc national de Tlemcen a mis au point un programme de peuplement de la réserve de chasse de Moutas en gazelle de cuvier, qui s'adapte parfaitement avec le milieu et le climat de cette région, selon un responsable. Ce programme couronne les études effectuées par les services techniques du parc national sur cet animal, son comportement et son milieu naturel pour pouvoir introduire ce genre de gazelle au niveau de zones montagneuses du pays, a souligné M. Kazi Saïd qui a affirmé que l'opération de lâchers se déroule progressivement afin que l'animal puisse s'adapter avec son nouveau environnement. La gazelle de cuvier vit dans les pays du nord d'Afrique en groupes de trois à huit individus et se nourrit de feuillage d'arbres et d'herbes. Les caractéristiques physiologiques de cet animal menacé de disparition se résument en la longueur de son corps pouvant atteindre près d'un mètre et de ses cornes al-

lant de 25 et 33 centimètres et sa grande agilité. La réserve du parc, d'une superficie de 2.000 hectares dans les monts d'Ahfir dans la wilaya de Tlemcen, a connu dans les dernières années, une véritable revivification de son couvert végétal et son peuplement faunistique, à la faveur des programmes de reboisement et de préservation mis en branle par la direction du parc national de Tlemcen. Créée en 1983 en tant que structure à caractère administratif jouissant de toutes les prérogatives relatives à la protection et la promotion des oiseaux et des gibiers, cette réserve est appelée à accueillir certains genres faunistiques menacés par la chasse illicite et le changement climatique, pouvant s'adapter avec le milieu environnant afin d'assurer sa reproduction et l'écosystème. Cette réserve compte plusieurs espèces dont des cerfs, des boucs et des oiseaux de différentes formes dont le faisan, ainsi que le lapin barbillon et le renard.

SIDI BEL-ABBÈS

C'est parti pour le festival du raï !

M. D.

Les préparatifs pour la tenue du festival du raï prévu cette année entre les 02 et 07 juillet prochains ont déjà été entamés, a-t-on appris auprès du commissaire du festival Mr Tayebi Mohamed. En attendant d'arrêter la liste des chanteurs et chanteuses du raï qui seront officiellement programmés par cette manifestation culturelle, un jury a été désigné en vue de procéder à un concours des jeunes raïmans locaux qui certainement auront le privilège de se produire sur le plateau central du festival. Selon une correspon-

dance du commissariat du festival, le jury est composé des artistes Mahmoudi Abdelghani, Semmoud Fethdine, Zerhouni Mohamed Chakib, Hamitet Mokhtar, Mâchou Zinedine.

L'on apprend par ailleurs que le wali de Sidi Bel-Abbès Mr Yahia Fehim a tenu lors d'une réunion officielle à donner des orientations concernant la démarche à adopter en vue de réunir tous les moyens humains et matériels nécessaires à la réussite du festival du raï en attendant le festival international des danses populaires prévu officiellement à Sidi Bel-Abbès entre le 12 et le 18 du mois de juillet prochain.

SAÏDA

Les Zenadra en quête d'aide

Les habitants de Aïn El-Kerma du douar des Zenadra dans la commune de Aïn Sultan interpellent les autorités locales pour la prise en charge de leurs préoccupations premières. Ils revendiquent en effet, la réhabilitation du réseau routier sur 3 km impraticable en temps de pluie et l'alimentation de la localité en gaz de ville ainsi qu'au réseau électrique.

Ayant déserté leurs chaumes en période de règne de l'insécurité, les habitants espèrent y retourner si les conditions de vie y sont améliorées. C'est d'ailleurs ce qu'a promis l'APC de Aïn Sultan si les pétitionnaires retournent à leur terre, après une visite des lieux par les responsables ». Le défi étant lancé, qui du citoyen zendari ou de l' élu le représentant aura le dernier mot s'interroge-t-on. L'avenir nous le dira.

Dépistage du cancer du sein

La CNAS de Saïda lance une campagne de dépistage du cancer du sein et tente de sensibiliser les femmes en leur offrant la priorité quant aux examens, notamment au centre d'imagerie médicale de Maghnia.

Un guichet spécial est fonctionnel au sein de l'agence et s'occupe entre autres tâches des rendez-vous médicaux avec le centre régional de Maghnia, « des confirmations et éventuellement des reports » précise Mme Mokhtari, chargée de la cellule de communication. Les actes d'exploration par l'imagerie y sont pratiqués au profit des assurés sociaux, « quel que soit leur statut », ajoutera-t-elle, et d'insister sur la prévention des pathologies mammaires chez les femmes « d'où la nécessité d'un examen afin de détecter précocement la maladie et la traiter à temps » conclut-elle.

Ali Kherbach

BOUALEM

Lancement des travaux d'un hôpital de 60 lits

Hadj Mostefaoui

Le secteur de la santé dans la daïra de Boualem, qui ne comptait auparavant qu'une polyclinique d'une capacité d'accueil de 10 lits seulement, vient d'être renforcé tout récemment par le lancement des travaux d'un nouvel hôpital de 60 lits et c'est le wali d'El-Bayadh, Mr. Salim Sammoudi, qui vient de donner le premier coup de pioche, ce mercredi dernier, en début de matinée, lors d'une cérémonie de lancement des travaux à laquelle ont pris part les autorités locales civiles et militaires. Cette nouvelle structure hospitalière, vient ainsi étoffer les capacités d'accueil du secteur, répondant ainsi à une très forte demande. Seuls les patients les mieux nantis et les plus chan-

ceux ainsi que les cas jugés très graves dans cette daïra, qui compte 05 chefs-lieux de commune situés en zone éparsée, avec une population globale de plus de 40.000 âmes, pouvaient par le passé se permettre le luxe de se rendre au chef-lieu de la wilaya sinon à Aflou (W. de Laghouat) pour se faire soigner dans un établissement hospitalier du secteur public. Confiée à une entreprise chinoise, la réalisation de ce projet, pour lequel une autorisation de programme de 476.407.430.46 DA a été réservée, sera livrée après seulement une année de travaux, soit d'ici la fin du mois de juin de l'année 2012. Dans la foulée, le wali d'El-Bayadh s'est rendu sur le chantier de construction du futur centre d'hémodialyse afin de s'enquérir sur l'état d'avan-

cement des travaux. Ce projet qui coûtera la bagatelle de 65.389.721,67 DA est prévu pour accueillir, dès sa date de réception prévue initialement dès le début du mois d'août prochain, les malades atteints d'insuffisance rénale de l'ensemble du territoire de cette daïra. Avec la réalisation de ces deux nouvelles structures sanitaires, la population locale pourra ainsi pousser un long soupir de soulagement, lorsqu'on sait les pires contraintes et les longs déplacements auxquels ils étaient soumis, notamment en matière de santé de proximité et plus particulièrement lorsqu'il s'agit des victimes des accidents de la route très fréquents sur la RN.47, reliant le chef-lieu de la wilaya aux autres régions du sud et de l'est du pays.

SIDI LAKHDAR

De l'argent pour plusieurs projets

H. B.

Une enveloppe financière de quelque 13 milliards de centimes a été décaissée par l'APC de Sidi Lakhdar apprend-on du maire de cette commune Abid Nacer et ce pour la réalisation de plusieurs projets à travers la commune. En effet, le lancement des travaux du marché hebdomadaire se fera très prochainement pour une enveloppe de l'ordre de 2 milliards 500 millions de centimes. Toujours dans la même localité, il est inscrit également le

siège de la gare routière dont l'appel d'offre est lancé pour une cagnotte de deux milliards 500 millions qui lui a été réservée. D'autres travaux d'envergure concernant l'embellissement de la ville concernant l'éclairage, béton poreux pour les trottoirs, le revêtement de plusieurs artères et l'important projet qui consiste en la couverture de l'oued qui traverse la ville. En outre, l'APC a permis la construction de 14 locaux au niveau de la plage de petit port en plus de la réfection des trottoirs et autres espèces pour un montant de plus de 4 milliards

de centimes. L'autre plage, Aïn Brahim a eu sa part de développement où une enveloppe de près d'un milliard sera consacrée à l'aménagement. Pour ce qui est des zones rurales, quatre locaux commerciaux, une cafétéria, sont au programme et seront réalisés très prochainement au niveau du hameau de Ouled Baroudi situé à 8 km à l'est de la ville de Sidi Lakhdar. Plus de 5 œuvres d'art et plusieurs dizaines de routes seront goudronnées et l'ouverture des chemins dans divers douars de la commune souligne le maire de cette cité balnéaire.

BÉCHAR

Fin de cavale pour un escroc

Roukbi A.

Il s'agit selon les services de la sûreté de la wilaya d'un ressortissant ivoirien qui a tenté d'escroquer un jeune entrepreneur algérien âgé de 34 ans habitant le quartier de Debdaba à Béchar. Cet Africain résident à Alger a proposé la mise sur pied d'une association pour la réalisation en partenariat d'un projet d'investissement important qui serait financé par les parents de l'ivoirien à partir de l'étranger, projet très juteux selon le futur partenaire. Après réflexion et conseils d'amis le jeune algérien alla

faire part aux éléments de la brigade de la police judiciaire de la proposition offerte par l'ivoirien lesquels services vont prodiguer à l'entrepreneur de faire le jeu de son interlocuteur. L'Africain ne se doutant de rien débarque à Béchar dans le but de mettre à exécution son plan diabolique qui consiste à soustraire à l'Algérie une forte somme d'argent. Interpellé par les services de sécurité et après avoir avoué le but de sa présence à Béchar ces derniers découvriront dans les bagages de l'escroc de la poudre utilisée dans la sorcellerie noire. Présenté devant le magistrat du tribunal de Béchar le mis en cause a été incarcéré.

EL-TARF

Le casse-tête des ordures ménagères

A. Ouelaa

Soumises depuis de nombreuses années aux affres des décharges sauvages, source de désagréments multiples telles les odeurs nauséabondes comme c'était le cas à Raml Souk, en plein coeur du P.N.E.K. ou à Matroha, localité distante de 6 km du chef-lieu de wilaya, les commu-

nes d'El-Tarf et Zerrizer ont été dotées de centres d'enfouissement, bien appréciés par les habitants qui n'ont eu de cesse, par le passé, de dénoncer les dangers auxquels ils étaient exposés. En ce sens, dira le directeur de ces C.E.T., les missions effectuées par ces centres consistent à recycler, à faire le tri et à traiter ces déchets organiques avec au bout du compte, la création de nombreux

emplois. Quant à l'ancienne décharge de Matroha qui recevait les déchets de 8 communes, des aménagements sont en cours en vue de la transformer en espace vert. Enfin, des C.E.T. sont attendus à Dréan, El Kala et Boutheldja afin de venir à bout de toutes les autres décharges sauvages et permettre à la région d'endosser pleinement son cachet de wilaya propre.

ANNABA

Trois plateformes technologiques à la prochaine rentrée universitaire

Trois plateformes technologiques seront créées à Annaba, dès la rentrée universitaire 2011-2012, a annoncé mardi, le directeur général de la Recherche scientifique et du Développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. S'exprimant lors d'une conférence de presse, le Pr. Hafid Aourag a précisé que ces structures de recherche visent à «accompagner les compétences prometteuses, actuellement en formation dans les écoles préparatoires et les gran-

des écoles et à leur créer les conditions favorables au transfert de savoir-faire, à la maîtrise des technologies et à l'émergence de l'esprit d'innovation et de créativité».

Deux parmi ces plateformes technologiques, chargées du traitement des produits métallurgiques et sidérurgiques et des mines et de la métallurgie, seront implantées dans le site du Complexe sidérurgique d'El Hadjar, tandis que la troisième, consacrée aux nanotechnologies, est prévue au campus de Sidi Amar de l'univer-

sité Badji Mokhtar, a indiqué la même source. Les étudiants auront ainsi la possibilité de se familiariser avec la technologie et sa maîtrise, à travers ces espaces de recherche qui seront dotés de «vrais équipements industriels», a ajouté le Pr. Aourag qui a animé, par ailleurs, une conférence scientifique sur les Sciences de la Physique.

L'Ecole préparatoire en Sciences techniques et technologiques de Annaba accueille actuellement 686 étudiants qui seront admis aux grandes écoles.

TIZI-OUZOU

L'incinération des déchets infectieux délocalisée

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) "Nedir Mohamed" de la wilaya de Tizi-Ouzou, a procédé mardi, à la délocalisation de l'opération d'incinération de ses déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI), vers le centre d'enfouissement technique de Oued Falli, dans la banlieue sud de la "ville des genêts", a-t-on appris du directeur général de cet établissement sanitaire. Auparavant, l'élimination de ces déchets hospitaliers infectieux s'opérait à l'unité du CHU "Bellaoua", sur les hauteurs nord, surplombant la ville de Tizi-Ouzou, sur un site où étaient installés deux incinérateurs d'une capacité de traitement de 200 et 50 kg/heure de déchets, a rappelé le Pr. Ziri Abbès, dans un point de presse consacré à ce sujet. "La direction du CHU a décidé de cette délocalisation sur accord de la direction de l'Environnement, suite à de multiples et récurrentes oppositions de riverains au site de Belloua, au motif de nuisances que leur provoquerait une telle activité", a-t-il indiqué. Présentant l'historique du traitement des DASRI,

générés par son établissement depuis 2006, ce responsable a fait état de la passation d'une convention avec une entreprise privée spécialisée dans l'élimination de ces déchets au prix de 180 DA/kg en hors taxe, "mais nous avons dû renoncer à cette prestation très coûteuse, qui ne règle en rien le problème dans le fond", a-t-il dit. "Cette opération de délocalisation vers le site d'Oued Falli n'est qu'un palliatif, qui ne durera que quelques mois, c'est-à-dire le temps de l' d'un banaliseuse, procédé de pointe pour l'élimination, la stérilisation et la décontamination des déchets, de manière à les rendre banals, et les apprêter à leur déversement dans des décharges publiques", a expliqué le Pr. Ziri.

Par ailleurs, le CHU vient de renforcer son plateau technique par l'acquisition d'un équipement d'imagerie à résonance magnétique (IRM) permettant d'obtenir des vues de 2 ou 3 dimensions de l'intérieur du corps d'une façon non invasive (sans pénétration), avec une résolution relativement élevée, a indiqué ce praticien.

ALGER

18 ans de prison pour financement de groupes terroristes

Le tribunal criminel près la cour d'Alger a condamné, mardi, les dénommés Benssouna Ahmed, Harfouche Boubekur et Kabli Rachid à 18 ans de prison ferme pour soutien et financement de groupes terroristes activant dans les maquis du Djurdjura, Bordj Ménaïel, Boumerdès, et Sebdu (Tlemcen). Ledit tribunal a relaxé Bensouna Abdelhak accusé de non dénonciation de crime. Les faits remontent, selon l'arrêt de renvoi, à l'année 2010, lorsque les services de sécurité ont reçu des informations selon lesquelles Bensouna Abdelhak apportait un soutien logistique à des groupes terroristes en utilisant son véhicule. Appréhendé par les services de sécurité, le prévenu a reconnu que le véhicule appartenait à son frère Ahmed qui est arrêté immédiatement. La perquisition au domicile d'Ahmed a permis de trouver des produits explosifs, une cassette vidéo montrant les attentats kamikazes perpétrés à Alger, des téléphones portables et des puces. Lors de son audition par les

services de sécurité, Bensouna Ahmed a avoué avoir rencontré les autres mis en cause dans la prison de Serkadji, où ils purgeaient leur peine pour des affaires de terrorisme, et avoir convenu avec eux, de former des groupes terroristes après leur remise en liberté. Il a reconnu, en outre, avoir rencontré en juillet 2010, les autres accusés au marché de véhicules d'El-Harrach et contacté des groupes terroristes activant à Tizi Ouzou pour leur fournir financement et aide (notamment en produits explosifs). Bensouna Ahmed a indiqué qu'il utilisait son véhicule, avec des permis de conduire falsifiés afin d'approvisionner les groupes terroristes activant dans les maquis du Djurdjura, Bordj Ménaïel, Boumerdès, Sebdu et Tlemcen. Il a reconnu que ces groupes lui avaient remis 8.000 euros en contrepartie de ses services. Lors du procès, les prévenus ont nié en bloc les chefs d'accusation retenus contre eux. Le ministère public avait requis des peines allant de 5 à 20 ans de prison ferme.

Baisser de rideau du Festival du théâtre

Le 6ème Festival national du théâtre professionnel a pris fin mardi à Alger, par une cérémonie de remise des prix aux lauréats. Le théâtre régional de Constantine qui a participé avec la pièce «La nuit des nuits» a remporté trois prix à la fois. Il s'agit du prix de la meilleure interprétation féminine (Mouni Boualem), du meilleur espoir masculin (Mohamed Daloum) et de la meilleure scénographie (Amar Yahiaoui). Le prix du jury a été attribué à la pièce «Au-delà de la mer» du théâtre régional de Béjaïa, mise en scène de Abdelaziz Youcefi, tandis que le prix de la meilleure mise en scène est revenu au jeune Fawzi Ben Brahim du théâtre régional de Batna qui a participé avec la pièce «L'étang des loups».

Le prix de la meilleure interprétation masculine est revenu à Mohamed Zaoui, du théâtre régional de Batna tandis que celui du meilleur espoir féminin a été attribué à Sabrina Boudaoui, pour son rôle de Rabab dans la pièce "Les nuits d'Alamut" du théâtre régional de Sidi Bel-Abbès. Le jury, présidé par Ahmed Menouar, a décidé d'annuler trois distinctions, à savoir, les prix de la meilleure musique, du meilleur texte et du meilleur spectacle et de réduire la période du festival pour les prochaines éditions, à dix jours au lieu de

quinze. Le 6ème Festival national du théâtre professionnel s'est tenu du 24 mai au 7 juin. Au total, 13 pièces de théâtre ont participé à la compétition au lieu de 14, comme prévu initialement, le théâtre régional de Guelma qui devait présenter la pièce "Le pacte" s'étant retiré de la compétition. Neuf troupes algériennes et dix étrangères ont participé au festival, hors compétition. En marge des spectacles, un colloque sur la critique théâtrale contemporaine s'est tenu du 28 au 30 mai à la salle El-Mouggar (Alger). La rencontre a réuni critiques de théâtre, écrivains et universitaires algériens et de pays arabes qui ont tenté d'apporter des éclairages sur l'évolution de la critique théâtrale dans le monde arabe. Les théories et les méthodes de la critique théâtrale ont été évoquées à cette occasion pour comparer la pratique de la critique contemporaine avec celle du passé, du fait que le 4ème art connaît en permanence des changements sur différents plans, création artistique, mise en scène, décors, scénographie, etc. Les participants à ce colloque ont notamment appelé la presse écrite à s'ouvrir à la critique théâtrale pour améliorer la qualité de l'ensemble des actes artistiques liés au 4ème art.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Les directeurs de l'hôpital et de la maternité suspendus

Le wali de Bordj Bou Arréridj, confirmant des «détournements de médicaments et de denrées dans les structures sanitaires de la wilaya», a annoncé mardi la suspension, de leurs fonctions du directeur de l'hôpital Bouzidi Messaoud et de la directrice de la maternité du chef-lieu de wilaya. Cette mesure conservatoire a été prise à la lumière

des «conclusions d'une enquête administrative» effectuée, sur ordre des autorités locales, dans ces deux établissements, a précisé le même responsable, au cours d'une conférence de presse organisée au siège de la wilaya. Des enquêtes «administrative et judiciaire» se poursuivent dans l'ensemble des structures de santé de la wilaya pour déterminer

les responsabilités dans les «détournements constatés», a-t-il encore fait savoir. Faisant part d'un «plan d'action d'urgence», à mettre en oeuvre dans les tout prochains jours, dans le secteur de la Santé, le responsable de l'exécutif de la wilaya a, par ailleurs, indiqué que 22 médecins spécialistes viennent d'être affectés à l'hôpital de Bordj Bou Arréridj.

MILA

Elan de solidarité pour deux soeurs siamoises

Un bel élan de solidarité a été engagé mardi au profit des soeurs siamoises Selsabil et Zakat (30 mois), en attente d'une intervention chirurgicale pour séparer leurs têtes et leur permettant de mener une vie normale.

Le wali de Mila s'est rendu, en compagnie de journalistes, de citoyens et de nombreux responsables, au domicile de fillettes au village Kniouia, à 7 km de la commune de Oued El Athmania, pour faire part à leur père, Aïssa Amokrane (40 ans, commerçant) de la "disponibilité de l'Etat algérien" à prendre en charge ce cas difficile. Il a décidé, en attendant cette prise en charge, de la re-

mise d'une aide d'urgence de 200.000 DA à la famille à laquelle il a promis d'entamer des "démarches urgentes auprès de la commission compétente, en vue d'une prise en charge de l'opération de séparation des deux siamoises. Aïssa et son épouse Safia ont longtemps sollicité une "intervention agissante" des hautes autorités du pays, notamment de la part des ministères concernés, pour la prise en charge urgente d'une opération de séparation. Safia a confié dans ce contexte à l'APS, qu'elle endurait avec son époux, depuis la naissance des deux fillettes, un "véritable calvaire qui dure depuis

deux années et demie". Nées il y a 30 mois, à la maternité de Sidi Mabrouk, à Constantine, Selsabil et Zakat souffrent, en plus de leur problème congénital, d'une extrême maigreur puisqu'elles ne pèsent ensemble que 16 kg à peine. Un suivi médical leur est assuré depuis leur naissance à l'hôpital universitaire de Blida, mais l'opération de séparation, "extrêmement délicate", ne peut être effectuée qu'à l'étranger, selon de sources médicales. Réconfortés par cet élan de solidarité, les deux parents espèrent plus que jamais que leurs deux fillettes puissent enfin vivre comme tous les enfants de leur âge.

JIJEL

Un ouvrage sur l'histoire de la région

La bibliographie de Jijel vient de s'enrichir d'un ouvrage consacré à l'histoire ancienne et contemporaine de cette région bimillénaire. Oeuvre de Ali Khenouf, enseignant à la retraite, ce livre de 238 pages "décortique" et analyse l'histoire de Jijel et de ses environs, malgré, selon l'auteur, le "peu de sources et de références liées, no-

tamment à l'histoire ancienne de cette région". "L'Histoire ancienne et contemporaine de Jijel "reste néanmoins un apport non négligeable pour éclairer, aussi bien le chercheur que le simple citoyen, sur le riche passé de l'antique Igilgili dont le sol a été foulé par plusieurs civilisations. La couverture de cet ouvrage qui comporte de nombreuses

références est illustrée par une photo rare montrant Jijel vers 1664.

Ali Khenouf, 81 ans, originaire de Chekfa, titulaire d'une licence en Histoire obtenue en 1972 à l'Université d'Alger, est l'auteur de deux autres ouvrages intitulés "l'autorité du beylicat de l'est algérien dans les zones rurales" et "Moulay Chekfa, entre la légende et la réalité historique".

KHENCHELA

730 emplois saisonniers pour lutter contre les incendies

Pas moins de 730 emplois temporaires viennent d'être créés par la conservation des Forêts de la wilaya de Khenchela, pour accompagner la mise en oeuvre du plan annuel de lutte contre les feux de forêts, apprend-on mardi, auprès de cet organisme. Selon le conservateur des Forêts, la priorité dans les recrutements a été donnée aux riverains des massifs forestiers en vue d'assurer une meilleure coordination des interventions, une surveillance

accrue et une lutte plus efficace contre la coupe illicite de bois qui s'intensifie en été, notamment des cèdres de l'Atlas. La majorité des emplois ont été confiés, a-t-il indiqué, à des personnes illettrées, de concert avec l'Entreprise des travaux forestiers Safa-Aurès et l'Agence locale de l'emploi. Selon les responsables de cette agence, ces travailleurs, recrutés à la faveur de contrats d'insertion de 2 années renouvelables, seront redéployés, au terme de la cam-

pagne anti-feux de forêts, dans les ateliers d'exploitation de bois de l'entreprise Safa-Aurès. Des commissions ont été mises sur pied dans les différentes communes pour encadrer les actions de réquisition des moyens matériels et des ressources humaines, en cas d'incendie, et pour sensibiliser les riverains aux actions de prévention des feux de forêt. Le patrimoine forestier de Khenchela occupe 184.653 ha dont 42.000 d'aires alfatières steppiques.

Location de locaux
**L'APC
revoit sa copie**

La municipalité de la capitale de l'Est vient d'adopter une nouvelle méthode dans la location aux particuliers de ses locaux commerciaux.

A. Mallem

Rappelant les problèmes rencontrés avec certains locataires actuels, et plus spécialement le contentieux né entre la mairie et les commerçants du Polygone de la cité Boussouf, à la suite duquel la municipalité a été obligée de recourir à la justice, le responsable du service communication de l'APC de Constantine nous a indiqué hier «que l'ancienne méthode de location, qui se faisait sur simple autorisation, a montré ses limites».

Le nouveau procédé permettra à l'APC de faire d'une pierre deux coups, a expliqué M. Benlecheheb. D'une part, récupérer les loyers car il faut savoir que chaque location fera dorénavant l'objet d'un contrat annuel renouvelable qui sera signé par les deux parties et dans lequel toutes les conditions de la location seront consignées, et, d'autre part, assurer, en la revalorisant, la rentabilité des biens de la commune. De plus, la commune vient d'opter pour la procédure de mise en location par voie d'enchères publiques verbales concernant le local ou l'espace commercial considéré qui sera vacant pour cause de décès du locataire ou de ces-

sation d'activité de ce dernier.

Notre interlocuteur précise que c'est dans ce cadre que la direction du patrimoine a lancé, mardi, par voie de presse, un appel d'offres public relatif à la mise aux enchères verbales de la location d'une dizaine de structures de services et d'espaces commerciaux situés dans le quartier de la cité des Martyrs. Cette mise aux enchères comprend un parking pour véhicules, des vespasiennes publiques, des kiosques pour la vente de tabac et journaux, d'alimentation générale et fast-food, des étals de vente de poisson ainsi que 7 locaux destinés à la vente de viandes rouges et blanche.

Conformément à la nouvelle procédure arrêtée par la commune, la location de tous ces espaces commerciaux mis aux enchères a été fixée pour une durée de 3 ans renouvelable, excepté pour le parking de véhicules qui a été arrêtée à une année seulement.

D'autre part, le communiqué publié par la direction du patrimoine de l'APC précise que la rétrocession des espaces et locaux concernés se fera immédiatement à la fin des enchères et après l'accomplissement de la procédure réglementaire et administrative de rigueur.

**Constructions illicites
Six chantiers
interrompus à Sidi M'cid**

En collaboration avec une brigade de la police de l'urbanisme et d'une escouade d'agents de la sûreté urbaine, une opération de démolition a visé, hier matin, six chantiers de constructions illicites dans le quartier de Sidi-M'cid et a abouti à l'interruption des travaux qui étaient encore à un stade primaire, en l'occurrence le creusement de fondations pour la pose des poutres.

L'information a été rendue publique vers midi par la cellule de communication de l'APC de Constantine. «C'est à la suite d'informations reçues par la brigade au sujet de citoyens de la cité qui ont procédé à la pose de fondations de constructions illicites que la brigade communale est intervenue sur les lieux pour interrompre les chantiers, en procédant à la destruction de tout ce qui a été déjà fait. Les constructeurs illicites ont été pris en flagrant délit et la brigade de démolition a procédé sur place à la destruction des pieux montés sur les chantiers, comblé les fon-

dations comme elle a détruit les matériaux de construction trouvés sur les chantiers», a expliqué M. Belecheheb.

Ce responsable a signalé le cas de ce citoyen qui a creusé et installé 16 poutres tout près d'un poste électrique de haute tension.

Au cours de l'opération, les membres de la brigade de démolition ont dû faire face aux protestations véhémentes des constructeurs illicites. «La cité de Sidi-M'cid compte parmi les quartiers les plus difficiles de la périphérie de Constantine. Mais heureusement, dans ce cas d'espèce, les protestations émises par les constructeurs illicites, qui se croyaient dans leur bon droit, n'ont été suivies d'aucun débordement et les membres de la brigade sont parvenus, sans mal, à maîtriser l'opération de bout en bout en prenant des précautions pour éviter tout heurt avec les concernés », a terminé le responsable de la cellule de communication de l'APC.

A. M.

Lumière

sur le logement aidé

Dans un communiqué adressé hier à la presse, la wilaya de Constantine annonce la tenue, aujourd'hui jeudi, d'une journée d'étude sur les nouvelles modalités concernant le logement promotionnel aidé (LPA). Le document précise que plusieurs responsables concernés, à l'exemple des directions des logements, des entrepreneurs, des promoteurs, des ingénieurs de l'urbanisme, des bureaux d'étude, des services techniques ayant des relations avec l'urbanisme, prendront part à cette journée. La wilaya précise que des cadres du ministère de l'Habitat, ainsi que le directeur général de la Caisse nationale du logement et des représentants de la chambre du commerce, seront également présents.

**Le RND bat le rappel
de ses troupes**

Le parti du Rassemblement national démocratique (RND) organise, aujourd'hui jeudi, une conférence de wilaya des élus et des cadres du parti. Cette rencontre, est-il précisé dans un communiqué, se fera en présence du porte-parole officiel et membre du bureau national, M. Miloud Chorfi. Elle aura lieu à partir de 09 heures dans les locaux du centre culturel Abdelhamid Benbadis.

**Une délégation
de l'APN attendue
aujourd'hui**

Selon le directeur de wilaya de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, une délégation de l'Assemblée nationale populaire est attendue aujourd'hui jeudi à Constantine. Venant de Annaba, cette délégation aura l'occasion de visiter les structures médicales de la ville, ainsi que le centre hospitalo-universitaire docteur Benbadis.

Toujours dans le cadre de la santé, le responsable de wilaya annonce la construction d'un nouveau centre hospitalo-universitaire à la nouvelle ville Ali Mendjeli. Pour ce faire, précise-t-il, des avis d'appel d'offres nationaux et internationaux seront prochainement lancés, avec l'intention de lancer les travaux de réalisation à partir de 2012.

**En attendant
le clandestin**

Le conflit latent qui perdure entre les transporteurs urbains, taxis et bus d'un côté et les clandestins de l'autre, n'est pas près de se terminer, affirment des dizaines de personnes rencontrées dans la soirée du mardi. Vers 20 heures, beaucoup de monde était au centre-ville, dans l'attente d'un transport vers Sidi Mabrouk, Ali Mendjeli, Djebel Ouahch, Békira, etc. Toutes ces personnes déclaraient «attendre un clandestin. Comme on peut le remarquer, disent-ils, il n'y a pas le moindre taxi en vue, et les bus se sont garés il y a bien longtemps déjà».

A. C.

**Ce qui est prévu
pour les habitants
des chalets**

A. El Abci

Lors de l'émission «Inchighalat» (préoccupations) de la radio Cirta-FM d'hier mercredi, le chef de la daïra de Constantine a donné des détails concernant la décision du wali relative à la prise en charge des habitants des chalets.

L'invité de l'émission a précisé de prime abord qu'à l'exception d'un chalet situé à la cité «Socatro», qui sera rasé et ses habitants relogés ailleurs, tous les autres seront recensés et leurs occupants bénéficieront d'une aide de 70 millions de centimes. Cette aide, souligne-t-il, n'est pas une évaluation de ce que sera le futur pavillon du bénéficiaire, mais constitue un soutien des pouvoirs publics qui ouvre droit à des crédits bancaires qu'il pourra obtenir.

Par ailleurs, le chef de daïra signale que «concernant cette aide de 70 millions de centimes et même s'il est trop tôt pour avoir tous les détails nécessaires en la matière, je peux dire que, de toute façon, il ne sera pas question de la donner directement au bénéficiaire, mais au promoteur qui sera chargé de la construction. Il s'agit ainsi d'aider les habitants à être fixés sur les sites qu'ils occupent moyennant un aménagement complet de ces derniers, et en leur donnant la possibilité de réaliser leurs logements à leur convenance», indiquera-t-il.

**Cinq nouvelles gares
routières pour la wilaya**

Le secteur des transports de la wilaya de Constantine sera renforcé durant le quinquennat actuel de cinq gares routières urbaines d'une capacité d'accueil, chacune, de plus d'un million de voyageurs par an, a indiqué la direction locale des transports.

Ces structures seront implantées dans les localités de Bekira, Aïn Smara, Hamma-Bouziane, Didouche Mourad et Aïn Abid, a-t-on précisé de même source, qui rappelle, dans ce contexte, la persistance «d'importantes difficultés» dans ces régions en matière de déplacements des voyageurs.

La réalisation de ces nouvelles gares routières, tant attendue aussi bien par les usagers que par les transporteurs, donnera un «nouveau souffle» à ce secteur confronté à de nombreuses contraintes organisationnelles, exacerbées par l'expansion continue des localités citées, a-t-on encore estimé à la direction des transports.

Tout en assurant l'amélioration

Le propriétaire se doit cependant de respecter, d'agir et de n'altérer sous aucun prétexte le cadre du plan d'aménagement urbain général, ajoute-t-il. «Ainsi, nous projetons, après les démolitions inévitables, d'édifier des pavillons modernes avec toutes les commodités et l'esthétique nécessaires. Les recensements qui seront faits par un bureau d'études ne toucheront pas seulement les chalets de l'OPGI, mais seront élargis à toutes les autres constructions du même genre et appartenant à des institutions ou sociétés publiques ou privées».

Les recenseurs, indique le même responsable, ont pour consigne de dénombrer tous les résidents du chalet, le père et sa famille à part, ses fils mariés ou ses filles divorcées ou veuves dans des listes séparées. Et de préciser que ceux-ci sont aussi concernés par l'aide et peuvent en bénéficier. Lors d'une récente réunion officielle dans la wilaya, soulignera-t-il, il a été décidé de commencer par l'aménagement d'un chalet de la cité El-Gammas, qui sera un exemple et un modèle à étendre ultérieurement aux autres chalets.

Enfin, il est à noter, toujours selon le même responsable, que la situation du foncier sur lequel sont bâtis les chalets sera réglée et assainie au plus tard cette fin d'année 2011.

des conditions de déplacement des personnes, la réception de ces gares routières permettra également de «fluidifier la circulation dans ces régions donnant accès à plusieurs wilayas du pays», a-t-on souligné. Ces nouvelles infrastructures, qui seront construites selon des canons architecturaux modernes, seront ouvertes à tous les moyens de transport, autocars et taxis, et seront dotées des commodités indispensables au confort des voyageurs, a-t-on affirmé à la direction des transports.

La réalisation de ces gares routières, dont les terrains d'assiette ont été délimités, vient à point nommé pour accompagner le processus d'extension urbaine en cours dans cette wilaya, a-t-on encore estimé, rappelant que la wilaya de Constantine sera également renforcée, dans le cadre du quinquennat en cours, qui alloue 16,5 milliards de dinars au secteur des transports, par la réalisation de sept stations urbaines.

**Examen pour les élèves
de l'alphabétisation**

Les examens de fin de cycle des cours d'alphabétisation donnés au niveau des institutions éducatives, des maisons de jeunes et des mosquées, ont démarré hier. Sur les 10.039 candidats, 300 sont des hommes et le reste, soit 9.739, est constitué de femmes. L'encadrement des épreuves est assuré par 400 enseignants.

Le directeur de l'Office régional d'alphabétisation, M. Le-

htihet, souligne que lors de ces deux dernières années, il a été enregistré une appréciée réduction du taux d'analphabétisme, qui se situe désormais à 14% de la population de la wilaya de Constantine. Ce responsable précise que ce taux est satisfaisant, en ce sens qu'il est dans la norme internationale de l'éducation.

A. E. A.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

07 rajab 1432

El Fedjr
03h26

Dohr
12h31

Assar
16h23

Maghreb
19h53

Icha
21h33



ANNONCES CLASSÉES

Le Quotidien d'Oran
Jeudi 09 juin 2011

25

■ **A vendre** : 1) maison vieux bâti 229,80 m² avec un puit - 2) quatre lots de terrain à bâtir de 361,6 m² - 710 m² et de 2 lots de 150 m² chacun au bord de la route N1e à 2 km de Ghazaouet, bien situés (eau, élect., Tél., ... etc.). Prix après visite sur RDV - Tél: 0553.48.67.47

■ **Vends très belle maison actée R+2**. N.C. terrain 250 m² bâté 200 m² finition de qualité avec matériaux de 1er choix espagnols. RC 2 grands locaux finis endroit très animé et commercial, peuvent servir tous commerces en face Laboratoire AFAQ Hai Nakhil Bir El Djir - Oran - Tél: 0776.35.00.82

■ **SIDI BEL ABBES**: Vends maison de maître commerciale, habitation + locaux, 2 façades, sup. 330 m², très bien située sur grand Boulevard centre-ville - Tél: 0661.627.734

■ **Vends villa à Senia près Université**, R+1, 2 façades, superficie 320 m². RDC fini. 1er étage non fini, un garage 90 m². Prix demandé 2 Mds négociable - N°: 0771.15.22.16 - 0559.030.533

■ **Vends villa actée à O. Tiélat-centre (Oran)** sup. 1.350 m², façade 40 m + autres Arrière. Toutes commodités - Convient activités libérales et Prof. - Tél: 0661.69.88.80

■ **A vendre villa 200 m²**, cuisine équipée avec séjour, 5 pièces, 2 salons, hammam turc et douche, 2 sanitaires, avant-cour et cour - prix après visite - Fernand-Ville - Oran - 0559.88.53.03

■ **Vends haouch façade 13 m, 50**, sup. 503 m², Boulanger - Oran - Tél: 0550.45.96.45

■ **Vds villa R+2** - 4 pièces + 2 salons, cuisine, 2 locaux. Résidence Saâda (Bouchenak), Oujidane - TLEMCCEN - Tél: 0551.63.29.99

■ **Vends ou loue villa à Trouville plage** (les Pénis) pieds à l'eau, garage pour bateau + garage pour deux voitures. 3 chambres, salon, cuisine, toilettes, douche, 2 terrasses, vue panoramique - Tél: 0773.62.09.15

■ **Vends cabanon, plage de Madrid** (Rachgoune, Beni-Saf) N1e construction, 120 m² en deux façades - Vends glisseur 4,50 m TBE, moteur Yamaha 40 CHV avec remorque - 0550.56.42.80

■ **Vends villa R+1**, sup. 120 m², actée. R. Ch. : 2 P + garage + local. 1er étage : 2 P, salon, cuisine, terrasse. Ligne tél. eau, élect, gaz. Prix 900 U - située hai 105 Logts Mers El Kébir - Tél: 0772.25.62.94

■ **Loue maison R+1 meublée**, toutes commodités, pour société étrangère, nationale, privée - sur Bd Millennium - Curieuse s'abstenir - Tél. 0798.408.479 - 0551.904.041

■ **Vends villa à Oran Boulanger R+1**. Bâti 260 m² superficie totale 488 m². 02 garages, deux grands jardins, véranda, 07 pièces et un salon - de particulier à particulier - 0560.01.56.84 - 0661.21.30.41

■ **Loue maison de maître R+1 Plateau** à côté de l'hôpital CHUO - Idéal pour laboratoire d'analyses ou groupe de médecins - radiologie - Tél. 0661.20.55.86 - 0560.31.76.80

■ **A louer maison maître Aïn Turck**, deux (02) chambres + 01 cuisine + G. salon + 1 salle de bain + garage - 10 mn de la plage - Tél: 0556.43.70.45

■ **Vends maison 145 m² cité Recasement Bloc D16** près du centre-ville d'Oran - calme - sécurisé - Tél. 0790.79.27.87 - à toute heure

■ **Vends villa 2 F.**, 300 m². RDC + 1. Fini à 80%. Vue sur mer Canastel - Vends villa 2 F. 252 m² RDC Canastel - 0771.93.43.93 - 0557.82.88.90

■ **A vendre carcasse**. Actée. 600 m². Convientra toute activité. 3 façades. 3ème étage en face Expertise S.A.A. HLM - Tél. 0771.42.92.62

■ **Loue belle villa R+2 Cité Djamel**, Coop. Harkat, près Hôpital USTO et à 5 mn du port. RDC: hall d'entrée, dépôt 180 m² avec 2 Gds portails H. 4 m - courette - 1er: 5 Ch. + hall + C. + SDB. 2ème: 4 Ch., hall, C. SDB, cour - Tél: 0550.89.56.74

■ **Vends ou échange une villa actée 120 m²**, trois façades, à Misserghine Oran côté Mobil-Art. R.D.C. fini + entourage et piliers - eau, gaz, clim. + chauffage - Mobile: 0771.28.09.14

■ **Vends villa Oran (Cap Falcon)** à 300 m de la mer environ. 240 m² Bâti. RDC: garage, salon, séjour, SDB, sanitaires, gde cuisine, Ch., gde cour + sanitaires et coin jardin, gd jardin environ 240 m². A 1er étage: salon, suite parentale, 3 Ch., SDB, sanitaires. En terrasse: 1 buanderie, sanitaires et 2 Ch. - P/ Avis Urgent: 0561.23.15.23

■ **A vendre 02 Maisons de maître** moyennes à SIDI MAAROUF (Zaouia) 04 Km d'Oran - 1ère: 800 m² dont 365 bâtis - 2ème: 300 m² dont 160 bâtis - Tél: 0558.81.41.67

■ **Vds à MASRA - W. Mostaganem** - Maison individuelle : sup. 114 m² (R+1) non finie - quartier résidentiel pour habitation - Tél: 0554.23.00.64

■ **Maison à vendre Cité Amel** - Senia, proche Mairie, Clinique, Ecole primaire, de 150 m², R+2 étages + terrain. RDC: 2 garages, 1 petite cour. 1er étg.: cuisine, 3 Ch., WC, SDB. 2ème: 2 Ch., 1 gd salon, SDB, terrasse, 1 gde Ch. - 041.34.86.72 - 0033.1.82.09.59.24 - Prix intéressant

■ **Vends une villa RDC non finie**. Sup. 260 m² - bien située, 2 façades à Rocher ORAN - Tél: 0795.19.57.09 - Intermédiaire s'abstenir - Merci

■ **Vends villa R+1 - 146 m² - 258 lots** Es-Sénia. RDC: hall + salon + cuisine + garage + cour. 1er étage : 3 Ch. + salon + SDB - Tél: 0771.04.69.61

■ **A vendre une belle villa en R+1**, superficie 500 m², bâtie 230 m² avec garage de 100 m² à l'Hippodrome ORAN - Tél. 0555.27.63.78 - Prix après visite

■ **Vends belle Maison**. Actée. Tout confort à Akid Lotfi (Fernandville) R+1 (jardin + cour). RDC: loft et cuisine. 1er étg.: 4 Ch. et sanitaire - avec ou sans meubles - curieux s'abstenir SVP - Tél: 0770.69.90.94

■ **Vends maison de 150 m²**, avec 2 façades, 3 pièces, SDB, cuisine, garage, jardin et bache d'eau. 90% finie avec piliers du premier étage à BEN FREHA à 18 Km d'Oran. Sise près de la nouvelle mosquée - Veuillez contacter : 0550.22.68.34

■ **Vente villa R+2**. Deux façades. 131 m². RDC: 3 locaux + sanitaire. 1er étage: 2 pièces + salon + cuisine + hall + sanitaire. 2ème étage: 3 pièces + salon + sanitaire. 3ème étage: buanderie + terrasse - Possib. de construction 6 étages - sise à Saint Eugène - Bd Vauchez. Oran - Jawad: N°: 0773.98.46.09

■ **Vends jolie Maison** refaite à neuf. 1er étage + terrasse. 182 m². F5 + grand balcon + grande terrasse - convient pour profession (clinique, laborat.) ou habitation. 99 Avenue Albert 1er - Protin - 0771.24.15.84

LOCAUX

■ **Vends ou loue local commercial** (restaurant équipé catégorie 3) au Bd Front de Mer Centre-ville Oran - Tél: 0699.30.16.56 - 0553.84.14.61

■ **A vendre local commercial** situé près du Bld Zabana à ORAN. Superficie de 57 m² - Tél: 0553.52.31.06 - 0661.20.03.32

■ **MASCARA Centre-ville**: vends local commercial (P.D.P.) 25 m², 2 façades, bien aménagé - prix intéressant - 86 U - Tél: 0771.82.03.87

■ **A louer local 36 m²** situé au 3 rue Taha Lari - Bastié - ORAN - Ligne Bus 49 (sans eau, sans gaz, sans sanitaire) - Tél: 0772.72.35.54 - Curieux s'abstenir

■ **Part. vend local acté sis au plein** centre-ville d'Oran côté marché Michelet spf 200 m² + 100 m² sous-sol bien aménagé convient tout usage commercial - (agence - banque - Sté - Assurance...). Possibilité de stationnement. Courtier, Interm. s'abstenir S.V.P. - Tél: 0559.05.78.58

■ **Vends local 12 m² sis à Oran 19** rue Louis Blanc grande artère - Tél: 0550.69.74.31

■ **Loue 2 Chambres froides 100 m²** chacune (- +) - Vends une Chambre froide (- +) en panneaux sandwich 150 m² - moteur Mono-rop 18 Ch. - situées à Millenium - ORAN - Tél.: 0555.617.998 - 0771.30.59.16

■ **TLEMCCEN**: Particulier loue magasin 20 m² immeuble TAGRART proximité Hôtel Ibis IMAMA - Tél: 0662.30.11.52

■ **A louer Z.I Chetaïbo**, dépôt 5.000 m² dont 1.500 m² couverts doté de toutes les commodités - Tél. de 8 H à 18 H : 0774.06.52.46

■ **Loue local 35 m² avec Sanit.** Loue local 30 m² sans Sanit. Endroit commercial près du centre commercial Plaza - Es-Senia - Tél: 0772.97.41.44

■ **Vente Bain maure à CHABAT EL HAM** - Contacter le 0776.52.17.06 ou 0777.26.76.00

■ **Donne en location local commercial** d'une superficie de 300 m² situé centre-ville MAS-CARA - Convientrait pour tous commerces de gros ou autres - Tél: 0559.02.90.59

■ **A vendre ou à louer**: local Z.I. Tiélat Oran, 2.500 m², 1.250 m² couvert plus bloc Admin. et poste Elect. + local Z.I. Fornaka (25 Km de Mosta et 55 Km de W. Oran), 740 m² couvert et Sup. totale 2.016 m², plus bloc Admin. et poste Elect. + local à Kheireddine 08 Km du port de Mostaganem Sup. 510 m² - Tél.: 0661.11.36.86 - 0555.43.33.06

■ **Vends local commercial Murs et Fonds** plein centre-ville Oran Bd Emir Abdelkader au RDC d'un immeuble. 150 m². Laboratoire d'analyses. Salle de sport Fitness. Restaurant. Radiologie Imagerie. Douches. Ecole privée... etc. + loue villa à Bousfer-plage - 0771.84.25.21

■ **Loue à Oran acté Cité Djamel**: 2 locaux de 33 m² chacun avec sanitaires, eau et électricité - Prix intéressant - Tél.: 0770.44.80.91

■ **A vendre / louer**: locaux commerciaux 100, 200, 350 et 1.000 m² Oran-ville, Larbi Ben M'hidi, Khemisti, Emir AEK et Rue Mostaganem + 200 à 2.000 m² sur 2ème et 3ème Périphériques d'Oran - AG. 16 F/MER - 0661.31.55.55

■ **Location local R+2** (120 m² x 3) + studio toutes commodités -0 convient bureaux, siège banque étrangère, succursale, superette - situation stratégique, rond-point Cité Djamel Oran en face Aval (Sonatrach) - Tél. : 0661.21.26.63

■ **ORAN - A louer local**, 2 façades, 210 m² hauteur 4 m20 + sanitaire, 5 rideaux vitrés au grand boulevard Chakib Arslan face le grand marché (Halles centrales) - Tél: 0774.77.55.90

■ **Loue local de 100 m²** avec 2 bureaux et sanitaire - Loue local de 70 m² avec 3 bureaux et sanitaire - Loue un local de 250 m² au 5 étage à Oran Point du Jour - Tél : 0770.35.36.29

■ **ORAN**. Loue local à usage de bureau, appart, 46 m² (3 P + cour + S. d'eau) état neuf, situé à côté académie d'Oran - 3.5 U/M. payable l'année - Tél: 0558.93.93.25

■ **Loue local de 32 m²** rue Berthelot - St Eugène. ORAN - Tél: 0557.73.34.30 / 0794.45.22.73

■ **ORAN**. Cherche à louer local à usage de dépôt 400 - 500 m². Non situé dans une zone industrielle ou zone d'activité - Contacter 0550.92.19.20 H.B. - Fax: 043.28.51.03

■ **A louer une Cafétéria** à Bouisseville, Aïn El-Turck, en activité - Contactez-moi: 0774.58.07.81

■ **Vends à ORAN sur Bd commercial** (grossistes en alimentation Gle) R+1, 163 m². RDC: grand local avec chambre froide (+ et -) bien fini en activité + cour. 1er: F3 fini à 80% + terrasse. 2ème: terrasse avec piliers - Curieux et intermédiaires s'abstenir. Prix après visite - Tél: 0793.92.99.11

■ **A vendre local acté Oran**. Sup. 61 m², hauteur 6 m, 50, aménagé, avec soupente, 2 rideaux (sanitaire, électricité) - convient pour toute activité - Hai Yasmine. Libre de suite - Tél: 0777.76.81.73

■ **Loue local 400 m²/ hauteur 5 mts** - ttes commodités - électricité 380 V - portail d'entrée 4,50 m hauteur x 4,50 m - 31 rue Bendahmane Saada - Eckmühl en parallèle Ave Oujda - Tél. Fixe: 041.35.22.57 - Portable: 0551.73.43.97

■ **Vends local commercial 47 m²**, situé Plateau à la rue des Frères Niati - ORAN. Convient à toute activité - Appeler 0791.49.68.67 - Curieux s'abstenir

■ **Loue local commercial** au Bd des Castors, superficie 90 m², endroit très demandé, dalle de sol, climatisation, porte Mischler, deux rideaux façade - 0796.75.17.81 - ORAN

■ **Vente d'une clinique agréée en** hémodialyse, toute équipée, très beau quartier de MAS-CARA - Tél: 0551.27.62.83

■ **A louer un restaurant** au centre-ville d'Oran, équipé avec une capacité de 50 couverts - Pour plus de renseignements appelez 041.29.17.41 - 041.29.48.46

■ **ORAN**. Loue local commercial (16 m²) (Nouvelle Station Bus à Seddikia - Point du Jour - Terminus B) - Convient Tabac - Téléphone - Produit laitier - Alimentation - Tél. après 14 H - 0770.60.80.43

■ **Vends un local bien aménagé** à Plateau - ORAN - Tél: 0790.52.65.20

■ **Vente Pharmacie en activité** à S.B.A.-Ville - Curieux s'abstenir - prix après visite - Tél: 0795.34.25.39 / 0661.21.78.18

■ **Loue local 100 m² grand Bd** Point du Jour ORAN - Conv. Banque - Ass. - Ag. Voyages - Tél: 0554.32.50.74

■ **A louer à ORAN un local à usage** administratif ou commercial en R+1 - bien situé au 73 Route de Canastel, Fernandville, pas loin du Supermarché Acyl. Sup. 260 m² - Contact: 0661.20.18.63

■ **Loue Restaurant - Pizzeria + Cafétéria** (séparés) - ttes commodités - endroit commercial - très bien situés sur gd boulevard (en face parking de la CASORAN) - Tél: 0552.48.15.73 - 0773.05.66.37

■ **A louer à la zone industrielle** de Bir El Djir 350 m² comme dépôt ou atelier avec poste 250 KV + eau + terrain nu clôturé avec 2 pièces avec eau + électricité de 1.000 m² - Tél: 0553.84.88.23

■ **ORAN - A vendre ou à louer** local + cave. Acté. 31, Bd Emir AEK - Tél: 0551.90.45.45 / 0771.00.40.45 / 0551.53.37.12

■ **Bonne Affaire**. Loue local 30 m² avec sanitaire + 1er étage de 200 m² avec sanitaire, belle façade de 20 m, angle Choupot - Maraval (01, Avenue du Parc) - Tél: 0770.97.89.01 / 0771.19.60.65

■ **ORAN - Loue local commercial** (850 m²) hauteur 6 m charpente avec showroom, toutes commodités, à Médiouni - Tél: 041.34.24.41 - Mob: 0662.24.44.28 - H.B. Tewfik

■ **TLEMCCEN**: Vends magasin acté 17 m² avec vitrines et faux plafond, boulevard en face café Wouroud - IMAMA - Tél: 0777.64.36.33

EMPLOIS

■ **Cabinet médical** de groupe cherche Médecins Spécialistes, Médecins Généralistes, Dentistes - Etudie toutes propositions - Tél: 0774.42.61.65

■ **Père de faille** cherche emploi comme Chauffeur Livreur ou Aide Topographe - Merci de me contacter au 0662.32.92.55

■ **Pharmacie à Bir El Djir** (Pépinière) cherche Vendeur expérimenté maîtrisant l'outil informatique de 15 H 00 à 22 H 00 - Tél: 0669.730.726

■ **Artisan Peinture Bâtiment** bien équipé cherche de travail Apparts, Villas... etc. ou Sous-traitance - Tél: 0790.82.28.76

■ **Cherche à Sidi Bel Abbès** centre-ville Esthéticienne diplômée - Bon salaire - Tél: 0554.28.83.75

■ **TLEMCCEN**: Clinique recrute Réceptionniste maîtrisant l'outil informatique et le français - Tél: 0696.40.20.14

■ **Salon de coiffure Dame Bernardville** (Seddikia) cherche Coiffeuse avec expérience (à long terme) - Tél: 0559.500.596 - de 10 H à 18 H

■ **Groupe Scolaire Ryad**. Carteaux. ORAN. Maternelle. Préscolaire. Primaire. Moyen. Recrute: Educatrices (Maternelle). Enseignantes (Préscolaire, Prim.). Professeurs (Moyen) - Form. pédagogique assurée. Diplômes: Univers. C.V. détaillé. Tél: 041.53.78.82 / 0773.64.29.00 - Email: group.sco.a.r@gmail.com

■ **Atelier de couture** installé à Oran Choupot recrute des Couturières sur colletterie et point droit et surjet (Femme) diplômé en tailleur dame et avec expérience - sérieuses et motivées - Tél.: 0770.44.23.48 - de 9 h à 18 h.

■ **Société de taxi** recrute des Chauffeurs H ou F disposant de diplôme de la D. des transports. 1350 DA par jour. Cautionnement exigé - à El Braya Daïra Oued Tiélat - Oran - Tél.: 0664.21.21.21 - 0553.79.12.07

■ **EL HAYET SCHOOL ECOLE PRIVEE** (Primaire, Moyen, Secondaire). Recruteurs Personnel administratif (en retraite anticipée) pour année scolaire 2011-2012 - Se présenter avec CV au N° 03, Rue Ibn Toffel, Place Fontanelle - Gambetta - Tél: 041.53.25.85

■ **Cherche Femme de chambre** (Femme de ménage) à l'Hôtel Belkaid - TLEMCCEN - Tél: 043.26.44.87 - Fax: 043.26.28.82

■ **Recrutons professeurs en** exercice et nouveaux retraités pour assurer des cours de soutien (toutes matières: Prim. - Moyen - Secondaire) année scolaire 2001-2012. Gambetta: 32, Rue Alexandre Nobel "Place Fontanelle" - Tél: 041.53.30.27 - Maraval: 21, Rue Soudani Amar - Tél: 041.34.85.55

■ **BOUFATIS-Ville**. Vend lot de terrain acté sup. 300 m² - prix off. 410 U. PD 450 U - Tél: 0770.10.28.87

■ **SARL** recrute responsable service après-vente - licencié, exp. demandée, sérieux - Résider à Tlemcen - Envoyer CV : pla_recrute@yahoo.fr

■ **Ets cherche Ouvrier** pour montage meuble et Vendeuse en électroménager qualifiée, bonne présentation - Veuillez vous présenter avec votre CV au 16/18 rue Cavaignac. ORAN

■ **Entreprise privée en Menuiserie** Aluminium installée à Oran recrute : - Ouvrier qualifié en menuiserie aluminium - Demi-Ouvrier - Envoyer CV au 041.53.44.26

■ **Centre de Formation ERRAYED** (la Lofa) agréé lance Formations: Bureauautique, Bases de données, Administration réseaux, Algorithmes et Langages de Programmation Builder c++, Delphi et Java. Inscriptions immédiates - Tél: 041.290.790 / 0662.668.975

■ **Groupe de société** important recrute pour sa carrière sise à Sidi Ali Benyoube, wilaya de SIDI BEL ABBES : 01 électromécanicien ayant min. 05 ans expér. dans le domaine, salaire motivant, transport assuré, et avantages sociaux - Faxer CV au 041.40.31.83

■ **Entreprise en ferronnerie** cherche Secrétaire, niveau Terminal et plus à ORAN. Adresse : 53, Rue Djebbour Maâmar (Ville Nouvelle) - Tél: 0555.06.05.63 / 041.40.52.36 - Email : ferronneriesaada@yahoo.fr

■ **Salon de coiffure** et d'esthétique - ZEN - cherche une (1) coiffeuse - Contactez: 0560.82.57.11 - Oran

■ **Cherche pour atelier** de couture, Couturière point droit et surjet - 0696.77.28.97

■ **Institut de beauté** à Bel Air Oran au Rd-point de la wilaya cherche Coiffeuse diplômée avec expérience. Bonne présentation, ayant le sens commercial et de l'accueil. Salaire intéressant - Tél: 0558.03.94.02

■ **Laboratoire d'Analyses Médicales** à Oran recrute Biologistes expérimentés - Dépense CV au 6, Rue Khodja Miloud (En face Clinique Fellaoucène) - Plateau - ORAN

■ **ORAN-Ville**. Grossisterie en Produits pharmaceutiques. Recrutons (01) Téléopérateur (trice) expérimenté (e) dans la vente des médicaments ou un Vendeur (se) en pharmacie, (01) Aide-comptable et (01) Chauffeur-livreur - Envoyer CV sur oranpharm@yahoo.fr

■ **Consultant RH** indépendant (15 ans expérience) offre son savoir-faire aux entreprises qui veulent externaliser Paie et Gestion RH - Diminuer vos charges de gestion et obtenez un service conforme et de qualité - Tél: 0771.46.52.20


■ **Société de P. Immobilière** sise à Oran recrute : Ing. Géni Civil - Architecte - Envoyer CV par Fax: 041.28.58.61

■ **Société privée** cherche un Technicien Supérieur ou DEUA en : Biomédical ou Electronique ou Electrotechnique - Sérieux, éduqué - Envoyer CV par Fax au : 041.41.33.20 / 41.32.84

■ **Institut de Beauté Auriège** cherche Coiffeuse qualifiée, sérieuse - Pour éventuelle proposition, contactez le 041.39.49.68 ou 0559.41.49.31 - de 9 H 00 à 19 H 00 S.V.P.

■ **Recherche d'une Coiffeuse** diplômée et expérimentée - Tél: 0778.54.52.45

PENSÉE
Il y a quatre années partait vers un monde meilleur
M. KOBSI Med
Ex-Président de la Chambre d'Agriculture de la wilaya de Tiaret. En ce douloureux souvenir, je demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé de prier pour son âme et implorer l'Omniiscient de lui accorder Pardon et Miséricorde.
Ton fils Omar de Sougueur



PENSÉE
La famille MEBAREK De son père. Cela fait 10 ans que notre cher regretté père MEBAREK DJILALI nous a quittés à jamais, laissant un vide parmi nous. En cette douloureuse circonstance, toute sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé pour sa bonté et son cœur, et sa générosité d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Que Dieu, Le Tout-Puissant, l'accueille en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.
Sa femme et ses enfants Hennaya



SOCIETE INTERNATIONALE RECRUTE :
01 MERCHANDISER (AGENT DE MARKETING)
PROFIL : - Bac + 03 années. - Age : entre 24 et 27 ans. - Expérience de plus de deux (02) ans dans un poste commercial (Attestations de travail faisant foi). - Maîtrisant l'outil informatique. - Connaissance parfaite de français et de l'arabe, anglais souhaité. - Disponible. - Permis de conduire de plus de deux (02) ans. - Résider à TLEMCCEN.
Transmettre CV + Photo par Email à : **rh.emploi@yahoo.fr**
Ou par Fax au N°: 040 22 27 99

Clinique de la Vision
63, Bd les Castors ORAN
Nous informons notre aimable clientèle de la mise à disposition de 02 lignes téléphoniques supplémentaires:
05.59.22.99.98
07.77.87.49.91
Le Directeur : **Dr A. CHIALI**

" Proran ", promoteur immobilier recrute une **Commerciale résidente à Oran** avec expérience dans la promotion immobilière, maîtrisant l'outil informatique - Envoyer votre CV par mail : **proran@hotmail.fr**

CONDOLÉANCES
L'école " Les enfants de demain " présente ses sincères condoléances à la famille BENKALFAT suite à la disparition de
Mr BENKALFAT Ahmed
papa de Neila leur élève.
Puisse Dieu lui accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

TERRAINS

■Vends terrain ORAN-Centre deux façades, 4.500 m² - Tél: 0560.43.59.13

■A vendre terrain à Douar Belgaid superficie 550 m². 50.000 DA/m² négociable - Ni courtiers ni intermédiaires S.V.P. - Tél: 0554.05.21.39

■A vendre lot de terrain acte notarié d'une superficie de 300 m² situés à MAGHNIA dans une cité commerciale, ou échange conte un appartement à TLEMCCEN ou environs - Contactez-nous au 0770.96.38.25 / 0794.53.46.91

■AG. HOUHOU. MARAVAL. 041.35.34.27 - 0555.44.41.72 - Vds lot Royeiba (Al Ameria) 2 Fdes 95 U. Lot 2 Fdes Douar Boudjemaâ 7 U le m². Rocher 240 m² 5 U le m². S. Bachir 280 m², 900 nég. Lot Maraval 308 m² 10 U le m². Villa 300 m² R+2 C. Petit sur Bd PD 50. Carcasse 400 m² 5,5

■V / Terrains Promot.. 5.000 à 20.000 m² pour villas ou Bts R+5, vue sur mer Kharouba (MOSTAG.) - V / Fermes 10 et 30 Ha même willaya - AG. IMM. 16, Bd F/Mer - 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■V / 5 à 100 Ha RN Zi Tafraoui et Hamoul 15 km d'Oran bon prix - 30 Ha Fleurus - V / loue 40 Logts Promo Mle-Art et Plaza - AG. IMM. 16, Bd F/Mer - 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■V / Terrains Promot. 500 à 2.000 m² vue sur mer Canastel - 10 à 50.000 m² Belgaid Bt 4ème Périph. 10.000 DA/m² et + Possib. Ech. C./ villa ou autre - AG. IMM. 16, Bd F/Mer - 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■A vendre lot de terrain sis à Fernandville - ORAN, d'une superficie de 720 m², façade de 16 m - Contacter le: 0555.11.36.00 / 0770.30.33.49

■Vds Ferme 215 Ha, à 40 Km de W. de SAÏDA, 30 Ha olives, 02 puits, 02 hangars... etc. - Tél. : 0661.11.36.86 - 0555.433.306

■MOSTAGANEM - Vallée des Jardins sur Route Nationale - Vends deux terrains Sup. 4.580 m² et 1.908 m² clôturés. Actés. Livret foncier - Tél.: 0770.74.77.38

■Vends lot de terrain 154 mètres carrés Coop. de Wilaya. Acté + PC. Canastel. Bir El Djir - ORAN - Tél.: 0696.36.95.89

■A vendre / louer : Hangars en Z.I. 1000 / 2000 m² - 2500 / 4000 m² et 5000 / 1000 m² avec Bloc administratif Hassi Ameur - Senia - Cheitbo - El Kerma - Tiélat - AG0. F/MER - 0661.31.55.55

■Vends terrain 650 m² - Acté - 30 m de l'eau. KRISTEL-plage - ORAN - 0770.94.39.30 - 0553.98.49.69

■A vendre terrain 260 m² double façade - Acté - à FLEURUS (RHA). Prix offert 16.000 DA le m² - Tél.: 0770.52.86.68 - Après 15 H

■Vends lot de terrain 198 m², deux façades 18 m x 11 m - situé à Bir El Djir - Coopérative El Fadjr - Prix demandé 110.000 DA le m² - Contacter N° 0550.99.55.80

■Vends terrain 200 m² Bir El Djir, Pépinière " El Fajr ". Acté, viabilisé avec Permis de construire. Prix 8 U/m² - Tél : 041.27.31.80 - 0770.96.60.70

■Coopérative Imm. privée " ESSAADA " Douar Bel-Gayed vend des lots de terrains de 200 m². Nombre limité - Pour réservation contacter Ag. Imm. TAAMIR - Hay El Yasmine ORAN - 0665.36.39.51 - 0669.59.62.75

■A vendre une terre agricole de 02 Ha et demi (2 Ha1/2) situé près de la ferme Djafar à 5 Km de la Commune de Tiant Daïra de Ghazouet- Tél: 0553.48.67.47

■Vds lot de terrain à TIARET Cité l'Avenir. 270 m² double façade, entouré + piliers - endroit commercial. PD 1 M - N° Tél: 0778.18.10.80 (Tayeb)

■A vendre terrain 283,5 m² à Belvédère entre la Maternité du Point du Jour et la Maison Peugeot Courbet - Tél: 0552.41.60.33

■Vends terrain nu sup. 512 m² sur 15 m de façade dans un quartier résidentiel les Palmiers ORAN - Tél: 0770.12.74.56 ou 0552 46.31.28

■Vds à HADJADJ (Douar Meghaizia) W. Mostaganem, 2 lots terrain sup. 260 m² - Idéal pour construction maison individuelle de thérapie morale - Tél.: 0554.23.00.64

■Vends à HADJADJ (Douar Cheraifia) W. Mostaganem, 2 lots terrain sup. 150 m² et 120 m² - idéal pour construction maison de thérapie morale - Tél: 0554.23.00.64

■Vente ferme clôturée bordure autoroute 3.5 Ha + 1 puits + 1 bassin d'eau + plate forme avec 2 hangars 500 m² chacun pour tout usage + bloc administratif - Tél: 0552.39.65.31

■A vendre terrain 200 m² Millenium - Vends local 40 m² bien placé Seddikia côté Sherraton - Tél: 0550.97.51.90

■A vendre terrain - Acté - 1.140 m² - équipement, 4 façades à Es-Senia derrière Complexe sportif - Sidi Lakhia - Tél: 0552.41.60.33

■A vendre terrain 330 m² - 23 m façade - non accidenté, clôturé, viabilisé - à 600 m du centre-ville - quartier résidentiel Ain Turk. ORAN - Tél: 0771.18.95.82

■Vends terrain nu, deux façades - Commercial - situé sur la Route Nationale (Rocher) ORAN, 3.150 m² avec Permis de construire R+2 - Prix après visite - Tél: 0662.18.82.10

■Vends terrain à bâtir d'une superficie de 212 m² avec 22 piliers et entourage, situé à Ain-El-Bya - Acté - Tél: 0794.04.12.85

■Vends terrains de 400 m² + 300 m² à 5.000 DA le m² + 235 m² à 70 Unités avec Acte sur autoroute ORAN - MOSTA + 10.000 m² sur Zone d'Activités à 5.000 DA le m² avec Acte, à 200 m² de l'autoroute ORAN - MOSTA - Tél: 0776.78.06.36

■Vends: Terre agricole 2 Ha et 4 Ha - Actée et Livre foncier - à 2 Km de la sortie de SIG vers ORAN, terrain nu et plat - Tél: 0772.44.22.75

■AG. RAHMA - Vente lot terrain 130 m², 11 m façade. RHA FLEURUS. 300 U - 0553.62.39.90

■Vends terrain agricole superficie 3,25 Ha avec poulailier + 2 puits + force motrice - acté - avec 90 m de façade sur Chemin de la wilaya situé environ 6 km côté sud-ouest CHLEF à proximité de l'autoroute Est - Ouest - 0773.60.61.49

■Vends terrains : 300 m² 2 F, 180 m², 150 m², 210 m², 165 m² Canastel + 150 m², 220 m² Bir El Djir + 275 m² Boudjemaâ + 130 m² 2 F + 240 m² Fleurus - Ag. Immo. CANASTEL. Tél: 0770.28.60.71 / 0554.58.86.89

■A vendre ou échange terrain agricole contre appartement, de 5.000 m², très bien placé à BRAYA (Sidi Chahmi) sur la route nationale en allant vers Boufatis. Prix après visite - Tél: 0770.56.68.48

■A vendre des lots actés: 154 m² Gdyl. 157 m² à Benfriha + carcasse 157 m² R+2 à Benfriha + 2.500 m² à Benfriha + Maison R+1 à Mahdia (Oued Tiélat) 120 m² désistement, acte en cours - Tél: 0778.37.59.98 (Boukhalfa)

■A vendre terrain Zone HASSI BEN OKBA. Sf. 2.360 m², 2 façades - Tél: 0772.57.58.23 / 0553.77.16.02

DIVERS

■Ets KHAWARIZMI - Initiation en Inf. accéléérée (Word, Excel, Internet) 15 jours - Cours intensif (Anglais - Fr. - Espagnol) place St-Hubert - 0559.28.12.06

■EtsKHAWARIZMI - Formation en Electronique pratique 80% Réparation TV, Radio, les Bases Electro. Répar. Ond. Scanner ...etc. - Prof. Docteur. Place St-Hubert - 0559.28.12.06

■Vends Bétonnière ENMTP neuve - Tél: 0794.69.78.62

■Vends une Sonde sectorielle 5 MHz pour Echographe TOSHIBA SAL 38A, 38B ou 32B et un Echographe SIEMENS SL1 - Tél: 0797.53.52.28

■Vends 03 Ensacheuses verticales inox en très bon état de marche de marque " CIA " Italie: 01 à deux peseuses et 02 à une seule peseuse - Tél: 041.35.55.57 - Mob : 0661.22.67.20

■Vends Unité complète de fabrication de gaufrette de marque HAAS avec empaqueuseuses AUCUTURIER et Flowpack en production à MOSTA - Mobile: 0553.40.59.10

■Achète Meubles et Objets anciens, salle à manger, chambre à coucher, salons, modes, bureaux, horloges, pendules, statues, pendules en bronze, montres en or, tableaux, lustres, pianos, vaisselle en porcelaine et objets de curiosité... etc. Adresse : 08 rue de Tlemcen à côté du cinéma REX - ORAN - Tél: 0552.02.71.45 - 0774.40.93.78

■Cherche Licence de café - Tél: 0776.59.44.57 / 0790.38.25.46

■Je mets en vente Taximètre TX22 pour Taxi avec la Barre de taxi et Néon - Contacter le 0554.02.08.21

■A vendre Piano CASIO CTK 620 L. Bon état. Prix demandé 2.5 Unités - Appeler: 0771.40.67.13

■Pharmacien propose la location de son Diplôme ou poste de Directeur technique - Etude toute proposition - Contacter Tél : 0799.07.62.01 et Merci

■Vous entendez mal ? Audifil vous offre un bilan auditif gratuit (à but prothétique) - Pour prendre rendez-vous: 0661.10.35.04 ou 046.92.68.79 Relizane - 0661.10.35.06 ou 045.33.95.14 Mostaganem - 0661.10.35.02 ou 021.73.53.04 Alger

■Vends un Torréfacteur à café capacité 60 Kg/ cycle de 35 min et un Moulin à pierres pour café 380 Volts - Fabrication locale. Jamais servi - Curieux s'abstenir - Tél: 0699.94.82.96

■SAOUDIA AUTO-ECOLE. 42, Avenue de Saint Eugène - Formalité Dossier ANSEJ - ANDI - CNAC - Inscription à crédit cours de perfectionnement - Tél: 041.28.16.25

■Vends un petit stock de carrelage de trottoir diverses couleurs 120 DA/m² - tour d'arbre 60 DA - jardinière 80 DA - bordures (0,65) = 110 DA - à FLEURUS (15 km d'Oran) - Tél. 0772.58.65.12

■Groupe Scolaire Ryad Carteaux. ORAN. Pré-inscription élèves pour l'année 2011 / 2012 - Maternelle 3/4 ans. Préscolaire 4/5 - 5/6 ans. Primaire: 1-2-3-4-5 AP. Moyen: 1-2-3-4 AM - Tél: 041.53.78.82 / 0773.64.29.00 - Email : group.sco.a.r@gmail.com

■A vendre Salle à manger (Table + 06 Chaises) prix: 30.000 DA, d'origine Malaisie - Contactez-nous au: 041.328.274 - Email: cityline111@yahoo.fr

■Entreprise expérimentée prend tous travaux de démolition, construction, étanchéité, C.E.S. - Tél. pour RDV 041.41.10.83 / 0553.50.27.04 / 0557.49.23.23

■TLEMCCEN. Vends Perceuse multiple industrielle à 3 têtes 21 - 17 - 17 brochures marque MESA ITALY - Tél. 0553.89.11.69

■Achète Four gaufrette 24 plaques "27/37" marque HA55 MWA - Tél: 0552.47.85.23

■Vends machines à crèmes glacées trois bras neuves avec pompe - Garantie une année - Prix 380 000 DA - W/ TLEMCCEN et W/ ALGER - Tél.: 0775.03.29.73

■A vendre Réfrigérateur Congélateur (Pré-sentoir) prix : 80 000 DA. Dimension: L 1600 x D 830 x H 1850 mm - Contactez-nous au: 041.328.274 - E-Mail : cityline111@yahoo.fr

■Loue Robes mariée françaises modèle 2011 + Chedda + Caftan + Articles pour mariage - Akid Lotfi - ORAN - 0774.31.65.68 + 0773.62.63.07

■L'Ecole de Cuisine et Pâtisserie forme Cuisinier - Pâtissier - Pizzaiolo - Gâteaux orientaux - et en cours de soir - Carteaux HLM. ORAN - 041.42.34.46 - 041.42.21.39 - 0770.76.34.27 - www.promhotel-dz.com

■SPECIAL PREPAR. Examen 2011. 5ème - BEM - BAC. Révision spécifique sur exercices types des épreuves et sans stress. 5ème: du 15 au 25 Mai - BEM: du 26 Mai au 02 Juin - BAC: du 26 Mai au 08 Juin. Assistance Plus: Gambetta Oran Tél: 041.53.30.27 - Maraval: 041.34.85.55 - 040.22.59.51

■Super Promo chez Algérie Toner. Toner Canon 2900: 999 DA. Toner Canon 3010: 1299. Toner couleur HP 1215 / Canon 5050: 2599. Toner Samsung 4521 F: 1799. Toner Epson M2000: 2499 et bien d'autres promotions. Nos produits sont garantis 100% - Info: 041.46.85.04 / 28.22.22 / 53.23.99

■Vends deux Machines de conditionnement pour des produits : grains, grammage de 50 g à 900 g - Tél. 0770.42.05.58

■Réparation à domicile : Machine à laver (linge et vaisselle). Climatiseur. Pièces de rechange disponibles - Travail garanti - Tél: 0662.87.45.68

■W.W.P. - Industry - Fabricant Etiqueteuses automatiques linéaires, Convoyeurs à bande finition Inox ou acier peint, Convoyeur à chaîne à palettes pour jonction inter machines, Tables d'accumulation - Babab Hassen - ALGER - Tél/Fax : 021.35.19.05 - Mob : 0770.52.96.12 / 0770.55.55.56

■Vends : Vitrine Mischler blanche neuve à Oran. H. 2.60 m L. 2.50 - 10 Tables coiffure, 2 esthétique, manucure. T. bon prix - Tél: 0554.557.115 ou 0771.73.2825

■EURL TRAVOUEST. Installation et maintenance des chambres froides - Prends en charge les projets ANSEJ - Tél: 0550.19.23.60 / 0661.10.26.31

■A vendre: - Slotter 02 couleurs Flexo - Tél: 0558.07.20.69

■Vends ligne d'impression Héliog. 6 couleurs (neuve) machine, fabrication tube plast. Impression 4 couleurs (Produit cosmét. parapharm.), machine fabrication tube aluminium impression 4 couleurs (colle et teinte cosmétique) - Tél: 0556.28.33.74 - 0556.28.16.01 - blokmene@yahoo.fr

■Fabrication Tube aluminium (pour colle et teinte cosmétique), Tube plastique (pour produit cosmétique et parapharmaceutique) avec impression 4 couleurs - Tél: 0556.28.33.74 - 0556.28.16.01

■Pour tous les élèves de 3AS, l'établissement privé EL KORTOBI organise une séance de psychologie suivie d'une semaine de révision dans les matières : Maths - Phy. - Contactez 0550.56.64.58

■A vendre Bateaux marque VIP moteur OMC 200 Chevaux. Largeur 2 m50 - Longueur 7 m 00 avec remorque - Houari Med - 0772.33.65.42 - 0550.22.60.51

■A vendre Couveuse automatique volaille capacité 300 en bon état - Contacter le 0797.597.898

■A vendre Four mini 4 étages, 360 baguettes très bon état + 1 Façonneuse Pani Recor + Façonneuse Major état neuf + Diviseuse 20 coupes -Tél. 0552.55.55.31 - 0792.57.06.65

■TLEMCCEN. Vends Tour à bois semi-automatique MVM ITALY T-1200 + Affûteuse fers, Dégauchisseuse & Raboteuse.JOLY 850 & Plaqueuse manuelle 5 éléments - Tél. 0770.52.92.15

■A vendre Machine Limonaderie Groupe révis. 40 becs - Etiqueteuse six rangées - Refroidisseur 7000 L - Laveuse PROTE (06) six rangées - Tél: 0553.79.48.28 / 0661.60.10.04

■Super Promo " BROUD " HAIER: 7000 BTU 23.990 DA - 9000 BTU 25.990 DA - 12000 BTU 29.990 DA (garantie 3 ans) - HEW Avenue de Canastel. Gambetta. Oran - Tél: 041.53.10.19/21 - (Stock limité)

■Pour toute réparation de Coffre-fort bloqué - Appelez 0555.944.327

■Vends Echographe Numérique 2 sondes + Imprimante - Excellent état - 041.28.21.78 - H.B.

■Vds affaire, garage mécanique matériel neuf (pont, press,...) clientèle fidèle. C.A. intéressant, bien placé. Possible vds le matériel seul - Tél: 0795.11.98.75 -MOSTA

■Aviculteur vend 2 chaînes plates + 80 ponchoirs (Repro-Chair) - Tél: 0550.53.30.62

■Loue Licence café, 1ère catégorie - Tél.: 0553.05.73.57

■Vends Matériel de coiffure Dame : 3 postes de travail avec 3 fauteuils - 1 casque - 2 séchoirs, 8 chaises, plus outils de travail (peu servi) - Tél: 0556.22.83.35

■A vendre une collection d'Oeuvres d'art (Antiquités) - Tél: 0771.12.13.34

PENSÉE
A la mémoire de notre cher **FEKHAR Nadia** 24-02-1980 9-06-2008
Déjà trois ans se sont écoulés. Ta disparition a laissé un grand vide dans notre famille et une profonde déchirure difficile à cicatriser. La vie continue certes, mais sans toi elle reste morose et amère. Chère Nadia tu étais douce, très gentille au cœur plein de bonté. Toi l'inoubliable Nadia, l'angélique, tu vis toujours dans nos cœurs meurtris. Nous pensons à toi à chaque moment de la journée. Repose en paix, si Dieu veut nous serons à tes côtés dans l'au-delà pour une vie meilleure, paisible et éternelle. Tes parents, tes enfants, ta sœur, tes frères et amies.

PENSÉE
A la mémoire de notre mère **BERRAHOU FATIHA**
Décédée le 10-06-2007.
Pour que notre mère ne tombera pas dans l'oubli, en ce jour douloureux, ayez une pieuse pensée en sa mémoire. Tu vivras toujours dans nos cœurs et dans notre pensée. ALLAH Yarham notre chère mère. Tes fils

PENSÉE (40ème JOUR)
Triste fut le 03 Mai 2011 quand tu nous as quittés à jamais, un homme exceptionnel, notre cher et regretté père **HAMDAD Abdelkader**
Ta disparition a laissé un vide que nul ne pourra combler. Le temps n'effacera jamais l'image de ton sourire radieux, de la bonté, ta générosité envers autrui, de ta tendresse et la sagesse. En cette douloureuse circonstance, ta fille Mokhtaria, retraité du C.P.A, tes petits-fils Riad et Hichem, et ta fille Ilhem et son mari Ahmed et ses enfants Ramy et Norhane Fatima, demandent à tous ceux qui t'ont connu, aimé et apprécié d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.

DÉCÈS
La famille **HAMMADOU** a l'immense douleur de faire part du décès de son cher et regretté père **Slimane HAMMADOU** survenu le 12/05/2011 à Ain Sefra à l'âge de 69 ans. Puisse Dieu accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

PENSÉE
Triste jour que ce 9 Juin, pour les survivants de la famille des maquisards de la wilaya IV. Et combien triste pour ceux de " Hamrène " l'un des leurs, **" BOUALEM LA FRANCE "** les a quittés, il était une légende à lui seul et il avait hâte, disait-il, de rejoindre son ami et frère de combat " Si El Madani " qui l'avait précédé le 26 Avril 2007. Chagrin et souvenirs de ces noms flamboyants du courage et de l'honneur, souvenir dans la dignité de ceux qui ont écrit en lettres d'or un chapitre de l'histoire de ce beau pays. Honneur à vous, amis et frères de combat qui avez incarné l'honneur. Bientôt nous nous retrouverons INCH'ALLAH par-delà le soleil, les éthers et par-delà les confins de la sphère étoilée. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. **KLOUCH DIT " SNOUCI "**

PENSÉE
A notre très cher époux, père et grand-père **HADJ HABIB DERGAL**
Combien fut triste et douloureuse cette date du 10/06/2009, celle de ton dernier voyage. En ce souvenir, ta femme, tes enfants, tes petits-enfants et toute ta famille demandent à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire et prier Dieu de t'accorder Sa Sainte Miséricorde et de t'accueillir en Son Vaste Paradis. ALLAH Yarahmek

PENSÉE
Il y a une année - le 04 Juin 2010 6 décédait **Mme DEKICHE DJOUDI Née CHERCHAR FATMA ZOHRRA**. En ce douloureux souvenir, ses enfants Fouad, Med Riad, Abdelkader, Siham et Sarah demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée de prier pour son âme. Repose en paix maman.

PENSÉE
A notre très cher fils et frère **BENBOUHA Nasr Eddine**
Tu es parti un 09 Juin 2006, un vendredi matin, un jour sacré dans notre religion, il réunit les fidèles dans une prière collective louant Le Tout-Puissant. Ta séparation nous a meurtris à jamais, tu seras toujours dans nos cœurs. Ton père Khatir, ta chère maman, tes sœurs et frères, tes camarades de travail ne t'oublieront jamais. Repose en paix cher fils et frère, a Dieu nous appartenons à Lui nous retournons.

PENSÉE
A la mémoire de mon mari **BOUDJIR Lahcène**
Tu m'as quittée pour un monde meilleur. Il y a de cela 8 années - 9 Juin 2003 - Ni les larmes ni les consolations n'ont pas changer quoi que ce soit de ma vie, depuis ta disparition, tout a basculé, tu as laissé un vide immense derrière toi et un chagrin que nul ne pourra apaiser et effacer. Tu me manques. **Ton épouse BOUDJIR**

Office Public des Ventes aux Enchères et Evaluations
MAITRE FELLAH TOUFIK - Commissaire-priseur près du Tribunal d'Oran
Rue Moulay Ahmed (ex-Lamoricière) Immeuble N° 08 - ORAN - Mbl : 0770 / 31-69-47 - Tél. /Fax: 041 / 29-30-62
AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
Le Commissaire-priseur met en vente aux enchères publiques par soumissions cachetées, le 16/06/2011 à 10 h 00 min, au profit de LIND GAS ALGERIE Av. des Martyrs de la Révolution d'Oran, du matériel ci-dessous désigné.

Lot	Désignation
01	VP HONDA : 00965-197-31 A.C.G.
02	Lot divers : Matériel de bureau - Informatique... etc.

Conditions de vente : Conditions habituelles. **Le Commissaire-priseur**

Villa à louer située à BIR EL DJIR. Rez-de-chaussée un séjour + cuisine. 1er étage 3 chambres + salon. 2ème étage un grand salon. Avec 02 garages et un jardin. Eau H24 + gaz de ville + électricité. Prix loyer 50.000,00 DA/mois. Contacter au 07/ 75.26.40.19 ou 040.21.04.29

E / KRIM HOUICINE vend des locaux
Surface entre 24 m² et 177 m² à OIJLIDA - TLEMCCEN.
Contacter : 07 98 29 35 69

VACANCES D'ÉTÉ
Pour vos vacances d'été, notre agence vous propose des séjours vers les destinations suivantes :
MAROC: AGADIR Marrakech / Casablanca A partir du 30 juin 2011
TURQUIE : Istanbul / Antalya A partir du 11 juillet 2011
Contactez-nous aux :
SVL SIDI EL HOUARI VOYAGES : TEL : 041 41 59 24 - Fax : 041 41 10 57
MOBILE : 0791 83 28 84 - 0790 98 81 65

VENTE
Affaire à ne pas rater, vente lots de Pièces de Rechange pour engins, Liquidation à prix choc remise de 50%, CAT, KOMATSU, HITACHI.
Mob : 07 78 51 49 82

A louer
local couvert en plein centre d'Ain-El-Turck, 400 m² - Conviendrait pour garage, atelier, banque, supermarché, fast-food - **Tél. : 0560 17 39 87** (de 7 h à 10 h et de 17 h à 22 h)

TLEMCCEN
Loue local R+3 (250 m² x 4) pour Société étrangère ou autre à usage Centre d'affaires, Siège banque, Showroom, Supermarché - Très bien situé sur grand Bd Imama.
Mob : 05 53 65 94 17

Coupe de la CAF - Vendredi à 18h00 JSK-Jaraaf

Confirmer Dakar

M. A.

La JSK tentera demain sur son ancre du 1^{er} Novembre de Tizi Ouzou d'arracher son billet qualificatif pour la phase de poules de la coupe de la CAF, une compétition qui a souri par le passé à la formation kabyle qui a inscrit son nom à trois reprises au palmarès de cette compétition dans son ancienne version. Les protégés de Rachid Belhout qui ont leur destin en mains, car forts du nul ramené il y a quinze jours de Dakar face au Jaraaf, semblent bien lotis pour passer l'écueil de la formation sénégalaise. Malgré une programmation démentielle, tous les clignotants sont au vert dans le camp kabyle. Et la victoire remportée mardi dernier dans le derby de la Kabylie face à la JSMB a eu des répercussions positives sur le moral du groupe, lequel malgré une fois de plus un effectif réduit est déterminé à se surpasser pour concrétiser le second objectif du club qui tient à cœur le président Moh Cherif Hannachi. Une chose est sûre, Rachid Belhout a dû axer le gros de son travail sur le plan psychologique tout en mettant en garde ses poulains contre un excès de confiance d'autant



plus qu'un match ne ressemble jamais à un autre et les Sénégalais qui n'ont rien à perdre mais tout à gagner n'effectueront pas le déplacement à Tizi Ouzou la fleur au fusil. Dans ce contexte, l'entraîneur de Jaraaf Lamine Dieng ne

perd pas espoir de voir son équipe renverser la vapeur et ce malgré son manque d'expérience à l'échelle continentale. Mais connaissant la volonté des joueurs kabyles, ces derniers s'efforceront d'éviter toute mauvaise surprise.

Football - Ligue 2

L'ABM joue gros à Batna

M. Zeggai

Les jeux étant faits en haut du tableau, l'intérêt de cette fin de saison reste le bas du tableau et ce pour connaître l'équipe qui accompagnera le CRT à l'étage inférieur. A cet effet, l'affaire ABM-USMBA, qui est encore à l'étude selon les dirigeants belabbésiens, risque de chambouler toutes les données. Pour cette avant-dernière journée, la situation semble favorable au PAC et à la JSMS qui auront l'avantage d'évoluer à domicile.

Le Paradou a un match apparemment facile à négocier face à son hôte du jour, le CRT, et peut par conséquent augmenter son capital points. Idem pour les Skikdis qui sont dans l'obligation de l'emporter face au MSPB s'ils veulent demeurer en vie tout en exploitant le déplacement de

Vendredi à 16h00			
Médéa	.....	OM	..... CSC
Boufarik	.....	NAHD	..... USMBA
Batna	.....	CAB	..... ABM
Constantine	.....	MOC	..... ASMO
Skikda	.....	JSMS	..... MSPB
Biskra	.....	USB	..... RCK
Dar El-Beïda	.....	PAC	..... CRT
Mostaganem	.....	ESM	..... SAM

Ligue 1

Report du match USMH-CRB au 28 juin

Le match USM El Harrach-LCR Belouizdad comptant pour la 26^{ème} journée du championnat d'Algérie de Ligue 1 professionnelle, initialement prévu le samedi 11 juin, est reporté au mardi 28 juin, a annoncé la Ligue nationale de football (LNF). «En raison de

la participation de trois joueurs du CR Belouizdad en équipe nationale olympique et conformément à l'article 29 alinéa 3 du règlement des championnats de football, la rencontre USMH-CRB est reportée au mardi 28 juin», précise l'instance chargée de la

gestion de la compétition. Les trois joueurs du CRB sont en stage avec la sélection olympique en Afrique du Sud en vue du match retour face à la Zambie, prévu le 19 juin à Chingula pour le compte du troisième tour des éliminatoires des Jeux olympiques Londres-2012.

Affaire MCEE-JSMB

Match perdu par pénalité et deux matches à huis clos pour le MCEE

La Ligue nationale de football (LNF) a donné match perdu par pénalité au club du MC El-Eulma face à la JSM Béjaïa (0-2) après «envahissement du terrain entraînant l'arrêt définitif de la rencontre». Le match MCEE-JSMB, disputé le 31 mai dernier pour le compte de la 25^{ème} journée du championnat de Ligue 1, n'est pas allé à son terme

(match arrêté à la 83^{ème} minute), après envahissement du terrain et jet de projectiles, alors que l'équipe visiteuse menait au score (2-0). La sanction a été prise suite «aux pièges versées au dossier et aux rapports des officiels de la rencontre», précise la LNF. Outre le match perdu par pénalité, le MC El-Eulma a écopé de deux matches à huis clos et une

amende de 100.000 DA. D'autre part, la commission de discipline de la LNF a décidé de suspendre jusqu'à audition les dirigeants signalés par les officiels. De son côté, l'entraîneur adjoint de l'USM Alger, Bilel Dziri, a écopé d'un avertissement avant sanction pour son comportement lors de la rencontre de son équipe face à l'AS Khroub (0-0).

Inter-régions Ouest

Bras de fer pour l'accession à Mascara

M. Z.

C'est incontestablement le choc GCM-CCS qui domine cette dernière journée dans ce groupe et qui revêt une importance particulière pour les deux équipes outre son cachet derby. Les trois points sont indispensables au Ghali pour arracher la fameuse troisième place, mais ce ne sera pas une tâche aisée devant le Croissant Sigois qui n'a besoin, lui, que d'un point pour assurer son accession et éviter les calculs des meilleurs quatrièmes. De son côté, la JSEA se prépare à la fête à domicile face au SCM qui a remporté son match à rejouer face

à la JSS (3-1). Ainsi donc, le onze de Saint Rémy est assuré du titre de champion en cas de victoire. Pour sa part, le MB Hassasna, en accueillant chez lui le SCMO, dispose d'une belle opportunité pour conserver sa deuxième place. Ce sont là les trois empoignades qui seront suivies de très près comp-

te tenu de l'importance des enjeux. Pour les autres rencontres, l'avantage du terrain risque d'être déterminant pour le CRBH, la JSS et le CRBB face respectivement au HBEB, au CRBAS et au Nasr, alors que le MBSC peut revenir avec un bon résultat de Naâma face à la lanterne rouge, l'IRM.

Vendredi à 15h00

Sidi Chahmi	.....	JSEA	.....	SCM
Mascara	.....	GCM	.....	CCS
Saïda (Braci)	.....	MBH	.....	SCMO
Naâma	.....	IRM	.....	MBSC
Hennaya	.....	CRBH	.....	HBEB
Sig	.....	JSS	.....	CRBAS

Samedi (15h)

Naâma	CRBB	Nasr
-------	-------	------	-------	------

Est

Un dernier round sans enjeu

M. Benboua

Dans ce groupe, le verdict est tombé bien avant la dernière journée du championnat. En effet, et outre le trio de tête US Chaouia-CRB Aïn Fakroune-NRB Touggourt qui ont assuré leur accession avant l'heure, le WA Ramdane Djamel, avec ses 54 points, est classé parmi les trois meilleurs quatrièmes et ce, en dépit du fait qu'il soit exempt ce vendredi. C'est donc une étape sans enjeu, au cours de laquelle les équipes engagées tenteront néanmoins de terminer la saison sur une bonne note. Ainsi, on imagine que la fête sera grandiose à Oum El-Bouaghi où l'USC ac-

cueillera le WMM Tébessa, alors que le NRBT et le CRBAF évolueront en dehors de leurs bases face respectivement au HB Chelghoum Laïd et au NRB Chréa.

Dans la partie basse du tableau, et à défaut de relégation, les mal classés s'efforceront certainement d'améliorer leur classement. C'est le cas du CRB El-Milia qui reçoit la

JSB Tadjenanet, où encore l'IRB Robbah qui se rendra à El-Hadjar pour donner la réplique à l'IRBH. Pour sa part, le NTS tentera de venir à bout de l'ESG, tandis que le MB Constantine jouera ce dernier match en championnat avec la ferme intention de battre le NRB Grarem et de prendre ainsi le dessus sur son adversaire du jour au classement.

Vendredi à 15h00

Chelghoum Laïd	.....	HBCL	.....	NRBT
Constantine	.....	MBC	.....	NRBG
El-Milia	.....	CRBEM	.....	JSBT
Chréa	.....	NRBC	.....	CRBAF
El-Oued	.....	NTS	.....	ESG
El-Hadjar	.....	IRBEH	.....	IRBR
Oum El-Bouaghi	.....	USC	.....	WMMT

Centre-Ouest

La quatrième place, objet de convoitises

Fouad B.

Ce dernier round sera incontestablement marqué par le duel à distance qui déterminera le quatrième meilleur élu pour monter en division amateur. Le duel en question concerne l'IRON classé actuellement au quatrième rang avec 50 pts, soit avec deux longueurs d'avance sur le HAC qui y croit toujours lui aussi. Et pour cause, les Hydraouis joueront à domicile devant une équipe du FCBF qui va se déplacer sans aucune ambition. Au même moment, l'IRON sera en appel à Tissemsilt où il doit faire le plein devant le WABT. Une mission a priori large-

ment dans les cordes des Nailis qui ne voudront en aucun cas rater l'occasion de leur vie pour réaliser une accession historique. Ailleurs on jouera sur un air de fête pour certains et sur un air de vacances pour les autres. Le premier cas concernera bien sûr l'ESMK qui n'aura besoin que d'un seul point pour s'offrir le titre de champion à Ghardaïa face

au HBG dernier de la classe. L'USMC et le SCD qui ont également assuré leur montée n'auront qu'une simple formalité à accomplir pour terminer en apothéose, le premier à Mascara face à l'ARBG et le second à Aïn Oussera. Le reste des rencontres ne sera qu'une simple formalité à accomplir pour les uns et les autres avec l'esprit tourné vers l'avenir.

Vendredi à 16h00

Aïn Oussera	.....	CRBAO	.....	SCD
Ghardaïa	.....	HBG	.....	ESMK
Mascara	.....	ARBG	.....	USMC
Oued El-Alleug	.....	ESB	.....	JSMT
Hydra	.....	HAC	.....	FCBF
Ouargla	.....	MBHM	.....	USBHR
Tissemsilt	.....	WABT	.....	IRON

Centre-Est

L'IBKEK, l'IBL et le RCA sur un air de fête

C'est demain que tombera à l'instar des autres groupes le rideau sur cette édition 2010-2011 non sans avoir rendu avant terme le verdict quant aux trois équipes qui accéderont en division amateur. L'IBKEK, l'IBL et le RCA, puisqu'il s'agit d'eux, profiteront de l'occasion pour faire leurs adieux à cette division Inter-régions non sans pour autant négliger ce dernier round qui devrait déterminer quand même le champion en titre. Dans ce registre, c'est l'IBKEK qui a un meilleur goal-average avec une différence de + 4 sur l'IBL et bien loin du RCA. Les Khechnis se déplaceront pour cela en conquérants au 20 Août 55 à Al-

ger pour décrocher le sésame face à une équipe de l'OMR en vacances. C'est dire qu'il y aura une belle ambiance du côté des Annassers. L'IBL n'aura qu'une simple formalité à accomplir sur air de fête at home face à l'USBBA. Le RCA pour sa part ira à Ras El-Oued où il compte bien terminer sa saison sur une bonne note. L'ASBG qui a assuré la quatrième place dans ce

groupe se rendra à Barika avec beaucoup de regrets pour croiser le fer à l'ABB. Son concurrent direct pour le choix du meilleur quatrième dans les trois groupes, à savoir le GCM dans le groupe Ouest, est mieux placé chez lui face au CCS pour faire la différence. Le reste des rencontres n'aura aucune incidence sur le classement final et se jouera sur un air de vacances. F. B.

Vendredi à 16h00

Kouba	.....	CAK	.....	FCBEA
Alger	.....	OMR	.....	IBKEK
Barika	.....	ABB	.....	ASBG
Lakhdaria	.....	IBL	.....	USBBA
Ras El-Oued	.....	ROC	.....	RCA
Zioui	.....	JSHD	.....	IRBSA
Rouiba	.....	WAR	.....	USD

FAF - Deux matches amicaux pour les Verts en août et novembre

Un appel à candidature pour trouver un sélectionneur pour l'EN

La fédération algérienne de football va lancer un appel à candidature pour trouver un nouveau sélectionneur, pour succéder à Abdelhak Benchikha, démissionnaire à l'issue de la défaite concédée face au Maroc. Cette décision a été prise à l'issue de la réunion du Bureau fédéral de la FAF, élargi aux présidents des ligues régionales, tenue hier au Centre national technique à Sidi Moussa, sous la présidence de Mohamed Raou-raoua, président de la FAF.

A l'issue de sa défaite face au Maroc, l'Algérie a sérieusement hypothéqué ses chances de qualification pour la CAN-2012, dont la phase finale aura lieu au Gabon et en Guinée équatoriale. En tenant compte de l'échec de l'option d'un coach local, en dépit des moyens nécessaires à une gestion optimale de l'Equipe nationale, la FAF a privilégié désormais, le recrutement d'un staff technique de haut niveau international, précise la même source. «Si dans le passé les ressources financières ne permettaient pas cette option, il n'en est pas de même aujourd'hui. La Fédération, étant en mesure de payer les salaires adéquats, grâce à sa politique Marketing», ajoute l'instance fédérale.



Quant aux joueurs, ajoute la FAF, même si la sélection dispose d'un potentiel important qui sera renforcé en permanence, il incombera au seul futur staff technique de procéder à une réévaluation technique de l'ensemble de sa composante, et ce, dans le but d'entamer un nouveau cycle dans les meilleures conditions possibles. Par ailleurs la sélection nationale algérienne de football disputera deux matches internationaux amicaux en août et en

novembre 2011. Ces deux rencontres amicales s'ajouteront aux deux autres matches officiels, contre la Tanzanie et République centrafricaine, comptant pour les éliminatoires de la CAN 2012. Ces matches serviront de «socle aux futures et importantes échéances de l'Equipe nationale que sont les qualifications à la CAN 2013 et à la Coupe du Monde, prévue en 2014 au Brésil, et qui débiteront à l'aube de l'année 2012.

Football féminin - Privé d'accession

Machaal Zibane 2000 saisit le TAS

H. L.

L'équipe de football féminin du LCSA/Machaal Zibane 2000 n'accédera pas en division Une. Après une excellente saison et en dépit des grosses difficultés dues au manque de moyens logistiques et financiers, cette formation se voit privée d'accession en division supérieure 1 à cause de «la non-application de l'article 58 des règlements généraux portant sur les sanctions encourues par les équipes qui ne se présentent pas au stade, au jour et à l'heure d'une compétition», indique le président du club Farouk Lemaini. L'affaire remonte au 22 avril dernier, les footballeuses biseries du «Machaal Zibane 2000» se sont déplacées au stade communal

de Touggourt pour rencontrer leurs homologues de l'ESFOR Touggourt qui, pour des raisons inconnues, ne se sont pas présentées sur le terrain. Après l'attente réglementaire, cette absence a été signalée sur la feuille de match par les arbitres désignés pour cette rencontre. Selon la réglementation, déclare le président du club bis-kri : «Les trois points de la rencontre sont à comptabiliser en faveur de notre équipe, alors que notre adversaire doit écoper d'une amende et de la défalcation de points. Or, la commission des litiges de la ligue inter-régions de Constantine n'a pas appliqué la réglementation dans toute sa rigueur, se limitant seulement au forfait, cette omission majeure nous a lésés dans le décompte final et nous prive

d'une accession en D1". Ne s'avouant pas vaincus, les dirigeants du club ont pris attache avec le tribunal sportif. «Nous avons introduit un recours auprès du TAS (Tribunal arbitral du sport). Nous exigeons juste l'application du règlement et le rétablissement de notre équipe dans ses droits».

Pour rappel, l'unique formation de la wilaya a fonctionné grâce à des subventions octroyées par la DJS et la LNF. L'encadrement quant à lui était constitué d'un staff bénévole et de dirigeants désintéressés qui auront réussi en quelques mois et en dépit d'un environnement social peu enclin à la pratique d'un tel sport pour les filles à structurer ce club amateur où évoluent plusieurs joueuses aux qualités avérées.

Division nationale amateur Centre-Ouest

Grand enjeu à Benahmed Lahouari

M. Z.

Tous les regards seront braqués de main vers le stade Benahmed, théâtre du tournant entre le CRBAET et le WAB, soit deux prétendants à l'accession. Il faut savoir que le team d'Aïn El-Turck est condamné à gagner du fait qu'il sera au repos forcé lors de la dernière journée, alors qu'une défaite écarterait définitivement le WAB de la course au titre. L'enjeu revêt donc une importance capitale pour les deux équipes, ce qui signifie clairement que le match s'annonce explosif. Souhaitons seulement que le fair-play soit au rendez-vous. Cette empoignée sera suivie de très près par l'autre dauphin, la JSS, qui reste idéalement placée en accueillant le WAM. Les gars de la

Saoura sont favoris pour augmenter leur capital points tout en restant à l'écoute d'Oran. En outre, les Becharis qui détiennent la meilleure attaque du groupe sont déterminés à soigner leur goal average face à un team du Wided déjà en vacances tout en préparant leur dernier déplacement à Relizane où le RCR qui ne sera pas facile à manier jouera le rôle d'arbitre. Pour sa part, la JSMC qui accueille l'USM-

MH à huis clos est déterminée à s'offrir une victoire à l'occasion de cette dernière confrontation à domicile. Ceci est également valable pour l'IRBM avec la réception du Zidoria de Témouchent. A Tighennif, l'IST ne devrait pas éprouver de grandes difficultés à s'imposer au même titre que l'USR face au RCR qui prépare d'ores et déjà la saison prochaine. A noter que l'OMA est exempt lors de cette journée.

Vendredi à 16h00

Oran (Benahmed)	:	CRBAET	-	WAB
Maghnia	:	IRBM	-	ZSAT
Tighennif	:	IST	-	RCBOR
Bechar	:	JSS	-	WAM
Remchi	:	USR	-	RCR
Cheraga	:	JSMC	-	USMMH

Division nationale amateur Centre-Est

Duel à distance MOB-JSD

M. Benboua

C'est le duel des extrêmes entre la lanterne rouge, l'E Sour El-Ghozlane, et le leader du championnat, le MO Béjaïa, qui attire l'attention lors de cette avant-dernière journée de ce championnat dans ce groupe, à plus forte raison que le MOB pourrait composer officiellement son billet pour la division supérieure en cas de victoire.

Auteur d'un parcours régulier et d'une remontée spectaculaire au classement lors de la phase retour, le MO Béjaïa compte quatre points d'avance

sur son principal rival, la JSD Jijel qui se rendra à Boussaâda pour affronter l'ABS, une équipe déjà en vacances. Par ailleurs, le NRB Touggourt, qui a perdu tout espoir de se mêler au sprint final, n'aura pas la

tâche facile devant l'USM Sétif qui tentera d'améliorer son classement, alors que l'AS Aïn M'lila effectuera un long déplacement à Khenchela pour affronter l'USMK. Les autres rencontres sont dénuées de tout enjeu.

Vendredi à 16h00

Magra	:	NCM	-	USMAB
Boussaâda	:	ABS	-	JSD
Khenchela	:	USMK	-	ASAM
Collo	:	EC	-	WRM
Annaba	:	Hamra	-	MCM
Sétif	:	USMS	-	NARBR
Sour El-Ghozlane	:	ESG	-	MOB

Ligue 1- Saison 2011-2012

Coup d'envoi le 10 septembre

Le championnat d'Algérie de Ligue 1 professionnelle saison 2011-2012, dont le coup d'envoi sera donné le 10 septembre prochain, sera animé par seize clubs, tout comme celui de Ligue 2 qui débutera le 9 septembre, a annoncé hier la FAF.

Pour le championnat de Ligue 1, l'effectif de chaque équipe sera constitué de 25 joueurs dont deux joueurs seniors première année, deux gardiens de but au minimum et deux joueurs étrangers au maximum. Les clubs de Ligue 1 pourront aligner, pour chaque match, deux joueurs étrangers au maximum. Pour les championnats amateurs, les dates de reprises seront ainsi : Division nationale amateur (16 et 17 septembre 2011), Division inter-régions (16 et 17 septembre 2011), Divi-

sions régionales Une et Deux (23 et 24 septembre 2011), et Divisions honneur et pré-honneur (au plus tard fin octobre 2011).

Pour le championnat de Division nationale amateur 2011-2012, trois groupes de quatorze clubs chacun (Est, Ouest, Centre) seront en lice.

Voici par ailleurs l'organisation des autres championnats de divisions inférieures pour la saison 2011/2012:

Ligue inter-régions de football: quatre groupes de quatorze clubs chacun (Est, Centre-Est, Centre-Ouest et Ouest).

Ligues régionales: Régionale Une: seize clubs, Régionale Deux: seize clubs.

Ligues de wilaya: Honneur et Pré-honneur: douze à seize clubs par division.

LPF - L'AG électorale le 3 juillet

L'assemblée générale électorale de la Ligue de football professionnel (LFP) aura lieu le 3 juillet prochain à 11h00 à Alger, a annoncé mercredi la Fédération algérienne de football (FAF).

Deux candidats sont en lice pour le poste de président de la LFP: Kerbadj Mahfoud (CR Belouizdad) et Naamoune Moha-

med Larbi (MSP Batna). Quant à l'assemblée générale électorale de la Ligue nationale de football amateur (LNFA), elle aura lieu le jeudi 30 juin 2011 à 10h30 à Alger. Pour le poste de président de la Ligue nationale de football amateur, une seule candidature a été retenue, celle de Malek Ali.

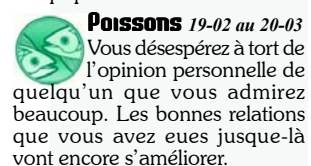
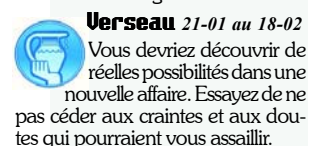
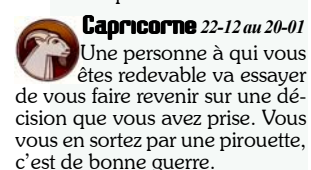
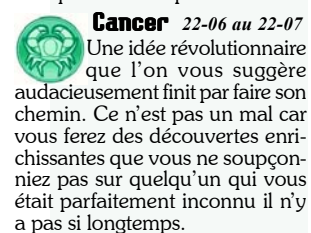
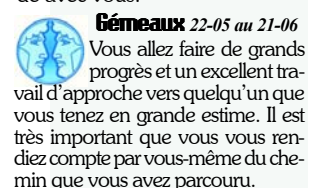
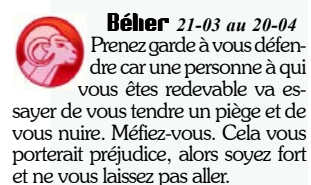
Boxe - Championnat d'Afrique

Quatre boxeurs algériens en finale



Quatre boxeurs algériens se sont qualifiés mardi aux finales du Championnat d'Afrique qui seront disputées demain au palais polyvalent de sports de Yaoundé. Le premier algérien engagé lors de cette première journée des demi-finales, Ouadahi Mohamed Amine dans la catégorie des 56 kg, n'a trouvé aucune difficulté à se débarrasser de son adversaire du jour, le Botswanaïse Seoko Tirafalo. La partie s'est terminée en faveur de l'Algérien (22-8) qui a su gérer le combat grâce à sa vivacité sur le ring. En finale de cette catégorie, Ouadahi Amine rencontrera le Mauricien Julie Bruno Richard. Dans la catégorie des 64 kg, Berrag Sid Ali a battu le Botswanaïse Gaasite Gomotsang sur le score de (19-11), alors que Rahou Abdelmalek (75 kg) a éprouvé toutes les peines du monde à venir à bout du Seychellois Jovette Jeane. Le combat

s'est terminé sur un score de parité (9-9) et la victoire finale est revenue à l'Algérien sur décision des juges. Lors du quatrième combat, Chouaib Bouloudinet (91 kg) n'a laissé aucune chance à son vis-à-vis, le Togolais Kuadjovi Kevin (13-9). Les juges ont dû arrêter le combat après avoir constaté la blessure du Togolais. La finale des 64 kg opposera vendredi prochain Berrag Sid Ali au Mauricien Collin Richard alors que dans la catégorie des 75 kg, Rahou Abdelmalek affrontera le Marocain Gharoumi Younes et enfin Chouaib Bouloudinet s'expliquera avec le redoutable Camerounais Ngoula Tagoum Romaric. La sélection algérienne a réussi un carton plein en plaçant quatre boxeurs en finale sur les quatre engagés lors de la première journée des demi-finales, en attendant les quatre autres représentants qui ont fait leur entrée hier.



A. A option.
B. Passée. Foncière.
C. Bout de cible.
Points opposés.
En suite.
D. Patinage pour ainsi dire.
E. Fait du calcul.
Raie trouble.
F. Membre de la direction.
Déchet humain.
Quoi de plus.
G. Méchante et jalouse et bien sûr bête.
H. Basse condition.
Hélas, c'était donc ça.
I. Calme comme une belle mer.
Se dégonfle.
J. Instruire.

FLÉCHÉS N° 4421

P		P	I	L	A	R	D
E	T	A			S	U	R
R	I	R	A	I	T		S
S	E		I	N		M	E
I	D	E	M		M	A	R
S	E	N	E	G	A		T
T		C	R		R		E
A	R	E		R	E	U	E
N	O	R	M	A	L	E	
T	I	C		I	L		O
E		L	A		E	T	A
S	U	E				E	R

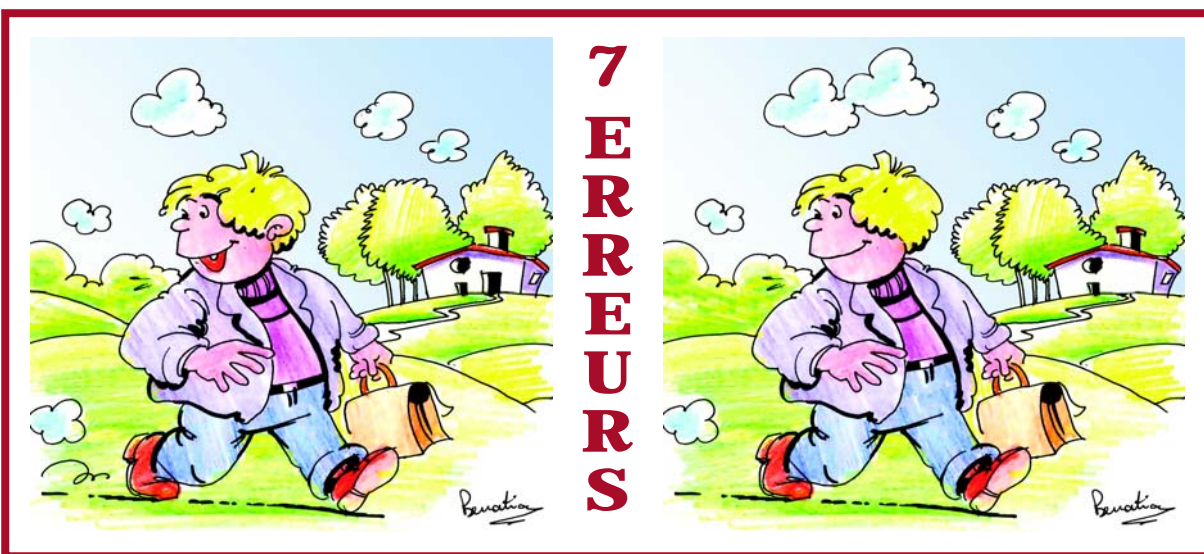
CODÉS N° 4421

FOUILLIS N° 4421

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est ivre.
- Mon 2e déteste.

Mon tout est un veu





12.00 Journal en français
12.20 Doumou'e el ward
13.40 Chahrazed
Feuilleton arabe
14.30 Rahalat bahria
15.20 Marie tempête
16.40 Sabeq oua laheq II
17.10 Dessins animés
17.20 El chems el fedhia II

Série fiction enfantine
17.45 Tedj el qor'ane
18.00 Journal en amazigh
18.20 Wahiba
19.00 Journal en français
19.30 Une ville, une histoire
«Hamam Bouhdjar»
Reportage
20.00 Journal en arabe

20.40 Caméra cachée

Humour
21.00 Uni-vert
22.00 Un choix pour vivre Abdelkader Chercham
Portrait
23.00 Senteurs d'Algérie «Tipaza»
Reportage
00.00 Journal en arabe



09.55 Motus
10.25 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
13.00 Toute une histoire
14.10 Comment ça va bien !
15.05 Le Renard
16.10 Côté Match
16.15 En toutes lettres
17.00 On n'demande qu'à en rire
18.00 N'oubliez pas les paroles
18.49 Et si on changeait le monde
18.50 Soyons clairs avec la retraite
19.00 Journal

19.35 Envoyé spécial



Présenté par : Françoise Joly, Guilaine Chenu
- Le boom des résidences sécurisées
Les résidences fermées sont un concept né aux Etats-Unis. Il y a une trentaine d'années, l'idée a traversé l'Atlantique, séduisant notamment les personnes fortunées qui se sont installées sur la Côte d'Azur.
- Un dialogue de sourd
Deux Français sur trois se disent envahis par le bruit à leur domicile. Les plaintes auprès de la police ont augmenté de plus de 13% en deux ans. Cette pollution sonore ne serait pas sans risque sur la santé.
21.50 Un homme presque parfait
22.50 Le père incertain
23.50 Journal de la nuit
00.10 Faites entrer l'accusé



11.25 12/13 : Journal national
12.00 Midi en France
12.45 En course sur France 3
13.05 Inspecteur Derrick
13.55 Questions au gouvernement
15.00 Sénat info
15.15 Cyclisme
16.25 Des chiffres et des lettres
17.00 Questions pour un champion
17.40 19/20 : Edition nationale
17.58 19/20 : Journal régional
19.00 Tout le sport
19.10 Plus belle la vie

19.35 Le grand chemin



Avec Anémone, Richard Bohringer
A la fin des années 50, non loin de Nantes. Louis, 9 ans, ignore que ses parents viennent de se séparer. Sa mère, Claire, enceinte, l'envoie passer l'été à la campagne, chez Pelo et Marcelle, son amie d'enfance. Le couple se prend rapidement d'amitié pour le gamin. Louis découvre une autre façon de s'aimer, entre les disputes et la tendresse constante, ainsi qu'un univers fait de silence et de patience, la vie dans les bois et les prés.
21.25 Soir 3
21.50 Ce soir (ou jamais !)
23.25 Le match des experts
23.50 Vie privée, vie publique, l'hebdo
01.05 Soir 3



07.55 Les maternelles
09.15 Je ne devrais pas être en vie
10.05 Une nouvelle vie pour Max l'éléphant
10.58 Minuscule
11.04 Les p'tites poules
11.16 Yakari
11.40 Dans les Alpes avec Annette
12.22 En grande forme
12.35 Le magazine de la santé
13.30 Allô, docteurs !
14.05 Devenir lion
14.30 Fourchette et sac à dos
15.25 Mon potager à tout prix
16.25 C l'info
16.30 C à dire ?!



18.00 Arte journal
18.30 Globalmag
18.55 Les grands phénomènes naturels
19.40 It's a Free World
Avec Kierston Wareing, Juliet Ellis, Leslaw Zurek, Joe Siffleet
Vivant à Liverpool, Angie est dans l'embarras. Parce que son comportement laissait à désirer, elle a récemment été licenciée de l'agence d'intérim où elle travaillait comme recruteuse depuis plusieurs années. Sur un coup de tête, elle propose à Rose, sa colocataire, de monter leur propre agence. Sans emploi, Rose accepte. Toutes deux tentent alors de proposer aux entreprises de la région une main d'oeuvre à très bon marché. Car Angie entend puiser sans vergogne dans le vivier des immigrés nécessiteux de la région.
21.15 La fièvre Twilight
22.05 Tracks
23.00 Princesse
00.20 L'insoutenable légèreté de l'être

JEUDI



TF1 19.45

MATCH AMICAL

- Pologne / France
Match amical. Pologne / France. A Gdansk. Après l'Ukraine, les Bleus poursuivent leur série de matches amicaux et se rendent à Gdansk pour affronter la Pologne, en espérant que leur match précédent n'aura pas ouvert un nouveau chantier inconsideré. Adil Rami, le défenseur, va retrouver sur le terrain Ludovic Obraniak, son coéquipier du LOSC, un milieu de terrain dont les coup-francs sont assez redoutés. Quel visage Laurent Blanc va-t-il dessiner ? Quels sont les joueurs en forme du moment ? Qui sera avec Karim Benzema à la pointe de l'attaque ? Franck Ribéry aura-t-il retrouvé une place indiscutable dans le schéma tactique de l'équipe de France ?



6 19.45

VICTOIRE BONNOT

- Les masques tombent
Avec Valérie Damidot, Roxane Damidot, Shirley Bousquet, Catherine Jacob
Confrontée à des problèmes de consommation d'alcool chez les jeunes du lycée Paul-Eluard, la conseillère principale d'éducation Victoire Bonnot voit ses vieux démons resurgir. Comment dire à des adolescents, lorsqu'on est soi-même alcoolique, que l'alcool est néfaste. La situation s'aggrave lorsqu'Emma, découvrant le secret de sa mère, se met, elle aussi, à boire et à fréquenter un jeune homme malsain et manipulateur. En effet, Dorian, un élève de terminale, s'occupe de gérer l'approvisionnement du lycée en alcool et organise de nombreuses fêtes sauvages avec notamment son meilleur ami, Antoine.



CANAL+ 19.50

DESPERATE HOUSEWIVES

- Que sa fête commence
Avec Teri Hatcher, Felicity Huffman, Marcia Cross, Eva Longoria
Beth a décidé de mettre fin à ses jours. Pour tous les habitants du quartier de Wisteria Lane, c'est un véritable choc. Personne ne supposait que la malheureuse en était là. Avec stupeur, Susan et ses voisines apprennent que la défunte a exprimé, dans ses dernières volontés, le désir de lui faire don d'un rein. Pour Susan, cela signifierait la fin d'un calvaire. Mais Paul s'y oppose catégoriquement. Renee, elle, décide de ne pas céder à la déprime et tente d'entretenir la tradition en donnant une fête pour l'arrivée du printemps. De son côté, Tom se voit proposer un poste important particulièrement bien payé. Pourtant, il fait le choix de rester fidèle à Carlos, au grand dam de Lynette...

TÉLÉVISION



22.05 Les experts : Manhattan



- En haut de l'affiche
Avec Gary Sinise, Melina Kanakaredes
Mac est sous pression : ses collaborateurs, son laboratoire et ses équipements doivent subir un contrôle pour une accréditation. En même temps, son équipe doit résoudre une enquête : une femme à moitié dévorée par un requin a été retrouvée sur la plage.
00.30 Preuve à l'appui
01.25 Reportages



21.30 Les documents de l'info



- Alcool : quand les femmes et les adolescents plongent
Aujourd'hui, un Français sur dix est malade de l'alcool. Le phénomène n'est pas nouveau mais il s'aggrave et touche de plus en plus les femmes et les adolescents. Elles sont d'ailleurs 1,5 million de Françaises à avoir un problème avec l'alcool. Pour les aider, des centres spécialisés dans l'accueil des femmes ouvrent. A 15 ans, 41 % des jeunes avouent avoir déjà été ivres.
23.20 K-Ville
01.00 Tout le monde peut jouer



21.15 Weeds



- Apocalypse
Avec Mary-Louise Parker, Kevin Nealon
Malgré elle, Nancy est contrainte de discuter avec sa gynécologue de l'éventualité d'un avortement. Mal à l'aise pour aborder ce sujet, elle n'oublie pas qu'elle s'était réjouie de voir naître cet enfant. Que doit-elle décider étant donnée la situation ? Avec l'aide d'Ignacio, le pauvre Shane essaie tant bien que mal de récupérer son bien. Mais monsieur Sandusky ne se montrera pas forcément favorable à cette idée.
22.10 The Office
22.55 Film Socialisme
00.30 Surprises



16.05 360° GEO
17.00 TV5MONDE, le journal
17.40 Les Boys
18.05 Le BBQ de Louis
18.30 Tout le monde veut prendre sa place
19.30 Journal (France 2)
20.00 L'appel du 18 juin
21.40 Journal (TSR)
22.15 Questions à la une
23.15 Le dessous des cartes
23.45 L'affaire Salengro
01.45 TV5MONDE, le journal



08.20 New York 911
09.55 Plus belle la vie
12.40 Consomag
12.45 New York 911
15.07 Ludo
16.05 Plus belle la vie
17.00 Largo Winch
17.50 JAG
19.20 Samantha Oups !
19.35 FBI : portés disparus
21.45 Touche pas à mon poste
23.10 Shirley et Dino à Marigny
00.45 Francofolies 2008



10.45 Le destin de Lisa
12.00 NT1 actu
12.05 Journal
12.15 MP1
12.20 Les enquêtes impossibles
14.00 Le destin de Lisa
15.20 MP1
15.25 Le destin de Lisa
15.55 7 à la maison
18.30 Les filles d'à côté
19.40 Sexe intentions
23.00 7 secondes
00.35 MP1
00.40 En mode Gossip



12.00 Journal en français
12.30 Rawaat le khelq «la création de l'univers»
13.30 Prière du vendredi (direct)
14.00 Manarate islamia
14.20 Association el founoun el djamila Alger centre

14.45 Kalam oua ahlam
16.40 Sabeq oua laheq II
17.10 Dessins animés
17.20 El chems el fedhia II
17.45 Tedj el qor'ane
18.00 Journal en amazigh
18.20 Wahiba
19.00 Journal en français

19.30 Visite Illizi

Documentaire
20.00 Journal
20.45 Danger route
21.10 JSK/Djaraf Sénégal en différé
22.40 Rih tour Film algérien
23.45 Hadj Gacem Concert
00.30 Journal



19.35 Mystère au Moulin Rouge



Avec Emilie Dequenne, Grégory Fitoussi
A Paris à la fin du XIXe siècle. Diane, une jeune et belle provinciale, se rend au Moulin Rouge pour retrouver sa soeur disparue. Alors que le tout-Paris vient s'encanailler dans ce cabaret, qui est devenu en peu de temps l'un des hauts lieux des nuits interlopes de la capitale, Diane fait preuve d'une détermination à toute épreuve pour devenir elle-même danseuse de quadrille.
21.10 Je, François Villon, voleur, assassin, poète...
22.45 Journal de la nuit
23.00 Taratata
00.35 Toute une histoire

09.55 Motus
10.25 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
13.00 Toute une histoire
14.10 Comment ça va bien !
15.15 Le Renard
16.08 Côté Match
16.09 Point route
16.10 En toutes lettres
16.55 On n'demande qu'à en rire
18.00 N'oubliez pas les paroles
18.56 Météo 2
19.00 Journal
19.30 Météo 2



19.35 Thalassa



Présenté par Georges Pernoud
- Apnée : toujours plus profond
Rencontre avec un passionné de plongée en perpétuel dépassement de soi, qui projette désormais de descendre à 300 mètres de profondeur en apnée.
- Japon : tsunami, trois mois plus tard
Bilan du tremblement de terre et du tsunami d'une violence extrême qui ont dévasté le Japon en mars 2011.
21.30 Soir 3
21.55 Vie privée, vie publique, l'hebdo
23.10 Tout le sport
23.15 Toute la musique qu'ils aiment
00.15 Soir 3
00.40 Plus belle la vie
01.05 Des racines et des ailes

11.25 12/13 : Journal national
12.00 Midi en France
13.00 Keno
13.05 Inspecteur Derrick
14.05 Siska
15.10 Cyclisme
16.15 Culturebox
16.25 Des chiffres et des lettres
17.00 Questions pour un champion
17.35 L'image du jour
17.40 19/20 : Edition nationale
17.58 19/20 : Journal régional
18.25 19/20 : Journal national
18.58 Météo
19.00 Tout le sport
19.10 Plus belle la vie



07.55 Les maternelles
09.00 Allô Rufo
09.15 Planète insolite
10.10 Expédition tigre
11.05 Minuscule
11.15 Les p'tites poules
11.26 Yakari
11.39 Dans les Alpes avec Annette
12.28 La cuisine est un jeu d'enfants
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.10 Devenir lion
14.40 Superstructures
15.30 Je ne devrais pas être en vie
16.25 C l'info
16.30 C à dire ?!
16.43 Soyons clairs avec la retraite
16.45 C dans l'air

18.00 Arte journal
18.30 Globalmag
18.55 Les grands phénomènes naturels
19.40 E-love

Avec Anne Consigny, Antoine Chappey, Carlo Brandt, Carole Franck
Paule Zachmann, presque quinquagénaire, enseigne la philosophie à la fac. Un jour Alex, son époux, lui annonce qu'il la quitte pour une autre femme, plus jeune, qu'il a rencontrée sur le site Internet "lamesoeur.com". L'univers de Paule s'effondre. Déprimée, elle accepte l'aide que lui propose sa soeur Rachel, qui lui crée un profil sur ce même site de rencontres...
21.15 Du bébé au baiser
22.00 Les scouts d'al-Mahdi
23.20 Court-circuit
00.40 Mystères de Lisbonne



TF1 19.45

LES ENFANTS DE LA TÉLÉ

Présenté par Arthur

Tous ont une actualité à partager avec les téléspectateurs, ce qui n'empêche pas les invités d'Arthur de jouer la bonne humeur, s'amusant même des inévitables casseroles que l'équipe a dégottées pour l'occasion. Ainsi, Helena Noguerra, Elie Semoun, Isabelle Nanty, Jean-Paul Rouve, Olivier Baroux, Thomas Ngijol, Fabrice Eboué et Michel Boujenah seront-ils confrontés au pire de leur image, au cours d'une émission haute en couleur et en fous rires. Helena Noguerra et Elie Semoun défendent le film "L'Elève Ducobu", en salles le 22 juin. Isabelle Nanty, Jean-Paul Rouve et Olivier Baroux parlent des "Tuche", en salles le 1er juillet.



M6 19.45

BONES

- L'herbe sous le pied
Avec Emily Deschanel, David Boreanaz, Tamara Taylor, TJ Thyne

Huit paires de pieds ont été retrouvées près de la frontière canadienne à la suite d'une inondation. Sept ont pu être identifiées comme provenant de corps utilisés pour la recherche par une université de la région. Mais l'origine de la huitième paire laisse les investigateurs perplexes. Un spécialiste canadien, le professeur Douglas Filmore, par ailleurs vieille connaissance de Brennan, dont elle ne garde pas un bon souvenir, emporte les pieds pour les examiner. Il autorise Brennan à faire équipe avec lui. Par ailleurs, Camille a postulé au nom de sa fille, et sans la prévenir, dans une prestigieuse université...



CANAL+ 21.30

CRAZY NIGHT

Avec Steve Carell, Tina Fey, Mark Wahlberg, Taraji P Henson

Phil Foster, conseiller fiscal, et sa femme Claire, agent immobilier, mènent une vie très routinière. Un soir, Phil décide d'emmener Claire dans un restaurant à la mode de Manhattan, pour passer une soirée romantique. Mais, sans réservation, ils ne peuvent obtenir de table. Phil décide alors de se faire passer pour un autre couple, les Triplehorn. Au cours du repas, ils sont interrompus par deux policiers. Ceux-ci sont à la recherche des Triplehorn qui auraient volé une clé USB à un gangster. Phil et Claire ne parviennent pas à les convaincre qu'ils ne sont pas les Triplehorn et sont obligés de prendre la fuite...



22.15 C'est quoi l'amour ?



- Les meilleurs moments de l'émission
Présenté par Carole Rousseau
Retour sur plusieurs portraits marquants des émissions passées. Valentine, 24 ans, était la baby-sitter des enfants de Jérôme avant de devenir sa femme. Carole et Nadine, toutes deux en surpoids, ont opté pour une "sleeve gastrique". Norbert, 34 ans, a pris un congé parental pour s'occuper de ses triplés. Marina, lourdement handicapée, se bat pour vivre comme les autres.
00.25 Enquêtes et révélations



23.00 Earl



- Jamais deux sans trois
Avec Jason Lee, Ethan Suplee
Quand Earl finit par se réveiller de son coma, plus rien ne lui semble pareil. Renforcé par cette singulière expérience, il croit plus que jamais en son karma. Surtout, il est maintenant persuadé que Billie est celle qui répond le mieux aux critères de l'"âme soeur". Mais Earl ne sait pas où la trouver. Afin de faire le point avec elle, il se tourne vers Frank Stump, l'ex de Billie. Celui-ci est un peu surpris de l'étonnante demande d'aide que formule Earl...
00.50 Tout le monde peut jouer



19.55 L'amour c'est mieux à deux



Avec Clovis Cornillac, Virginie Efira
Michel et Vincent ne partagent pas du tout la même conception de l'amour. Le premier, un tantinet fleur bleue, croit en l'union fruit du hasard et se réserve pour celle qui saura ravir son coeur. Le second, bien plus terre à terre, voit en chaque femme l'occasion de tester son potentiel de séducteur et enchaîne les liaisons.
21.30 Crazy Night
22.55 Bus Palladium
00.35 «Pourquoi tu pleures ?», la rencontre

09.20 Dexter
11.20 L'édition spéciale 1ère partie
11.45 L'édition spéciale
13.00 Hors du temps
14.40 La ficelle
14.45 «Pourquoi tu pleures ?», la rencontre
15.10 Iron Man 2
17.20 Les Simpson
17.45 Le JT de Canal+
18.05 Le grand journal
19.00 Les Guignols de l'info
19.15 Le grand journal, la suite



16.05 L'Amérique dans tous ses états
17.00 TV5MONDE, le journal
17.40 Les Boys
18.05 Mixeur, les goûts et les idées
18.30 Tout le monde veut prendre sa place
19.30 Journal (France 2)
20.00 Le plus grand cabaret du monde
22.00 TV5MONDE, le journal
22.10 Journal (TSR)
22.40 Temps présent
23.35 TV5MONDE, le journal Afrique
23.50 Un village français
01.45 TV5MONDE, le journal



09.55 Plus belle la vie
12.45 New York 911
15.07 Ludo
16.05 Plus belle la vie
17.00 Largo Winch
17.50 JAG
19.20 Samantha Oups !
19.35 Douaniers : au coeur de tous les trafics
21.35 Le meilleur du Festival du rire de Montreux 2009
00.00 New York 911
01.30 The Ting Tings au printemps de Bourges 2009



10.45 Le destin de Lisa
12.05 Journal
12.15 MP1
12.20 Les enquêtes impossibles
14.00 Le destin de Lisa
15.20 MP1
15.25 Le destin de Lisa
15.55 7 à la maison
18.30 Les filles d'à côté
19.40 Catch américain : SmackDown
21.20 Catch américain : Raw
23.00 Man vs Wild : seul face à la nature
00.40 MP1

Jeudi 09 juin 2011

07 rajab 1432

N° 5024

Tissemsilt : un autobus se renverse, 19 blessés

Dix-neuf (19) personnes ont été blessées dont trois grièvement, suite au renversement, mercredi, d'un autobus de transport de voyageurs au lieu-dit «Bouacha» sur la RN 19, dans son tronçon reliant Tissemsilt à Lardjem, a-t-on appris auprès de la Protection civile. La même source a précisé que l'accident s'est produit suite à la perte de deux roues par l'autocar qui transportait une trentaine de voyageurs de Tissemsilt vers Lardjem. Les blessés ont été transférés vers le service des urgences de l'établissement hospitalier du chef-lieu de la wilaya, a-t-on ajouté. Le directeur de la Santé de la wilaya a indiqué qu'«à l'exception des trois blessés graves, qui ont subi des interventions chirurgicales et qui demeurent en observation médicale, la plupart des autres blessés quitteront l'hôpital ce soir, après avoir reçu les soins nécessaires.

Zawahiri s'engage à poursuivre la voie du jihad tracée par Ben Laden



Le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri, s'est engagé à poursuivre la voie du jihad (guerre sainte) contre l'Occident tracée par Oussama Ben Laden, tué le 2 mai au Pakistan, dans une vidéo mise en ligne mercredi par le groupe de renseignement américain SITE. «Nous nous devons de continuer sur la voie du jihad pour expulser les envahisseurs de la terre d'islam», a lancé Zawahiri à l'adresse de «la nation islamique», dans une éloge funèbre du fondateur d'Al-Qaïda.

Le HCR va aider les réfugiés de Libye en Algérie

Le représentant du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) en Algérie a annoncé mercredi l'attribution prochaine d'une première aide aux réfugiés venus de Libye. «Un programme d'aide aux citoyens des pays tiers fuyant la Libye démarrera bientôt», a déclaré Abdul Karim Ghoul à l'AFP. D'un montant de 100.000 dollars sur une durée de trois mois, cette aide sera acheminée dans les centres d'accueil et de transit installés depuis le 24 février par les autorités algériennes dans les villes d'Illizi, Djanet, Debdeb et In Amenas. «Les centres ont une capacité globale de 4.000 personnes, mais la majorité des réfugiés ne font qu'y transiter», a-t-il indiqué. M. Ghoul s'est refusé à préciser le nombre de réfugiés mais a dit s'attendre à une amélioration de leur situation grâce à cette aide.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Tunisie: l'élection de l'Assemblée constituante reportée au 23 octobre



Les premières élections de l'après-Ben Ali en Tunisie, initialement prévues le 24 juillet, sont reportées au 23 octobre, a annoncé mercredi à la presse le Premier ministre tunisien de transition, Béji Caïd Essebsi. «Nous avons pris en compte tous les avis et nous avons décidé de tenir les élections le 23 octobre», a-t-il déclaré lors d'une réunion rassemblant les partis politiques, les représentants des régions et de la société civile. «Le plus important, c'est la transparence des élections», a-t-il insisté. L'élection d'une Assemblée constituante était prévue le 24 juillet, mais la commission électorale

avait demandé un report au 16 octobre, contre l'avis initial du gouvernement et de certains partis, en affirmant avoir besoin de ce délai pour organiser une élection crédible et transparente. «Il y a des partis qui n'étaient pas d'accord, même le gouvernement n'était pas d'accord, mais notre mission consiste à tenir des élections libres et transparentes», a déclaré le Premier ministre, en soulignant que «la révolution et la Tunisie ont une réputation que nous devons protéger». «Nous avons un choix: dissoudre la commission (électorale), revenir à des élections organisées par le ministère de l'Intérieur et retom-

ber dans les tares de l'ancien régime, ou garder la commission, nous avons donc décidé de la garder», a-t-il ajouté.

D'après négociations se sont tenues ces dernières semaines avec les formations politiques pour tenter de parvenir à un consensus sur la date de ce scrutin, qui sera le premier depuis la chute le 14 janvier du président Zine El-Abidine Ben Ali dans le pays pionnier du «printemps arabe». La plupart des petits partis, créés dans la foulée de la chute du régime, étaient favorables à un report pour mieux se préparer aux élections. L'influent mouvement islamiste Ennahda, crédité d'au moins 20% des intentions de vote par les experts, insistait en revanche sur le respect de la date du 24 juillet au nom de la stabilité du pays, dépourvu d'institutions légitimes depuis près de cinq mois.

Le Parti démocratique progressiste (PDP), une autre grande formation politique tunisienne, avait finalement accepté l'idée d'un report en octobre. Cette élection doit déboucher sur la mise en place d'une Assemblée constituante, chargée de rédiger une nouvelle Constitution en remplacement de celle de l'ancien régime.

Londres et Paris déposent une résolution à l'Onu contre la Syrie

La Grande-Bretagne et la France doivent déposer ce mercredi une résolution devant le Conseil de sécurité de l'Onu pour «condamner la répression» en Syrie, a annoncé le Premier ministre britannique David Cameron devant le Parlement. M. Cameron a évoqué «des rapports crédibles faisant état d'un millier de morts et de jusqu'à 10.000 personnes emprisonnées», jugeant «totalement inacceptable» la répression contre les manifestants opposés au régime du président Bachar Al-Assad. «Nous ne devons pas rester silencieux face à ces actes scandaleux et nous ne le resterons pas», a-t-il assu-

ré. «Aujourd'hui à New York, la Grande-Bretagne et la France vont déposer une résolution pour condamner la répression, demander des comptes et obtenir un accès humanitaire», a poursuivi M. Cameron. «Si quelqu'un vote contre cette résolution ou tente d'y opposer son veto, il devra en référer à sa conscience», a-t-il dit. Ce projet de résolution a été rédigé par la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Portugal. Le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague avait indiqué mardi que son pays tentait «de persuader d'autres pays que le Conseil de sécu-

rité a le devoir de s'exprimer» sur la situation en Syrie. «Le président Assad est en train de perdre sa légitimité, il devrait faire des réformes ou partir», avait alors déclaré M. Hague, haussant nettement le ton après des affrontements sanglants à Jisr Al-Choughour (nord-ouest). Il avait expliqué que le projet de résolution avait notamment pour objectif de «condamner la répression en Syrie, demander au gouvernement syrien de répondre aux revendications légitimes des Syriens, relâcher tous les prisonniers d'opinion, lever les restrictions sur les médias et sur l'internet».

EDITORIAL

Par M. Saâdouné

QUELQUES MOIS DE PLUS POUR UN BON DÉPART

souffrir d'une transition trop longue, mais l'enjeu pour la Tunisie est de se doter des moyens de mettre en place de nouvelles institutions dont la légitimité ne sera pas contestée. C'est tout simplement d'un retour à la stabilité dans des conditions nouvelles dont il est question. Il s'agit donc de ne pas rater le nouveau départ en raison des calculs des uns ou des craintes des autres.

Les premières réactions montrent une acceptation générale de ce report, y compris chez le mouvement islamiste Ennahdha, qui voulait que l'on respecte la date du 24 juillet. Le mouvement Ennahdha, en application de son propre mot d'ordre qui veut que le «consensus» soit la seule «légitimité» durant la transition, a fini par l'accepter. Au fond, il y a intérêt.

Il n'est pas un secret que d'autres courants politiques craignent une victoire des islamistes. Ne pas tenir compte de l'argu-

ment de l'impréparation invoqué par certains des partis politiques aurait prêté le flanc à une contestation postélectorale risquée. Il faut donc se féliciter que les partis politiques tunisiens aient accepté ce report.

La Tunisie, qui traverse une période très délicate, n'avait pas besoin de se créer un motif de complication supplémentaire. Entre juillet et octobre, cela ne fait que quelques mois de plus qui pourront être mis à profit pour une meilleure préparation des acteurs politiques. Une assemblée constituante a pour mission de donner au pays un cadre juridique et politique pour le fonctionnement démocratique des institutions.

Le processus en cours en Tunisie intéresse au premier chef les Tunisiens, mais il concerne l'ensemble d'un monde arabe où les systèmes politiques sont frappés d'obsolescence. Les Tunisiens se donnent quelques mois de plus pour rassurer l'ensemble des acteurs et créer les conditions nécessaires à une élection transparente.

Ce n'est pas du temps perdu pour un pays qui négocie un nouveau départ. Et un nouvel élan dont les effets se feront ressentir durablement au Moyen-Orient et au Maghreb.

L'Opep décide de maintenir ses quotas de production



L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a décidé de laisser inchangés ses quotas de production, a déclaré le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) Abdallah El-Badri, à l'issue de la réunion ministérielle de l'organisation tenue mercredi à Vienne. «Les membres n'ont pas obtenu de consensus sur une modification de la production», a précisé M. El-Badri qui s'exprimait lors d'une conférence de presse.

Plusieurs membres de l'Opep avaient demandé une augmentation des quotas fixés à 24,84 millions de barils/jour depuis début 2009 pour répondre aux inquiétudes des pays consommateurs, en raison de la hausse des cours du pétrole. M. El-Badri a fait savoir, par ailleurs, que l'Opep tiendra sa prochaine réunion ministérielle les 13 et 14 décembre à Vienne, faute d'un consensus pour tenir une réunion dans les trois mois. «Nous ne sommes pas en crise en ce moment, il n'y a pas de pénurie sur le marché», a expliqué M. El-Badri. «Nous avons suggéré un délai de trois mois pour évaluer le marché et pour prendre une décision appropriée (lors d'une réunion exceptionnelle) mais cette proposition n'a pas obtenu de consensus», a déploré le ministre iranien du Pétrole Mohammad Aliabadi.